

La BNP en 1973



BNP Bilans annuels 1973

Banque Nationale de Paris

Exercice 1973

Société Anonyme au capital de 500 millions de francs Siège Social : 16, boulevard des Italiens 75009 Paris R.C. Paris 66 B 4244

### Sommaire

Notice sur la situation consolidée du Groupe B.N.P.	6
	7
Situation consolidée du Groupe B.N.P.	8
B.N.P. (France, Outre-Mer, Etranger)	er 1957 of particulation.
Filiales bancaires et autres principales Filiales prises en considération pour l'établissement de la situation consolidée :	
British and French Bank - LONDRES	9
United Bank for Africa (U.B.A.) - LAGOS	10
Banque pour l'Expansion Industrielle (BANEXI) - PARIS	11
Banque de la Guyane - CAYENNE	12
Banque pour le Commerce International (B.P.C.I.) - BALE	13
B.N.P.I PARIS	14
et ses filiales :	
- B.N.C.I. Océan Indien - PARIS	15
- Banco Fiduciario de Panama - PANAMA	16
- Banque Marocaine pour le Commerce et l'Industrie (B.M.C.I.) - CASABLANCA	17
- Société Financière pour le Commerce et l'Industrie (S.F.C.I.) - MONTREAL	18
- Union Bancaire pour le Commerce et l'Industrie (U.B.C.I.) - TUNIS	19
Société pour le Développement International du Commerce et de l'Industrie (INTERCOMI) - PARIS	20
Banque Nationale pour l'Expansion du Crédit Bail (NATIOBAIL) - PARIS	21
French American Banking Corporation (F.A.B.C.) - NEW YORK	22
et sa filiale : French American Capital Corporation (F.A.C.C.) - NEW YORK	23
French Bank of California (F.B.C.) - SAN FRANCISCO	24
Union pour le Crédit à l'Industrie Nationale (UCINA) - PARIS	25
Union pour le Financement à Long et Moyen Terme (UFILOM) - PARIS	26
B.I.C.I. du Sénégal - DAKAR	27
Société Financière pour les Pays d'Outre-Mer (S.F.O.M.) - GENEVE	28
Banque Commerciale - LUXEMBOURG	29
Banque d'Attique - ATHENES	30
Banco Franco Colombiano - BOGOTA	31
Banque Nationale de Paris Ireland - DUBLIN	32
Banque Nationale de Paris - PANAMA	33

B.I.C.I. du Gabon - LIBREVILLE	34
B.I.C.I. du Dahomey - COTONOU	38
Société Financière Auxiliaire (S.F.A.) - PARIS	36
Compagnie d'Investissements de Paris (C.I.P.) - PARIS	37
Natio Equipement - PARIS	38
Natioinformatique - VELIZY	39
B.N.P. Finance Hong Kong - HONG KONG	40
Intercontinental Trading and Investment Cy (ITIC) - SYDNEY	4
Europea de Financiacion Inversion y Promotion S.A. (Eurofip) - MADRID	4:
Autres Filiales et Banques associées :	3/2/2019
Banque de la Société Financière Européenne - PARIS	4:
Société Financière Européenne (S.F.E.) - LUXEMBOURG	4
B.I.C.I. du Cameroun - DOUALA	4
B.I.C.I. du Congo - BRAZZAVILLE	4
B.I.C.I. de la Côte d'Ivoire - ABIDJAN	4
B.I.C.I.A. de la Haute-Volta - OUAGADOUGOU	4
Banque Etebarate Iran - TEHERAN	4
Banco del Atlantico - MEXICO	5
Financiera del Atlantico - MEXICO	5
Banque Malgache d'Escompte et de Crédit (BAMES)	5
Australian European Finance Corporation Ltd - SYDNEY	5
United Overseas Bank - GENEVE	consideration of the state of the San
Compagnie Internationale pour le Financement de l'Energie Nucléaire - International Nuclear Crédit Corporation	tion (I.N.C.C C.I.F.E.N.) - LUXEMBOURG 5
Banque Arabe et Internationale d'Investissement (B.A.I.I.) - PARIS	5
Compagnie Arabe et Internationale d'Investissement (C.A.I.I.) - LUXEMBOURG	5

### Rappel des règles utilisées pour l'établissement de la situation consolidée du groupe B.N.P.

La situation consolidée du Groupe de la B.N.P. a été établie à partir des critères suivants :

- ont été retenues les filiales et participations dont le bilan est supérieur à 1 million de francs et dans lesquelles la B.N.P. possède directement ou indirectement plus de 33 % du capital. Il s'agit en outre de filiales ou de participations chez lesquelles une société du Groupe exerce une action permanente de direction.
- les participations supérieures à 50 % ont fait l'objet d'une intégration globale. Cette méthode consiste, après élimination des opérations internes au Groupe, à totaliser les éléments de l'actif et du passif (autres que les fonds propres) de la B.N.P. et des sociétés consolidées. Elle fait apparaître en outre les intérêts extérieurs au Groupe.

Au niveau de la situation consolidée, les participations supérieures à 50 % sont en conséquence éliminées du poste "Titres de filiales et de participations";

- les participations comprises entre 33 % et 50 % ont été mises en équivalence. Cette méthode consiste à substituer à la valeur nette comptable des titres détenus le montant de la part qu'ils représentent dans la situation nette de la société émettrice affiliée. La valeur de ces participations apparaît au poste "Titres mis en équivalence";
- le poste "Autres titres" fait ressortir la valeur comptable des titres de participations appartenant à la B.N.P. et à ses filiales et qui n'ont pas été retenus pour la consolidation ;
- la rubrique "Survaleur" enregistre la différence constatée entre le prix d'achat de certaines participations concernant des sociétés faisant l'objet d'une intégration globale et la part du groupe dans l'actif net de ces mêmes sociétés lors de l'acquisition.

L'ensemble consolidé comprend 50 sociétés exploitant dans 36 pays étrangers, départements ou territoires d'outre-mer.

Les bilans des sociétés étrangères ont été convertis en francs français sur la base des cours de change officiels en fin d'année.

### Situation consolidée du Groupe de la Banque Nationale de Paris

#### Au 31 décembre 1973

Actif	en francs
Caisse, Instituts d'émission, Trésor Public,	
comptes courants postaux	15.253.087.31
a) Comptes à vue	2.905.873.63
b) Comptes et prêts à échéance	29.422.657.44
achetées ferme	13.783.482.96
a) Crédits à court terme	28.999.871.95
b) Crédits à moyen terme	11.110.084.24
c) Crédits à long terme	13.478.320.27
Crédits à la clientèle - comptes débiteurs	12.829.385.28
Comptes de régularisation et divers	10.353.163.86
Débiteurs divers	306.760.62
Débiteurs par acceptations	2.884.460.11
Comptes d'opérations sur titres  Titres de placement :	585.459.30
a) Fonds d'Etat, Bons et Obligations	524.757.32
b) Autres titres de placement  Titres de filiales et participations:	667.680.13
- Titres mis en équivalence	103.009.83
- Autres titres	455.384.00
Survaleur	12.922.94
Immobilisations	513.642.94
Opérations de crédit-bail	603.258.96
	144.793.263.16

Passif	en francs
Instituts d'émission, Banques et ENBAMM: a) Comptes à vue. b) Comptes et emprunts à échéance. Comptes d'entreprises et divers: a) Comptes à vue. b) Comptes à échéance. Comptes de particuliers: a) Comptes à échéance. b) Comptes à échéance. c) Comptes à échéance. c) Comptes à échéance. c) Comptes d'épargne à régime spécial. Bons de caisse. Comptes de régularisation, provisions et divers. Provision pour investissements. Créditeurs divers. Acceptations à payer. Comptes d'opérations sur titres. Obligations en devises à moyen terme. en francs à long terme. Capital	en francs  14.847.469.361 34.610.869.007  18.671.773.578 8.108.186.370  13.266.666.656 3.615.750.923 13.393.161.030 13.617.107.704 16.632.876.822 160.148.374 2.635.306.327 2.884.460.114 425.892.540 117.712.500 259.910.505 500.000.000
Réserves, report à nouveau et plus-value de consolidation	681.636.654 121.143.774 243.190.923
	144.793.263.162

### Hors-Bilan

Valeurs données en pension ou vendues ferme	12.183.657.000 13.034.453.000
Cautions et avals pour le compte de la clientèle	
Ouvertures de crédits confirmés	8.228.068.000
	12.245.000
Engagements de crédit-bail immobilier	
Engagements de crédit-bail mobilier	68.000
Autres engagements	2.395.177.000

### Banque Nationale de Paris

Siège Social & Direction Générale : 16, boulevard des Italiens, Paris Président : M. P. LEDOUX

Directeur Général : M. G. DEFOSSE

Directeurs Généraux Adjoints : MM. J. CALVET, J. DROMER, G. LLEWELLYN, M. MANIFACIER

135.666.608.654,57

#### Bilan au 31 décembre 1973

Actif	en francs
Caisse, Instituts d'émission, Trésor Public,	
comptes courants postaux	14.926.989.355,50
a) Comptes à vue	2.573.199.836,20
o) Comptes et prêts à échéance	28.579.205.882,05
ou achetées ferme	13.118.375.906,49
a) Crédits à court terme	26.534.670.679,34
Crédits à moyen terme	10.698.782.079,04
Crédits à long terme	13.404.702.112,65
Crédits à la clientèle - Comptes débiteurs	10.628.278.908,72
Comptes de régularisation et divers	9.842.050.656,51
Débiteurs divers	238.656.929,10
Débiteurs par acceptations	2.551.849.531,37
Comptes d'opérations sur titres	582.541.626,10
) Fonds d'Etat, Bons et Obligations	500.110.024,77
Autres titres de placement	402.774.953,99
itres de filiales et participations	691.420.172,74
mmobilisations	393.000.000,00

Passif	en francs
Instituts d'émission, Banques et ENBAMM :	
	14.249.358.653,84
a) Comptes à vueb) Comptes et emprunts à échéance Comptes d'entreprises et divers :	32.601.992.813,48
a) Comptes à vue	17.258.093.987,45
b) Comptes à échéance	6.952.348.522,6
a) Comptes à vue	12.633.325.712,40
b) Comptes à échéance	2.967.246.924,64
c) Comptes d'épargne à régime spécial	12.842.592.034,7
Bons de caisse	13.229.685.443,2
Comptes de régularisation, provisions et divers	15.738.933.311,60
Provision pour investissements	160.148.374,0
Créditeurs divers	2.452.077.918,8
Acceptations à payer	2.551.849.531,3
Comptes d'opérations sur titres	425.279.823,8
Obligations en devises à moyen terme	117.712.500,00
en francs à long terme	256.198.865,0
Réserves	553.952.120,00
Capital	500.000.000,00
Report à nouveau	4.830.772,93
Résultats	170.981.344,5
	135.666.608.654,5

### Hors-Bilan

Valeurs données en pension ou vendues ferme	11 978 698 000 00	
Cautions et avals pour le compte de la clientèle		
Ouvertures de crédits confirmés		
Engagements de crédit-bail immobilier	626.686.000,00	
Autres engagements	2.240.613.000,00	

### British and French Bank Ltd

Siège Social et Direction Générale : 9/13 King William Street, Londres E.C. 4 Président : Sir Patrick REILLY

Administrateur-Directeur Général : M. G. GEAS

### Bilan au 31 mars 1973

Actif		en £
ACTIF ORDINAIRE		
Caisse et Banques:  – en Grande-Bretagne	274.909 473.002	747.911 53.174.754 244.838
la plus faible soit du prix d'achat soit de la valeur boursière:  - fonds d'Etat britanniques  - autres placements	94.568 30.587	125.155 25.200 109.475.625 525.000
ENGAGEMENTS DES CLIENTS ET DES CORRESPONDANTS: - acceptations	3.400.284	
obligations PARTICIPATIONS	14.711.905	18.112.189 784.324
IMMOBILISATIONS	<u> </u>	390.077 183.605.073

Passif		en £
CAPITAL	Autorisé	Emis et entièr. vers.
Actions privilégiées 6 1/2 % remboursables et cumulatives, de £1 chacune	300.000 4.700.000 5.000.000	300.000 4.700.000 5.000.000
RESERVES		1.550.000 77.668
PASSIF ORDINAIRE Comptes courants, de dépôts et autres (y compris réserves pour éventualités) Banque Nationale de Paris et ses filiales United Bank for Africa Ltd	12.680.049 1.326.515	158.865.216
ACCEPTATIONS, ENDOS, CREDITS CONFIRMES ET AUTRES OBLIGATIONS pour compte de clients et de correspondants :		
acceptations      endos, crédits confirmés et autres		18.112.189
obligations	14.711.905	183.605.073

L'activité de notre Filiale britannique, la BRITISH & FRENCH BANK, peut être qualifiée en tous points d'excellente, grâce à une action particulièrement soutenue dans le domaine de ses opérations sur le marché intérieur, que vient heureusement compléter sa position acquise de longue date sur les places de négoce international.

Dans le but de mieux asseoir notre image de marque en Grande-Bretagne, il a été décidé en Avril 1974 que la raison sociale de notre Filiale serait désormais BANQUE NATIONALE DE PARIS LIMITED.

### United Bank for Africa Ltd (U.B.A.)

FILIALE DE LA B.N.P. LTD (anciennement BRITISH & FRENCH BANK LTD)

Siège Social: 97 à 105 Yakubu Gowon Street, Lagos, Nigeria

Président : Sir Patrick REILLY Directeur Général : M. L. MICHEL

#### Bilan au 31 mars 1973

A 116	
Actif	en N
ACTIF ORDINAIRE	
Caisse et BanquesPrêts au jour le jour et à court termeEffets escomptésTitres :	12.588.984 1.391.000 88.476.217
- fonds d'Etat nigérians	120.000 54.069.231
ENGAGEMENTS DES CLIENTS ET DES CORRESPONDANTS: Endos, crédits confirmés et autres obligations	30.124.632
IMMOBILISATIONS	
Immeubles, mobilier et installations, etc. : valeur d'achat moins dépréciation à ce jour	4.585.267
	191.355.331

Passif	er	n N
CAPITAL	Autorisé	Emis et versé
Actions ordinaires de 1 N chacune	6.000.000	4.500.000 250.000 3.650.000 288.628
COMPTES COURANTS, DE DEPOTS		8.688.628
ET AUTRES (y compris réserves pour éventualités)		150.217.071
COMPTES D'ORDRE ET DIVERS		2.325.000
ACCEPTATIONS, ENDOS, CREDITS CONFIRMES ET AUTRES OBLIGATIONS		
pour compte de clients et de correspondants		30.124.632
	40m (975)	191.355.331

En Nigeria, le développement de la production pétrolière, qui a dépassé un rythme annuel de 100 millions de tonnes par an, a permis le renforcement des réserves de change et ouvert des perspectives économiques brillantes pour les prochaines années.

Dans cet environnement, notre Filiale, la UNITED BANK FOR AFRICA, a poursuivi un développement rapide en doublant pratiquement ses crédits à l'économie locale.

Les résultats en forte progression ont permis de distribuer un dividende de 25 % et de procéder à une augmentation de capital par incorporation de réserves et d'attribution d'une action gratuite pour trois possédées.

### Banque pour l'Expansion Industrielle (BANEXI)

Siège Social : 1, boulevard Haussmann, Paris

Bureaux: 47, rue Vivienne, Paris

Président du Conseil de surveillance : M. A. CRAMOIS Vice-Président du Conseil de surveillance : M. P. LEDOUX

Président du Directoire : M. J.P. VIZIOZ

Secrétaire général : M. P. JARS

### Bilan consolidé au 31 décembre 1973 (1)

Actif	en francs
Caisse, Instituts d'Emission, Trésor Public,	
Comptes Courants PostauxBanques et Entreprises non bancaires admises au marché monétaire :	1.627.329,87
– comptes à vue	3.094.371,33
- crédits à court terme	52.013.372,86
- crédits à moyen terme	22.611.490,61
- crédits à long terme	17.600.334,64
Crédits à la clientèle - Comptes débiteurs	197.758.887,97
Comptes de régularisation et divers	7.182.415,93
Débiteurs divers	2.209.333,37
Comptes d'opérations sur titres	2.129.007,10
- Autres titres de placement	93.816.060,34
Titres de filiales et participations	318.750.823,25
Immobilisations	23.661.681,59
	742.455.108,86

Passif	en francs
Instituts d'Emission, Banques et Entreprises non bancaires admises au marché monétaire :	
- comptes à vue	587.297,69 612.224.180,41
- comptes à vue	8.078.304,54 9.978.783,33
- comptes à vue	2.425.675,67 1.250.000,00
Bons de caisse  Comptes de régularisation, provisions et divers  Créditeurs divers  Comptes d'opérations sur titres  Réserves  Capital  Bénéfice de l'exercice	1.500.000,00 24.572.710,27 619.803,66 265.192,92 8.049.725,10 70.000.000,00 2.903.435,27
VE 200 PCE001	742.455.108.86

(1) BANEXI + LOGEXI filiale à 100 %

### Hors-Bilan

Valeurs données en pension ou vendues ferme	114.741.000,00
Cautions et avals pour le compte de la clientèle	41.938.000,00
Ouvertures de crédits confirmés	109.086.000,00
Autres engagements	32.301.000,00

La "Banque pour l'expansion industrielle - BANEXI" a continué à étendre son activité de banque d'affaires du groupe B.N.P. Ses prises de participation, par apport de fonds propres ou achat de titres, et ses interventions sous forme de négociations favorisent le développement des entreprises, particulièrement de celles où la structure familiale de l'actionnariat est encore fortement marquée. A ce titre, elle apporte un prolongement et un complément nécessaires à l'activité de nos divers Réseaux, en France et à l'Etranger.

### Banque de la Guyane

Siège Social : 2, place Victor-Schoelcher, Cayenne Président-Directeur Général : M. A. MARTIN Administrateur-Directeur: M. P. FRICKER

#### Bilan au 31 décembre 1973

Actif	en francs
Caisse, Instituts d'Emission, Trésor Public, Comptes Courants Postaux	1.712.799,66
- comptes à vue	26.633.806,10 15.000.000,00
ou achetées ferme	7.790.349,81
– crédits à court terme	16.487.853,39 8.408.197,97
- crédits à long terme	1.070.535,22 19.404.292,14 7.345.870,57
Débiteurs par acceptationsTitres de placement :	119.407,62
– autres titres de placement	148.900,00 2.602.038,79
	106.724.051,27

Passif	en francs
Instituts d'Emission, Banques et Entreprises non	
bancaires admises au marché monétaire :	0.004.000.00
- Comptes à vue	2.681.096,39
- Comptes à vue	41.046.797,07
- Comptes à échéance	7.772.056,15
Comptes de particuliers :	
- Comptes à vue	21.077.116,77
- Comptes à échéance	800.000,00
- Comptes d'épargne à régime spécial	9.918.649,80
Bons de Caisse	3.316.000,00
Comptes de régularisation, provisions et divers	12.422.385,23
Oréditeurs divers	1.227.664,17
Acceptations à payer	119.407,62
Réserves	784.500,00
Capital	5.000.000,00
Report à nouveau	43.068,47
Bénéfice de l'exercice	515.309,60
	106.724.051,27

### Hors-Bilan

Cautions et avals pour le compte de la clientèle ... 9.962.000,00 Les besoins de la clientèle privée, l'amélioration de l'habitat et quelques grands travaux d'infrastructure ont permis à la BANQUE DE LA GUYANE de maintenir une activité satisfaisante.

Après la dissolution de l'Organisation ELDO, le Centre Spatial Guyanais est entré pour quelque temps dans une période de révision de ses projets et sa réorganisation se traduit provisoirement par une réduction de son programme et de son budget.

### Banque pour le Commerce International S.A. (B.P.C.I.)

Siège Social : Aeschengraben 25 - Parkweg 8, Bâle Président : Dr A.W. JANN

Vice-Président : M. H. GILET Directeur Général : M. G. SCHNEIDER

### Bilan au 31 décembre 1973

francs suisses
39.111.860,63
37.422.711,79 114.366.215,00 16.320.570,47 18.909.012,81 74.050.392,44 4.974.532,92 19.531.619,68 3.835.401,00
3

Passif	en francs suisses
Engagements en banque à vue	19.605.983,36 115.085.005,78 74.171.998,29 55.989.745,83 21.962.786,80 20.000.000,00 22.500.000,00 3.113.795,84 102.642,77
	332.531.958,67

### Hors-Bilan

Engagements par cautions	71.442.546.29 120.873.902,71
--------------------------	---------------------------------

Spécialisée en premier lieu dans le financement du commerce international, notre Filiale Suisse, la BANQUE POUR LE COMMERCE INTERNATIONAL S.A., tout en obtenant des résultats encore en progrès, continue à multiplier ses interventions et à diversifier ses activités.

### Banque Nationale de Paris Intercontinentale B.N.P.I.

Siège Social : 1, boulevard Haussmann, Paris Direction Générale : 7, place Vendôme, Paris

Président d'Honneur : M. H. GILET Président : M. P. LEDOUX

Administrateur-Directeur Général : M. A. BERONIE

#### Bilan au 31 décembre 1973

Actif	en francs
Caisse, Instituts d'Emission, Trésor Public, Comptes Courants Postaux	14.444.055,00
– comptes à vue	96.572.982,70
– comptes et prêts à échéance Bons du Trésor et valeurs reçues en pension	415.935.970,43
ou achetées ferme	22.130.629,47
- crédits à court terme	136.596.820,67
- crédits à moyen terme	1.183.235,97
- crédits à long terme	1.163.033,12
Crédits à la clientèle - Comptes débiteurs	282.353.715,49
Comptes de régularisation et divers	14.566.061,70
Débiteurs divers	4.549.340,01
Débiteurs par acceptations	29.732.361,11
Comptes d'opérations sur titres	713,32
Titres de placement	32.240.850,38
fitres de filiales et participations	88.792.615,90
mmobilisations	1.620.553.39
	1.141.882.938,66

Passif	en francs
Instituts d'Emission, Banques et Entreprises non	
bancaires admises au marché monétaire :	
- comptes à vue	36.007.324,14
- comptes et emprunts à échéance	80.817.277,33
Comptes d'entreprises et divers :	
– comptes à vue	152.858.177,98
- comptes à échéance	4.305.900,00
Comptes de particuliers :	
- comptes à vue	61.054.282,66
- comptes à échéance	69.502.149,97
- comptes d'épargne à régime spécial	461.192.784,89
Bons de caisse	4.380.000,00
Comptes de régularisation, provisions et divers.	108.403.064,39
Créditeurs divers	16.403.100,48
Acceptations à payer	29.732.361,11
Comptes d'opérations sur titres	101.228,12
Réserves	44.000.000,00
Capital	59.233.200,00
Report à nouveau	2.454.365,60
Bénéfice de l'exercice	11.437.721,99
	1.141.882.938,66

### Hors-Bilan

Cautions et avals pour le compte de la clientèle	92.214.618,41
Ouvertures de crédits confirmés	12.983.956,25
Autres engagements	93.193.222,02

La BANQUE NATIONALE DE PARIS "INTERCONTINENTALE" et ses Filiales ont accompli un bon exercice et leurs résultats marquent dans l'ensemble une sensible progression.

Au Liban, où la situation économique a évolué favorablement, le secteur bancaire a fait preuve d'une vive activité et élargi sa participation à des transactions financières en nette augmentation.

La situation consolidée du Groupe, enregistre, avec près de 4.500.000.000 de francs une hausse de 14 % par rapport au 31 décembre 1972.

### Banque Nationale pour le Commerce et l'Industrie (Océan Indien) B.N.C.I. (O.I.)

FILIALE DE LA B.N.P.I.

Siège Social et Direction Générale : 7, Place Vendôme, Paris Présidents d'Honneurs : MM. H. BIZOT, G. de TARDE

Président-Directeur Général : M. A. BERONIE

Vice-Président : M. H. GILET

#### Bilan au 31 décembre 1973

Actif	en francs
Caisse, Instituts d'Emission, Trésor Public, Comptes Courants Postaux	50.888.131,93
- comptes à vue	47.475.652,73 103.669.967,44
ou achetées ferme	104.937.941,32
- crédits à court terme	442.716.185,61 49.295.923,28 1.550.119,44
Crédits à la clientèle - Comptes débiteurs Comptes de régularisation et divers	300.694.919,98 61.270.394,51
Débiteurs divers	2.463.893,86 7.032.012,07
Titres de placement :  - autres titres de placement  Titres de filiales et participations  Immobilisations	11.764.076,94 12.716.066,34 22.000.000,00
IIIIIIODIIISauoris	1.218.475.285,45

Passif	en francs
Instituts d'Emission, Banques et Entreprises	
non bancaires admises au marché monétaire :	
- comptes à vue	88.021.040,56
- comptes et emprunts à échéance Comptes d'Entreprises et divers :	27.879.256,00
- comptes à vue	343.719.458,99
- comptes à échéance	68.822.786,75
Comptes de particuliers:	150 000 151 55
- comptes à vue	176.266.151,57
- comptes à échéance	49.024.368,82
- comptes d'épargne à régime spécial	39.276.455,38
Bons de caisse	140.991.526,00
Comptes de régularisation, provisions et divers .	172.604.516,26
Créditeurs divers	26.651.223,33
Acceptations à payer	7.032.012,07
Comptes d'opérations sur titres	45.029,18
	42.000.000,00
Réserves	25.000.000,00
Capital	
Report à nouveau	4.471.326,18
Bénéfice de l'exercice	6.670.134,36
	1.218.475.285,45

### Hors-Bilan

Valeurs données en pension ou vendues ferme . Cautions et Avals pour le compte de la clientèle . Ouvertures de crédits confirmés	74.155.260,00 226.426.419,00 38.214.537,00 11.695.938,00 66.779.224,00
Autres engagements	00.770.221,00

La BANQUE NATIONALE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE (Océan Indien) a terminé l'exercice dans des conditions généralement satisfaisantes. Dans tous les pays où se manifeste sa présence, elle a consolidé ses positions tout en adaptant, comme à Madagascar, son exploitation à l'évolution de la conjoncture.

### Banco Fiduciario de Panama S.A.

FILIALE DE LA B.N.P.I. Siège Social : 200, Via España, Panama Président : M. Inocencio GALINDO

Vice-Présidents : MM. P. LEDOUX, R. HEURTEMATTE Administrateur-Directeur Général : M. H.M. DUHAMEL

#### Bilan au 31 décembre 1973

Actif	en US\$
Caisse et Banques	10.342.409,77
Dépôts à court terme	4.735.000,00
Titres	1.883.004,22
Prêts	111.747.569,97
Installations	953.934,84
Divers	1.685.601,45
	131.347.520,25
Débiteurs par acceptations	35.604.638,26
	166.952.158,51

Passif	en US \$
Comptes courants	19.383.419,52
Dépôts en garantie	98.069.093,69 2.744.221,29
Intérêts d'escompte précomptés	4.652.077,38 890.855,52
Capital	3.000.000,00 2.607.852,85
Neselves	131.347.520,25
Acceptations à payer	35.604.638,26
	166.952.158,51

### Banque Marocaine pour le Commerce et l'Industrie (B.M.C.I.)

FILIALE DE LA B.N.P.I.
Siège Social : 26, place Mohammed V, Casablanca
Président d'Honneur : M. H. GILET - Président : M. H.A. BARGACH
Vice-Présidents : MM. P. LEDOUX, B. RAISSI
Administrateur-Délégué : M. A. BERONIE
Administrateur-Directeur Général : M. M. BENKIRANE
Administrateur-Directeur Général-Adjoint : M. J. L'HERBETTE

#### Bilan au 31 décembre 1973

Actif	en dirhams
Caisse, Trésor Public, Institut d'Emission	24.087.096,35
Banques et Correspondants	17.579.831,89
Portefeuille, Bons du Trésor	146.330.000,00
Portefeuille effets	132.028.564,08
Comptes courants	170.306.366,53
Avances garanties	19.388.609,54
Débiteurs divers	8.604.253,39
Titres et coupons	12.639.874,33
Comptes d'ordre et divers	15.538.762,42
Effets et créances en souffrance	12.316.877,69
Immeubles et mobilier	9.619.529,18

568.439.765,39

Passif	en dirhams
Banques et Correspondants	41.773.342,95
Avances de l'Institut d'Emission	18.740.000,00
Etablissements financiers	26.934.253,59 158.840.337,67
Comptes de chèques	172.430.455,12
Créditeurs divers	22.278.041,60
Comptes exigibles après encaissement	14.460.865,68
Comptes et Bons à échéance fixe	73.080.100,02
Comptes d'ordre et divers	3.388.285,84
Provisions	9.956.780,63
Réserves	11.497.400,00
Capital	12.000.000,00 2.728.817,44
Bénéfices reportés	331.084,85
	568.439.765,39

### Hors-Bilan

Engagements par cautions et avals	97.432.220,00
Ouvertures de crédits confirmés	51.123.376,00
Effets circulant sous notre endos	45.970.665,00

Au Maroc, où 1973 marque le lancement d'un nouveau plan quinquennal, la BANQUE MAROCAINE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE a largement développé ses activités dans tous les secteurs de l'économie.

### Société Financière pour le Commerce et l'Industrie (S.F.C.I. Ltée)

FILIALE DE LA B.N.P.I.

Siège Social : Tour de la Bourse, 800, place Victoria, Montréal

Président : M. R. CHARBONNEAU

Vice-Présidents : MM. R.L. DUNSMORE, P. LEDOUX

Directeur Général : M. G. LEGRAND

#### Bilan au 31 décembre 1973

Actif	en Can \$
Caisse et Banques Prêts sur le marché monétaire Prêts commerciaux à court terme Prêts à moyen terme Débiteurs divers Titres Engagements des clients en raison d'acceptations Immobilisations	5.764.427 26.179.104 41.663.979 4.995.462 502.306 219.700 419.777 77.748 79.822.503
Engagements des clients en raison d'ouvertures de crédits documentaires et de garanties*	23.857.849

Passif	en Can \$
Dépôts à terme	68.549.825 1.610.606 3.524.777 419.777 3.000.000 2.000.000 717.518
Crédits documentaires et garanties	23.857.849

<sup>\*</sup>Contrairement aux années précédentes et pour satisfaire aux exigences locales, cette nature d'engagement est comptabilisée au Hors-Bilan.

#### La SOCIETE FINANCIERE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE a connu en 1973 un très bon exercice, son bilan ayant franchi au 31 décembre 1973 le cap des \$CAN 100.000.000, soit une progression de 18 % par rapport à 1972. Les résultats ont été en forte progression puisque le bénéfice net après impôt et provisions est en augmentation de 24 % sur l'exercice précédent.

### Union Bancaire pour le Commerce et l'Industrie (U.B.C.I.)

FILIALE DE LA B.N.P.I. Siège Social : 7/9, rue Gamal Abdel Nasser, Tunis Président Directeur Général : M. A. BEN AYED

Administrateur-Directeur Général-Adjoint : M. L. POUDEROUX

### Bilan au 31 décembre 1973

Actif	en dinars tunisiens
Caisse, chèques postaux, Institut d'Emission	1.008.466,368
Banques et Correspondants	4.746.285,337
Portefeuille escompte	13.169.937,080
Comptes courants débiteurs	7.805.570,250
Débiteurs divers	310.620,656
Débiteurs par cautions et acceptations	15.992.048,557
Effets publics et autres titres	13.986.134,570
Participations	337.597,974
Divers	9.739.411,517
d'amortissements	520.755,781
	67.616.828,090

Passif	en dinars tunisiens
Dépôts à vue Bons et Comptes à terme Banques et Correspondants Créditeurs divers Engagements par cautions et acceptations Divers Provisions Réserves Capital	28.468.631,669 9.726.262,670 1.469.084,930 925.818,373 15.992.048,557 5.176.407,875 1.197.758,945 2.622.286,250
Résultats	388.528,821
	67.616.828,090

### Hors-Bilan

Effets circulant sous notre endos	1.009.500,000
-----------------------------------	---------------

En Tunisie, où l'économie du pays, soutenue par une politique d'investissements publics et privés, a poursuivi son expansion, I'UNION BANCAIRE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE a augmenté le volume de ses opérations et renforcé ses moyens d'action.

### Société pour le Développement International du Commerce et de l'Industrie (INTERCOMI)

Siège Social : 5, rue Drouot, Paris Président-Directeur Général : M. P. MENDRAS

### Bilan au 31 décembre 1973

Actif	en francs
Caisse et Banques	140.199,69
Créances sur l'étranger	27.041.761,32
Débiteurs divers	425.843,89
Comptes de régularisation	137.422,14
Titres de participation	79.650,00
Immobilisations	50.361,85
	27.875.238,89

Passif	en francs
Banques	3.156.560,01
Mobilisation de créances	20.505.292,11
Créditeurs divers	1.053.320,24
Provisions pour risques	876.561,76
Comptes de régularisation	189.625,96
Capital	2.000.000,00
Réserves	67.212,17
Résultats	26.214,09
Report à nouveau	452,55
	27.875.238,8

### Hors-Bilan

Engagements par cautions	755.455,76

L'exercice est caractérisé par une augmentation sensible du bilan et du portefeuille (environ 20 %) et par la diversification de la clientèle et des zones géographiques d'activité contribuant ainsi à consolider la répartition des risques.

### Banque Nationale pour l'Expansion du Crédit Bail (NATIOBAIL)

Siège Social : 1, boulevard Haussmann, Paris Bureaux : 24, rue de l'Arcade, Paris Président : M. J. DROMER Administrateur-Directeur Général : M. J. CAPLAIN

### Bilan au 31 décembre 1973

Actif	en francs
Caisse, Instituts d'Emission, Trésor Public, Comptes Courants Postaux	15.333.539,56
au marche monetaire :  - comptes à vue	27.805.636,19 39.541.198,53 21.500,00 416.983.466,10
	499.685.340,38

Passif	en francs
Instituts d'Emission, Banques et Entreprises non bancaires admises au marché monétaire :	
- comptes et emprunts à échéance	398.488.649,19
- comptes à échéance	15.483.333,00
Comptes de régularisation, provisions et divers	29.776.516,49
Réserves	241.900,00
Capital	50.000.000,00
Report à nouveau	451.606,95
Bénéfice de l'exercice	5.243.334,75
	499.685.340,38

### Hors-Bilan

Autres Engagements	225.021.000,00

NATIOBAIL a enregistré, pour l'exercice 1973, un accroissement très sensible de ses activités.

Ses résultats, après d'importants amortissements, lui permettent de distribuer, au titre de cet exercice, un dividende comparable à celui des autres SICOMI.

### French American Banking Corporation (F.A.B.C.)

Siège Social : 120, Broadway, New York Président : M. F. GAVOTY Administrateur-Directeur Général : M. G. BUBENDORFF

### Bilan au 31 décembre 1973

Actif	en US\$
Caisse et Banques	76.685.795,85
Prêts à vue et acceptations de BanquesObligations du Gouvernement Américain	25.301.177,93 19.474.282,22
Valeurs d'Etat et autres valeurs	22.462.251,06
Prêts et escompteDébiteurs par acceptations	306.055.433,39 43.409.597,73
Divers	8.544.126,10
	501.932.664,28

Passif	en US\$
Comptes à vue et à terme	413.659.323,32
Acceptations à payer	44.345.480,99
Créditeurs divers	9.595.109,97
et autres emprunts	6.607.750,00
Capital	3.000.000,00
Réserves	18.000.000,00
Report à nouveau	6.725.000,00
	501.932.664,28

Notre Filiale new yorkaise, la FRENCH AMERICAN BANKING CORPORATION, a su profiter d'une conjoncture favorable et a réalisé des bénéfices en forte progression. Sa position a continué de se renforcer dans le financement des entreprises françaises implantées aux Etats-Unis ; parallèlement, la FRENCH AMERICAN BANKING CORPORATION a continué de participer très activement au financement des exportations américaines, et notamment des opérations réalisées avec les pays de l'Est et la Chine.

### French American Capital Corporation (F.A.C.C.)

Siège Social : 40, Wall Street, New York Président : M. F. GAVOTY Administrateur-Directeur Général : M. G. BUBENDORFF

#### Bilan au 31 décembre 1973

Actif	en US \$
Caisse et Banques	2.558.328,43 7.355.897,97 2.648,99 127.101.86
	10.043.977,25

Passif	en US \$
Capital	1.000.000,00
Réserves	9.000.000,00
Bénéfice	38.193,56
Effets à payer	5.783,69
	10.043.977,25

### French Bank of California (F.B.C.)

Siège Social : 130, Montgomery Street, San Francisco, C.A. 94104 Président : M. S. Marshall KEMPNER Administrateur-Directeur Général : M. M. LE LAY

### Bilan au 31 décembre 1973

Actif	en US\$
Caisse et banques	6.343.957,69
Obligations du Gouvernement Américain	2.414.616,09
Valeurs d'Etats et des Municipalités	100.584,00
Prêts et escompte	22.829.168,99
Immobilisations	890.777,27
Débiteurs par acceptations	700.709,75
Autres actifs	345.315,85
	33.625.129,64

Passif	en US \$
Comptes à vue et à terme. Autres engagements Acceptations à payer Capital Surplus Report à nouveau Pertes	22.649.548,82 5.573.747,14 700.709,75 4.000.000,00 1.523.330,98 - 333.862,26 - 488.344,79 33.625.129,64

### Union pour le crédit à l'Industrie Nationale (U.C.I.N.A.)

Siège Social : 7, rue de la Baume, Paris Président : M. M. MANIFACIER

### Bilan au 31 décembre 1973

Actif	en francs
Caisse, Instituts d'Emission, Trésor Public, Comptes Courants Postaux	4.720.593,37
au marché monétaire : – comptes à vue	114.130,06
- crédits à moyen terme	28.823.813,93
- crédits à long terme	3.833.425,38
Crédits à la clientèle - Comptes débiteurs	1.126.399,27
Comptes de régularisation et divers	1.332.925,05
Débiteurs divers	6.096,00
Titres de placement	191.594,00
Immobilisations	818.972,00
Hilliodinoadore	40.967.949,06

Passif	en francs
Instituts d'Emission, Banques et Entreprises non bancaires admises au marché monétaire	1.019.988,24
- comptes à échéance	164.900,00
Bons de caisse	16.008.970,00
Comptes de régularisation, provisions et divers .	11.445.729,52
Créditeurs divers	2.242,01
Réserves	6.187.776,52
Capital	5.100.000,00 366.065,52
Report à nouveau	672.277,25
Bénéfice de l'exercice	0/2.2//,20
	40.967.949,06

### Hors-Bilan

 En 1973, la FRENCH BANK OF CALIFORNIA a poursuivi l'expansion de son implantation en ouvrant une Agence à Beverley Hills, dans l'agglomération de LOS ANGELES.

De son côté, l'Agency B.N.P. de SAN FRANCISCO a fortement développé ses interventions sur le marché des capitaux à court terme.

### Hors-Bilan

Fondée en 1919, UCINA est le doyen des établissements spécialisés dans le crédit à moyen terme. Filiale commune du CREDIT LYONNAIS et de la B.N.P., elle poursuit aujourd'hui son activité dans le financement des investissements industriels en association avec ses maisons-mères, et s'attache à certains secteurs particuliers, tels que les prêts aux professions libérales et commerciales.

### Union pour le Financement à Long et Moyen Terme (UFILOM)

Siège Social : 65, rue d'Anjou, Paris Président : M. R. DREUX

Administrateur-Directeur Général : M. J. CAPLAIN

### Bilan au 31 décembre 1973

Actif	en francs
Caisse, Instituts d'Emission, Trésor Public, Comptes Courants Postaux	25.325,28
- Comptes à vue	1.150.032,65 51.031.710,64
Comptes de régularisation et divers Débiteurs divers	13.407.399,36 71.950,85 292.638,33
	65.979.057,11

Passif	en francs
Bons de Caisse Comptes de régularisation, Provisions et divers . Créditeurs divers . Réserves . Capital . Report à nouveau . Bénéfice de l'exercice .	40.000.000,00 8.676.803,55 3.001,55 5.310.200,00 10.000.000,00 199.400,16 1.789.651,78

Valeurs données en pension ou vendues ferme Engagements par cautions	2 500 000 00
Ouvertures de crédits confirmés	3.500.000,00 7.455.000,00

UFII cond man сере l'exercice précédent.

### Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Sénégal

11.979.974.130

Siège Social : 2, avenue Roume, Dakar Président : M. D.G. N'DIAYE

Administrateur-Délégué : M. E. MOUTERDE Directeur Général : M. P. ESCOUBEYRON

### Bilan au 30 septembre 1973

Actif	en FCFA
Caisse, Postes, Trésor Public, Banque Centrale.	411.867.691
Banques et Correspondants	235.642.809
Portefeuille effets	3.827.215.977
Crédits à court terme	5.867.158.579
Crédits à moyen terme	583.783.510
Crédits à long terme	97.758.021
Débiteurs divers	25.946.076
Débiteurs par acceptation	45.312.222
Titres - Participations	83.770.000
Comptes d'ordre et divers	599.043.142
Comptes d'ordre et divers	202.476.103

Passif	en FCFA
Postes - Trésor Public Comptes de chèques Comptes courants Banques et Correspondants Comptes exigibles après encaissement Créditeurs divers Acceptations à payer Bons et comptes à échéance fixe Comptes d'ordre et divers Réserves Capital Bénéfice de l'exercice Bénéfices reportés	299.005.958 2.771.256.580 2.907.832.578 442.631.118 1.636.912.348 478.087.458 45.312.222 1.814.498.914 698.534.328 85.700.000 675.000.000 105.793.870 19.408.750
	11.979.974.13

### Hors-Bilan

oroico précident	pendant permis d'obtenir des résultats analogues à ceux de	Lifets escompte
------------------	--	-----------------

65.979.057,11

### Hors-Bilan

Engagements par cautions et avals	2.070.656.669	
Effets escomptés circulant sous notre endos ou		
pensionnés	1.907.575.419	
Duvertures de crédits confirmés	231.811.654	

Au Sénégal, tandis que les productions agricoles étaient sévèrement touchées par la sécheresse, les efforts d'investissements publics et privés se sont poursuivis au cours de l'exercice.

Le fonds de commerce de la BANQUE INTERNATIONALE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE DU SENEGAL a continué à se développer comme en témoigne l'augmentation de 23 % du total de son bilan. Cette évolution s'est traduite par une progression des bénéfices, laquelle a permis le paiement d'un dividende accru.

### Société Financière pour les Pays d'Outre-Mer (S.F.O.M.)

Siège Social : 11, quai des Bergues, Genève Président du Conseil d'Administration : M. E.G. RENK Président du Conseil Consultatif : M. J. DROMER Président du Directoire : M. P. HUIZER

### Bilan au 31 décembre 1973

Actif	en francs suisses
Caisse, Banques à vue Banques à terme Portefeuille titres Filiales débitrices Actifs divers Débiteurs divers Comptes d'ordre	480.000,00 59.617.659,74 1.121.498,04 754.087,00
	82.806.654,05

Passif	en francs suisses
Dépôts de tiers Passifs divers Filiale créditrice Comptes d'ordre Capital Réserve légale Réserve générale Report à nouveau Bénéfice de l'exercice	19.335.890,4 6.288.508,0 565.125,8 165.882,7 50.000.000,0 770.000,0 2.650.000,0 251.548,2 2.779.698,66

### Hors-Bilan

Engagements par cautions	
- gagomento par cautions	

Notre réseau africain compte maintenant sept Filiales et l'une des deux Succursales existant encore à fin 1973, celle du Togo, a, du \_ES la BANQUE LAMBERT et la DRESDNER BANK.

### Banque Commerciale S.A.

Siège Social : 24, boulevard Royal, Luxembourg Président : M. J. LEYDENBACH Vice-Président : M. J. DROMER Directeurs : MM. P. DELCOURT, P. BRUCHER, E.W. FRANK

#### Bilan au 31 décembre 1973

Actif	en F Lux
Disponibilités	338.044.184
aleurs à recevoir à court terme	44.782.722
Avoirs en banque à vue	1.044.143.723
Avoirs en banque à terme	2.137.347.689
tablissements Financiers non bancaires	38.172.807
Ortefeuille-effets	332.825.038
Débiteurs divers	590.552.539
Portefeuille-titres	635.724.449
Divers	159.307.072
Comptes gérés	254.004.633
mmobilisations	232.351.017
rais d'établissement	986.458

5.808.242.331

Passif	en F Lux.
Créanciers privilégiés ou garantis Valeurs à payer à court terme Engagements envers les banques à vue Engagements envers les banques à terme Dépôts et comptes courants Dépôts d'épargne Créditeurs divers Divers Comptes gérés Capital Réserve légale Provisions et amortissements Report à nouveau Bénéfice de l'exercice	273.186 12.428.506 1.108.409.466 2.729.273.496 1.333.092.396 8.183.34 45.505.97 116.667.606 254.004.63 180.000.00 598.896 12.523.46 2.770.92 4.510.44
	0.000.242.00

	depuis, été à son tour transformée en Filiale avec la participation de Gouvernement Togolais et de la SOCIETE FINANCIERE POUR LE
. 105.853.010,50	PAYS D'OUTRE-MER, dans laquelle, à côté de la BANQUE NATIONALE DE PARIS, sont associées la BANK OF AMERICA

### Hors-Bilan

Comptes d'ordre.	 . 185.733.143

A LUXEMBOURG, notre Filiale, la BANQUE COMMERCIALE S.A., qui vient de prendre possession de son souveau Siège Social, a augmenté le volume de ses activités par une participation accrue au marché des euro-monnaies.

### Banque d'Attique

Siège Social : 19, avenue El-Venizelou & Omirou, Athènes Président : Professeur S. G. ANDREADIS Vice-Présidents : MM. C. P. KYRIAKOPOULOS et J. DROMER

Directeur : M. C. J. AGAPITIDIS Co-Directeur : M. S. CHRISTOFIDIS

### Bilan au 31 décembre 1973

Actif	en drachmes
Caisse Dépôts auprès des Banques Escompte Prêts sous garantie, avances sur connaissements, etc. Divers comptes débiteurs Titres Immobilisations Frais de réorganisation Frais d'expansion et d'organisation Loyers payés d'avance	9.168.880,90 185.824.370,70 59.098.438,00 253.412.079,75 5.392.814,05 46.935.036,00 15.771.296,45 185.333,30 1.524.974,90 1.290.000,00 578.603.224,05
Comptes d'ordre	410.477.756,80

989.080.980,85

Passif	en drachmaa
Capital: - versé non versé. Réserves Provision pour éventuelle dépréciation des éléments de l'Actif Dépôts à vue Comptes d'épargne Dépôts à terme	en drachmes  66.362.900,00 16.303.700,00 5.209.624,40 11.173.294,00 162.947.485,30 179.228.996,25 66.261.523,70
de tiers et autres obligations. Comptes de marges pour importations. Divers comptes créditeurs. Comptes de Succursales. Dividendes.	974.142,70 9.694.003,00 56.880.696,95 257.041,70 3.309.816,00
Comptes d'ordre	578.603.224,05 410.477.756,80 989.080.980,85

# A ATHENES, la BANQUE D'ATTIQUE, dans laquelle nous détenons une importante participation depuis Juin 1972, a pu développer ses opérations en dépit d'une conjoncture délicate, en renforçant ses contacts avec les Sociétés françaises établies en Grèce.

### Banco Franco Colombiano

Siège Social : Carrera 7 nº 1423 BOGOTA Administrateur-Directeur Général : M.P. LAMON

### Bilan au 31 décembre 1973

Actif	\$ col
Caisse Banque de la République Autres banques locales Correspondants étrangers Remises en transit de chèques négociés Portefeuille Titres et Bons d'état Crédits à la clientèle Comptes divers Immeubles et mobilier	5.767.069,77 272.088.167,62 1.421.091,78 5.407.418,35 9.382.882,93 116.309.439,83 651.331.437,00 100.699.940,57 12.151.574,09
Comptes d'ordre	1.174.559.021,94 1.232.494.399,46

Passif	\$ col
Dépôts en comptes courants  Autres banques locales  Autres dépôts exigibles  Correspondants étrangers  Banque de la République  Comptes divers et provisions  Capital  Réserves  Résultats du 2 <sup>e</sup> semestre 1973 (1)	473.754.280,59 33.087.386,35 108.338.762,68 252.518.537,97 65.610.390,95 140.417.460,92 87.262.448,00 1.151.546,64
Comptes d'ordre	1.174.559.021,94 1.232.494.399,46

Résultats du 1er semestre 11.515.466,40 Résultats du 2° semestre 12.418.207,84 Résultats année 1973 23.933.674,24

La BANQUE NATIONALE DE PARIS a fait apport, fin 1972, de ses Sièges de Colombie à une Filiale de droit local, le BANCO FRANCO COLOMBIANO; au capital de cette Filiale participe, à côté de notre Etablissement, l'important groupe financier auquel appartient le BANCO DE COLOMBIA. Dans une économie marquée par une forte inflation, qui a entraîné un encadrement sévère des crédits bancaires, le BANCO FRANCO COLOMBIANO a obtenu des résultats intéressents et a consolidé se position, notemment auprès des intéressants et a consolidé sa position, notamment auprès des firmes exportatrices.

### Banque Nationale de Paris (Ireland) Ltd.

Siège social : 111, Grafton Street, Dublin 2 Président : M. E. FINOT Directeur Général : M. J. MONGUILLON

### Situation au 31 décembre 1973 (1)

Actif	
7.0011	en £1
Caisse et Banques Comptes courants Immobilisations Perte	383.910,05 81.044,48 33.389,52 7.659,25
	506.003,30

(1) Le premier exercice social ne se terminera que le 31/12/74

Passif	
1 43311	en £ I
Capital Comptes courants	500.000,00 6.003,30
Entity of the second residence	506.003,30

### Banque Nationale de Paris (Panama) S.A.

Siège Social : Edificio Fiduciario 200 via España, Panama Président : M. F. HECKER Vice-Président : M. H. LE LAY, Directeur : M. A. VAN DE WEGHE

### Bilan au 31 décembre 1973

Actif	en \$ US
Caisse Comptes de Banques à vue Comptes de Banques à l'échéance Comptes de clientèle Débiteur divers Autres actifs Immobilisations	196 6.379.030 213.324.990 18.571.011 5.326.734 54.094 42.235 243.698.290

Passif	en \$ US
Dépôts à vue	2.700.008 233.212.515 2.785.261 4.626.843 75.000 250.000 48.663

La création de notre Filiale irlandaise, la BANQUE NATIONALE DE PARIS (IRELAND) LTD, a abouti à l'ouverture d'un siège à Dublin, qui a commencé, son exploitation au début de l'année 1974.

### Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Gabon

Siège Social : rue Schoelcher, Libreville Président : M. E. MOUVAGHA Directeur Général : M. Paul GILLOUX

### Bilan au 31 décembre 1973

	en FCFA
Caisse Trésor Public Banque d'Emission Banques et Correspondants Portefeuille Effets Comptes Courants Avances et Débiteurs divers Portefeuille-titres Comptes d'ordre et divers	49.563.490 916.128.883 4.669.981.474 3.336.023.188 16.601.402 31.549.000 31.102.650 257.187.398

Passif	en FCFA
Comptes de chèques. Comptes courants Banques et correspondants. Comptes exigibles après encaissement. Créditeurs divers. Bons et Comptes à échéance fixe. Comptes d'ordre et divers. Capital. Bénéfice de l'exercice.	1.986.041.004 3.846.607.419 1.687.006.110 146.327.464 132.286.291 786.295.493 154.532.580 500.000.000 69.041.124

### Hors-Bilan

Engagements par ouvertures de crédits	561.118.410
Engagements par cautions et avals	2.522.946.922
Lifets circulant sous notre endos	803.251.030
Autres engagements	10.223.241

La BANQUE INTERNATIONALE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE DU GABON, créée le 30 Mars 1973, a repris les activités de la Succursale de la BANQUE NATIONALE DE PARIS. Les ressources naturelles du Gabon (pétrole, manganèse, uranium, bois et réserve en minerai de fer) lui permettront de poursuivre son programme de développement que la création d'un réseau ferré doit contribuer à favoriser.

Les résultats du premier exercice de la BANQUE INTERNATIONALE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE DU GABON, limité à neuf mois, ont été très satisfaisants.

### Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Dahomey

Siège Social : Avenue Gouverneur-Général-Clozel, Cotonou. Président : M. E. MOUTERDE Directeur Général : M. R. CARON

### Situation au 31 décembre 1973 (1)

Actif	en FCFA
Caisse Postes Trésor Public Banque Centrale Banques et Correspondants Portefeuille Effets Crédits à court terme Crédits à moyen terme Débiteurs divers Titres - Participations Comptes d'ordre et divers Immeubles et mobilier	147.811.252 199.309.732 1.671.413.965 3.543.471.730 78.555.555 95.388.393 300.000 62.659.709 310.340.774
Immediales et mobilior	6.109.251.110
(1) Le premier exercice social sera clos le 30/9/74	

Passif	en FCFA
Postes - Trésor Public	66.792.309 962.058.970 661.068.751 655.665.858 1.046.351.726 195.778.343 1.875.360.611 146.174.542 500.000.000

### Hors-Bilan

Engagements par cautions et avals 1.	.163.046.862
--------------------------------------	--------------

Le 29 Novembre 1973 a été créée la BANQUE INTERNATIONALE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE DU DAHOMEY, au capital de FCFA 500 millions, pour reprendre l'exploitation de la Succursale de COTONOU de la BANQUE NATIONALE DE PARIS. Dans une économie stable le dernier exercice de la BANQUE NATIONALE DE PARIS au Dahomey a été marqué par un développement sensible des activités de sa Succursale.

### Société Financière Auxiliaire (S.F.A.)

Siège Social : 7, rue Ste-Cécile, Paris Président : M. J. H. GUILLAUMET

### Bilan au 31 décembre 1973

Actif	en Francs
Caisse et Banques Portefeuille-titres Comptes d'ordre Perte de l'exercice	4.606.850,75 15.301.550,00 53.704,31 150.277,45
	20.112.382,51

	entrancs
Comptes d'ordre	1.800,0
Réserves	7.059,8
Report à nouveau	103.522,6
Capital	20.000.000,0
	20.112.382.5

**Passif** 

### (1) Le premier exercice social sera clos le 30/9/74

### Compagnie d'Investissements de Paris (C.I.P.)

Siège Social : 1, boulevard Haussmann, Paris Président : M. M. MANIFACIER

### Bilan au 31 juillet 1973

Actif	en francs
Portefeuille-titres	48.420.714,64 38.032,21 210.960,32 1.776.637,59
T Citto do Foxoreste	50.446.344,76

Passif	en francs
Banques	18.985.245,71 25.995,50 21.435.103,55 10.000.000,00
Capital 1111	50.446.344,76

### Hors-Bilan

Montant à libérer sur titres et participations ...... 1.080.000,00

La SOCIETE FINANCIERE AUXILIAIRE, qui a le statut d'établissement financier, prolonge l'action de la B.N.P. pour la gestion des participations du groupe.

La C.I.P., qui a le statut d'établissement financier, s'attache à augmenter et à diversifier progressivement un portefeuille de valeurs mobilières cotées à large marché.

### Natio Equipement

Siège Social : 7, avenue George V, Paris Président : M. J. MASSON

### Bilan au 31 décembre 1973

Actif	en francs
Caisse et Banques	51.720.894,22
Clients et Débiteurs divers	10.900.810,42
– destinées à la location	194.971.011,21
– à l'usage de l'établissement	1.287.181,45
Portefeuille-titres	1.078,00
Actionnaires	22.500.000,00
Comptes d'ordre	5.458.294,44
Perte de l'exercice	83.903,01
	286.923.172,75

Passif	en francs
Banques	21.831.714,56
Clients	2.246.434,80
Créditeurs divers	1.957.265,31
Fournisseurs	891.677,61
Crédits bancaires à moyen terme	209.996.080,47
Capital	50.000.000,00

286.923.172,75

NATIO EQUIPEMENT a arrêté au 31/12/1973 son premier bilan. Les opérations traitées par cette filiale, lui ont permis d'enregistrer une pénétration d'environ 4 % du marché du crédit-bail mobilier en France.

### Natioinformatique

Siège Social : 4, rue Nieuport, 78140 Vélizy Président : M. C. REINHART

### Bilan au 31 décembre 1973

Actif	en francs
Frais d'établissement	310.846,45 219.874,99 27.728.747,38 4.940.570,86 355.602,75 33.555.642,43

Passif	en francs
Capital	25.000.000,00 7.350.000,00 1.205.642,43
	33.555.642,43

NATIOINFORMATIQUE a arrêté au 31 décembre 1973 son premier bilan. Les ressources propres représentent plus de 32 millions de francs et les Titres de Participation s'élèvent à 25 millions de francs, reflétant ainsi la part que N.I. a prise dans le marché du Service-Bureau en France.

### Banque Nationale de Paris Finance (Hong Kong) Ltd

Siège Social : Central Building, Queen's Road Central, Hong-Kong Gérant : M. P. BOULMER

### Bilan au 31 décembre 1973

Actif	en \$ HK
Dépôts à vue auprès des Banques Dépôts à terme auprès des Banques	27.845,93 44.960.425,96
	44.988.271,89

Passif	en \$ HK
Emprunts Banques Dépôts Clientèle Provisions Bénéfices reportés Capital	26.548.589,30 17.876.380,13 421.987,93 41.314,53 100.000,00
	44.988.271,89

### Intercontinental Trading and Investment Company Ltd (I.T.I.C.)

Siège Social : 12, Castlereagh Street, Sydney 2000 Président : M. J. GERBIER

### Bilan au 30 juin 1973

Actif	en \$ Austr.
Immobilisations Prêts clients Effets commerciaux Comptes de régularisation Banques (Comptes à vue)	309.626,00 3.735.154,91 200.000,00 41.000,00 267.450.58
	4.553.231,49

Passif	en \$ Austr.
Capital libéré (capital souscrit 20.000,00)	10.000,00 50.000,00 46.547,49 500.000,00 36.000,00 3.910.684.00 4.553.231,49

### Europea de Financiacion Inversion y Promocion S.A. (Eurofip)

Siège Social : Calle Cedaceros n° 10, Madrid 14 Président : M. Juan SANCHEZ CORTES Vice-Président : M. Gaston DEFOSSE Directeur-Général Adjoint : M. DEL RIVERO

#### Bilan au 31 décembre 1973

Actif	en PTAS
Immobilisations Titres Frais de constitution Frais de 1 <sup>er</sup> établissement Débiteurs Comptes financiers Comptes d'ordre	14.021.048,00 25.250.000,00 5.650.623,00 481.854,00 209.332.701,46 198.357,65 132.380.632,82
	387.315.216,93

Passif	en PTAS
Capital Dettes à court terme Comptes de régularisation Résultats Comptes d'ordre	200.000.000,00 11.410.055,68 33.873.027,93 9.651.500,50 132.380.632,82
	387.315.216,93

En Juillet dernier, nous avons créé à MADRID, à côté de notre Filiale CONSEJO ESPANA, Société de services, la SOCIEDAD EUROPEA DE FINANCIACION INVERSION Y PROMOCION S.A. "EUROFIP" dans laquelle notre partenaire principal est l'importante Banque espagnole, le BANCO CENTRAL.

Cette Société financière, orientée en premier lieu vers les opérations relatives à l'implantation en Espagne de Sociétés françaises et étrangères, connaît un rapide succès et obtient, d'ores et déjà, des résultats satisfaisants.

### Banque de la Société Financière Européenne Paris

Siège Social : 20, rue de la Paix, Paris Président du Conseil de Surveillance : Lord SEEBOHM

Président du Directoire : R.P. HARTMANN

Directeur Général : J. PARENT

### Bilan au 31 décembre 1973

Actif	en francs
Caisse, Instituts d'Emission, Trésor Public, Comptes Courants Postaux	18.982,10
au marché monétaire :  – comptes à vue	71.284.172,61 757.893.619,14
Bons du Trésor et Valeurs reçues en pension	24.000.000,00
Crédits à la clientèle-Portefeuille :  – crédits à moyen terme  – crédits à long terme	928.430.424,94 856.801.816,99
Crédits à la clientèle-comptes débiteurs	1.958.000,00 89.862.127,81 144.157,50
Débiteurs divers	1.736.242,09
Intres de filiales et participations	2.952.866,50 37.500.000,00
Actionnance	2.773.082.309,68

### Hors-Bilan

Par rapport à l'année précédente, le Groupe de la S.F.E. a, en 1973, doublé son activité et son bénéfice s'est très notablement accru.

Les faits saillants de l'exercice ont été les importantes prises de participations effectuées dans la Compagnie Arabe et Internationale d'Investissement (25 % du capital de 30 M \$) et dans l'International Energy Bank (20 % du capital de 20 M de £). De plus, la constitution au sein de la B.S.F.E. d'une division "Energie" renforce l'accent qui sera mis désormais sur les grands financements nécessaires aux divers producteurs ou transporteurs de l'énergie sous toutes ses formes.

Le capital de la Banque de la S.F.E. a été porté au cours de l'exercice de 50 M de F à 100 M de F.

2.773.082.309,68

### Société Financière Européenne (S.F.E.) Luxembourg

Siège Social : 84, Grand'Rue, Luxembourg Président : Lord SEEBOHM Directeur Général : R.P. HARTMANN

#### Bilan au 31 décembre 1973

Actif	en francs suisses
Banques et Correspondants	4.671.111,95
Dépôts à moyen terme chez les filiales	391.036.121,06
Autres débiteurs	67.834,27
Actionnaires - capital non appelé	82.160.000,00
Comptes d'opérations sur titres	2.197.194,47
Comptes d'ordre et divers	8.606.811,91
Prime de remboursement des obligations	15.050,68
ImmobilisationsPortefeuille - Titres de participations :	1.260.157,30
– partie libérée	119.029.518,01
– partie non libérée	

682.449.516,42

Passif	en francs suisses
Banques et Correspondants. Emprunt obligataire \$ 20.000.000 7 % 1969-1974 Emprunt obligataire \$ 15.000.000 9 % 1971-1978 Emprunt obligataire \$ 20.000.000 7,5 % 1972-1982 Emprunts à plus de 2 ans. Emprunts à moins de 2 ans. Créditeurs divers. Comptes d'ordre et divers. Autres exigibilités Capital social Prime d'émission.	en francs suisses 23.379.699,35 64.950.000,00 48.712.500,00 64.950.000,00 135.546.664,81 44.409.256,82 73.405.716,77 5.112.159,03 10.513.842,33 160.000.000,00 7.515.000,00
Réserve légale	2.115.338,13 10.700.000,00 1.875.683,11 2.000.000,00 5.300.000,00 21.963.656,07
	682.449.516,42

### Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Cameroun

Siège Social : Avenue du Président el Hadj Hamadou Ahidjo, Yaoundé Direction Générale : Rue Kitchener, Douala Président : M. T.A.H. BOUKAR Administrateur-Délégué : M. E. MOUTERDE Directeur Général : M. G. BEROT

### Bilan au 30 juin 1973

Actif	en FCFA
Caisse, Trésor Public, Banque d'Emission Banques et Correspondants Portefeuille effets Comptes courants Avances garanties Avances et débiteurs divers Débiteurs par acceptations Titres Comptes d'ordre et divers Immeubles et mobilier	311.611.753 427.146.153 6.126.484.874 5.011.417.410 1.316.707.226 75.045.514 465.690.478 20.462.500 81.791.792 331.899.193
	14.168.256.897

Passif	en FCFA
Comptes de chèques Comptes courants Banques et correspondants Comptes exigibles après encaissement Créditeurs divers Acceptations à payer Bons et comptes à échéance fixe Comptes d'ordre et divers Capital Réserves Report à nouveau Résultats de l'exercice	5.082.161.607 3.616.405.093 1.008.384.056 843.038.374 842.446.292 465.690.478 1.116.961.541 124.988.301 750.000.000 138.930.000 25.214.643 154.036.512

### Hors-Bilan

Engagements par cautions et avals  Effets escomptés circulant sur notre endos	5.116.993.298 2.756.800.000 264.082.275
Engagements par ouvertures de crédits	204.002.270

Au Cameroun, les résultats, également satisfaisants, permettront, après avoir maintenu un dividende élevé, de procéder au début de 1974 à une nouvelle augmentation de capital par incorporation de réserves. Il est également prévu, dans le courant de 1974, une élévation de la participation de l'Etat dans le capital de la banque.

### Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Congo

Siège Social : Avenue Amilcar Cabral, Brazzaville Président-Directeur Général : M. E. MOUTERDE Vice-Président : M. M. CASTANOU

Directeur : M. A. COPPEX

#### Bilan au 31 décembre 1973

Actif	en FCFA
Caisse, Trésor Public, Banque d'Emission. Banques et Correspondants Portefeuille effets Comptes courants Avances garanties Avances et débiteurs divers Débiteurs par acceptations Portefeuille titres Comptes d'ordre et divers Immeubles et mobilier Report à nouveau	80.157.202 492.586.517 1.808.272.313 636.342.874 120.243.299 63.217.640 7.200.000 1.420.000 56.006.715 70.342.019 1.739.048

Passif	en FCFA
Comptes de chèques	934.618.978
Comptes courants	1.489.760.181
Banques et correspondants	431.056.366
Comptes exigibles après encaissement	43.688.557
Créditeurs divers	89.284.612
Acceptations à payer	7.200.000
Bons et comptes à échéance fixe	142.347.832
Comptes d'ordre et divers	19.734.381
Réserves	19.160.000
Capital	150.000.000
Bénéfice de l'exercice	10.676.720
	3.337.527.627

### Hors-Bilan

Engagements par cautions et avals	1.312.369.519
Effets circulant sous notre endos	834.261.600

Les résultats de l'exercice sont en amélioration dans une conjoncture favorisée par le développement de l'exploitation pétrolière. Pour répondre aux vœux des pouvoirs publics en vue d'une simplification du système bancaire, un projet de concentration entre la B.I.C.I. DU CONGO et la S.G.B. AU CONGO, avec participation majoritaire de l'Etat, est en cours d'élaboration.

### Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie de la Côte d'Ivoire

Siège Social : Avenue Franchet d'Esperey, Abidjan

Président : M. L. KONAN Vice-Président : M. J. DROMER Directeur Général : M. J. RICHMOND

### Bilan au 30 septembre 1973

Actif	en FCFA
Caisse, Postes, Trésor Public, Banque Centrale Banques et Correspondants Portefeuille effets Crédits à court terme Crédits à moyen terme Crédits à long terme Débiteurs divers Débiteurs par acceptation Titres - Participations Comptes d'ordre et divers Immeubles et mobilier	671.637.059 529.963.083 6.178.196.621 13.075.435.613 3.180.893.558 11.748.095 186.861.756 137.600.307 89.818.435 384.773.697 893.462.272
	25.340.390.496

Passif	en FCFA
Postes - Trésor Public Comptes de chèques Comptes courants Banques et Correspondants Comptes exigibles après encaissement Créditeurs divers Acceptations à payer Bons et comptes à échéance fixe Comptes d'ordre et divers Réserves Capital Bénéfice de l'exercice Bénéfices reportés	149.411.446 4.733.576.714 6.461.527.724 1.924.157.415 2.704.769.122 367.049.135 137.600.307 5.829.832.759 1.036.989.327 553.643.546 1.200.000.000 213.781.245 28.051.756

### Hors-Bilan

Engagements par cautions et avals	4.485.256.199
Effets escomptés circulant sous notre endos ou pensionnés	5.953.386.215 1.396.634.727

Dans une conjoncture économique moins éprouvée par les intempéries, la B.I.C.I. DE LA COTE D'IVOIRE a accentué son expansion et élargi sa place dans le système bancaire.

A côté de notre Banque Associée, nous avons créé, en coopération avec le Gouvernement Ivoirien et nos Partenaires Internationaux habituels, la COMPAGNIE FINANCIERE POUR LA COTE D'IVOIRE "COFINCI" qui, en tant que banque d'affaires, s'attachera à apporter à ce pays les modalités complémentaires d'intervention que nécessite l'état avancé de son développement.

### Banque Internationale pour le Commerce, l'Industrie et l'Agriculture de la Haute-Volta

Siège Social : Rue du Marché, Ouagadougou Président : M. T.M. GARANGO, Ministre des Finances de Haute-Volta Directeur Général : M. L. AGULHON

### Situation au 31 décembre 1973 (1)

Actif	en FCFA
Caisse, Postes, Trésor Public, Banque Centrale	108.455.968
Banques et correspondants	484.648.028 389.669.927
Crédits à court terme	1.121.681.297
Crédits à moyen terme	77.293.405
Crédits à long terme	3.790.914
Débiteurs divers	25.270.403
Débiteurs par acceptation	21.277.728
Titres - Participations	2.000.000
Comptes d'ordre et divers	39.431.631 56.870.922
Immeubles et mobilier	
	2.330.390.223

Passif	en FCFA
Postes - Trésor Public	95.159.823
Comptes de chèques	885.833.141
Comptes courants	517.586.792
Banques et correspondants	842.135
Comptes exigibles après encaissement	271.955.018
Créditeurs divers	28.989.170
Acceptations à payer	21.277.728
Bons et comptes à échéance fixe	329.167.915
Comptes d'ordre et divers	27.287.242
Provisions	2.291.259
Capital	150.000.000
	2.330.390.223

#### Hors-Bilan

913.769.000 Au cours de l'année 1973, notre succursale de OUAGADOUGOU a été transformée en filiale et poursuit favorablement son activité.

### Banque Etébarate Iran

Siège Social : Avenue Sevom Esfand, Téhéran Président-Directeur Général : M. A. CHAFIK

#### Bilan au 20 mars 1973

Actif	en rials
Caisse et Banques	1.599.161.267
Correspondants étrangersBons du Trésor et titres d'emprunts	239.602.713 418.060.000
Effets escomptés	1.240.732.825
Avances et autres créances	4.590.919.870
Autres avoirs	8.483.173 22.050.000
Participations	231.515.417
	8.350.525.26

Passif	en rials
Comptes courants et autres dépôts à vue	2.049.577.764 401.002.532 652.067.826 4.454.673.459 122.517.451 79.544.821 400.000.000 191.000.000 141.412 8.350.525.265

### Hors-Bilan

7.499.839.196 

En Iran, pays à l'avenir particulièrement prometteur en raison de ses richesses pétrolières, notre banque associée, la BANQUE ETEBARATE IRAN, a poursuivi l'expansion de son réseau d'agences tant à Téhéran qu'en province.

Son développement qui a nécessité une augmentation récente de son capital, s'est traduit pour le dernier exercice par une progression très sensible de ses résultats.

<sup>(1)</sup> Le premier exercice sera clos le 30/9/1974.

### Banco del Atlantico S.A.

Siège Social : Venustiano Carranza nº 48, Mexico Président : Lic. Carlos ABEDROP DAVILA Vice-Président : M. E. COURTIAL Directeur Général : M. J. de MARCE

#### Bilan au 31 décembre 1973

Actif	en pesos mexicains
Caisse et Banques	421.009.985,11 613.935.473,05 133.322.970,79 700.426.812,47 74.942.534,89 32.419.065,88

1.986.009.441,39

Passif		en pesos mexicains
Dépôts à vue	1.314.724.351,23	
Dépôts d'épargne	63.085.808,43	
Banques et Correspondants		
à vue	48.016.715,00	
Autres obligations à vue	33.951.708,85	1.459.778.583,51
Dépôts à terme	6.802.142,30	
Banques à terme	362.948.861,38	
Autres obligations à terme	5.592.843,48	
Comptes d'ordre et divers		33.680.877,40
Capital		80.000.000,00
Réserves		28.768.923,93
Résultats		8.437.209,39
		1.986.009.441,39

### Hors-Bilan

Effets réescomptés	454 045 050 00
Valeurs et avoirs en dépôts ou en fidéicommis Comptes d'ordre	451.817.878,89 3.423.094.977,92 322.581.830,84

Au Mexique, le Groupe du BANCO DEL ATLANTICO a renforcé sa position et amélioré ses résultats dans une conjoncture générale assez difficile.

### Financiera del Atlantico S.A.

Siège Social : Venustiano Carranza nº 51 Mexico Président : Lic. Carlos ABEDROP DAVILA Directeur Général : M. A. VENEGAS

### Bilan au 31 décembre 1973

Actif	•	en pesos mexicains
Caisse et Banques	203.203.401,82 17.285.539,59	
Autres disponibilités	70.000,00	220.558.941,41
Titres		1.189.961.033,8° 259.169.399,0
Prêts et avances		1.449.758.554,46
Immeubles et mobilier		14.404.153,69
Comptes d'ordre et divers		6.192.946,07

Passif	en pesos mexicains
Dépôts à vue	34.722.677,65
Bons et certificats financiers . 936.980.700,00 Autres disponibilités 1.274.145.066,81	2.906.069.866,81
Comptes d'ordre et divers	67.344.029,28 110.000.000,00 33.403.617,05 19.571.461,18
	3.171.111.651,97

### Hors-Bilan

Effets réescomptés	28.528.077,92 2.361.745.003,96 1.620.922.718,87
Comptes del die i i i i i i i i i i i i i i i i i i	

### Banque Malgache d'Escompte et de Crédit (BAMES)

Siège Social : Place de l'Indépendance, Tananarive Président : M. R. RANDRIAMANDRANTO Directeur Général : M. H. JEAN MARIE Directeur Général Adjoint : M. H. RAZAFINJATO

#### Bilan au 31 décembre 1973

Actif	en francs malgaches
Caisse, Trésor Public, Banque d'Emission. Banques et Correspondants Portefeuille Effets Comptes courants Avances garanties Avances et débiteurs divers Débiteurs par acceptations Comptes d'ordre et divers Immeubles et mobilier	2.147.451.228 4.482.376.607 3.055.329.722 2.830.294.606 410.087.711 82.982.000 734.620.475

15.314.371.818

Passif	en francs malgaches
Comptes de chèques Comptes courants Banques et Correspondants Comptes exigibles après encaissement Créditeurs divers Acceptations à payer Bons et comptes à échéance fixe Comptes d'ordre et divers Réserve légale Réserves spéciales Capital Bénéfice de l'exercice Report à nouveau	4.145.258.955 1.542.771.659 448.631.739 1.241.900.053 82.982.000 3.524.271.770 403.772.039 75.000.000 408.200.000 750.000.000 136.366.350

### Hors-Bilan

Engagements par cautions et avals	3.118.435.611
Effets escomptés circulant sous notre endos	2.816.292.204
Ouvertures de crédits confirmés	1.252.103.382

La BANQUE MALGACHE D'ESCOMPTE ET DE CREDIT, Banque associée et dans laquelle l'Etat malgache est devenu majoritaire, a maintenu au milieu de l'évolution générale de l'année 1973 un bon rythme d'affaires. Son bilan dépasse au 31 décembre 1973 15.000.000.000 de FMG.

### Australian European Finance Corporation Ltd

Siège Social : Pitt Street, ind. Martin Place, Sydney Président : M. B.B. CALLAGHAN - C.B.E.

Vice-Président : M. P. LEDOUX
Directeur Général : M. J.L. THOMPSON
Directeur Général Adjoint : M. A.C.A. BAUDOUX

### Bilan au 30 juin 1973

Actif	en \$ Aust.
Caisse et Banque	219.418 3.773.060 971.863 236.482 49.644.027 1.050.000 3.905
	55.898.755

Passif	en \$ Aust.
Emprunts à court terme Autres exigibilités Charges à payer Effets à payer Acceptations à payer Provision Capital Report à nouveau	28.494.027 631.707 8.469 19.600.000 1.050.000 432.880 5.000.000 681.672 55.898.755

### Hors-Bilan

Engagements de crédit	52.678.335

En Australie, malgré une conjoncture économique moins favorable, notre banque associée, l'AUSTRALIAN EUROPEAN FINANCE CORPORATION, a continué au cours de l'exercice écoulé d'apporter son assistance aux sociétés internationales qui participent à la mise en valeur de ce vaste pays.

#### **United Overseas Bank**

Siège Social : 11, quai de Bergues, Genève Président : M. E. RENK Administrateur-Directeur Général : M. J. GIRARD

#### Bilan au 31 décembre 1973

Actif	en francs suisses
Caisse, Banque d'Emission, chèques postaux	80.087.734,95
Avoirs en banque à vue	104.517.199,56
Avoirs en banque à terme	60.007.642,84
Portefeuille effets	25.945.391,14
Comptes courants débiteurs :	
- en blanc	17.238.412,10
- gagés	269.973.411,24
Avances et prêts à terme :	
- en blanc	11.432.192,19
- gagés	46.783.348,67
Titres et participations	5.676.381,10
Autres postes de l'actif	10.481.453,49
	632.143.167,28

Passif	en francs suisses
Engagements en banque à vue	112.374.312,42
Engagements en banque à terme	92.553.423,37
Comptes courants créanciers à vue	137.764.943,54
Créanciers à terme	51.689.962,13
Carnets de dépôts	12.166.682,79
Autres postes du passif	158.714.622,45
Capital	30.000.000,00
Réserve légale	3.000.000,00
Réserve générale	20.000.000,00
Bénéfice reporté	1.757.365,33
Bénéfice de l'exercice	12.121.855,2
	632.143.167,28

### Hors-Bilan

Engagements par cautions	214.485.285,18
Engagements par accréditifs irrévocables	663.352.536,34
Opérations fiduciaires	574.205.202,18
Opérations compensées	5.152.150,00

Notre Banque Associée, dont l'exploitation est axée sur le financement du commerce international, a enregistré une nouvelle et forte augmentation de ses résultats.

Elle a, par ailleurs, procédé en cours d'exercice à une augmentation de son capital par incorporation de réserves.

### Compagnie Internationale pour le Financement de l'Energie Nucléaire (CIFEN) International Nuclear Credit Corporation (INCC)

Siège Social : 22, boulevard Royal, Luxembourg Président : M. J. REYRE Vice-Président : M. G. LLEWELLYN

### Bilan au 31 décembre 1973

Actif	en \$ US
Avoirs en banques à vue Avoirs en banques à terme Débiteurs divers gagés Divers Frais d'établissement Titres de participations Société affiliée non bancaire	234.690 4.925.212 24.242 116.573 85.134 110.957 102.025

Passif	en \$ US
Créanciers divers	21.575 69.360 5.500.000 7.898
	5.598.833

### Banque Arabe et Internationale d'Investissement (B.A.I.I.)

Siège Social : 12, place Vendôme, Paris Président Directeur Général : M. Y. TRUFFERT Vice-Présidents : MM. H. HAEUSGEN, ABDELAZIZ LASRAM, PH. TAKLA

#### Bilan au 31 décembre 1973

Actif	en francs
Caisse, Instituts d'Emission, Trésor Public,	
Comptes Courants Postaux	15.403,10
Comptes à vue	42.643.439,80
	306.091.501,28
Comptes et prêts à échéance	300.091.301,20
achetées ferme	24.882.950.00
Crédits à la clientèle - Portefeuille :	
Crédits à court terme	63.814.200,00
Crédits à moyen terme	24.450.000,00
Crédits à long terme	29.240.848,58
Comptes de régularisation et divers	7.162.161,31
Débiteurs divers	969.011,25
Comptes d'opérations sur titres	1.064.169,78
Titres de placement:	
Autres titres de placement	250.000,00
Titres de filiales et participations	2.875,00
Immobilisations	1.585.985,15
Perte de l'exercice	387.862,05
. 516 45 15.6155	502.560.407,30

Passif	en francs
Instituts d'Emission, banques et entreprises non bancaires admises au marché monétaire :	
Comptes à vue	23.571.293,67
Comptes et emprunts à échéance	389.374.967,59
Comptes à échéance	33.581.098,28
Comptes de régularisation, Provisions et divers	5.876.741,65
Créditeurs divers	156.306,11
Capital	50.000.000,00

502.560.407,30

#### Hors-Bilan

O-viera et evala navela compte de la clientèle	25.302.000.00
Cautions et avals pour le compte de la clientèle	25.502.000,00
	10 1 12 000 00
Ouvertures de crédits confirmés	42.143.000,00

La BANQUE ARABE ET INTERNATIONALE D'INVESTISSEMENT a été constituée le 26 mars 1973. Son exploitation effective n'a commencé qu'à la fin du 2<sup>e</sup> trimestre 1973, après l'accomplissement des formalités légales d'enregistrement.

### Compagnie Arabe et Internationale d'Investissement (C.A.I.I.)

Siège Social : 84, Grand'Rue, Luxembourg Président : ABDLATIF AL. HAMAD Vice-Présidents : MM. R. PETER HARTMANN, P. LEDOUX, R. ABDULLA MISALLATI Administrateur Délégué : M. Y. TRUFFERT

#### Bilan au 31 décembre 1973

Actif	en \$ US
Banques	1.605.707,70
Comptes de Régularisation	75.114,05
Prêts aux filiales	2.922.962,96
Participations	10.348.767,47
Frais de premier établissement	246.440.79
Perte pour la période	1.766,13
	15.200.759,10

Passif	en \$ US
Prêts des banques	5.086.705,29 114.053,81 10.000.000,00
	15.200.759,10



BNP Rapports de l'exercice 1973

# Banque Nationale de Paris

Exercice 1973

### Sommaire

Conseil d'Administration, Collège représentant les Actionnaire et Direction Générale	S
Rapport du Conseil d'Administration L'activité de la Banque Nationale de Paris	
Les moyens mis en œuvre	1
Bilans et Résultats	1
Tableaux financiers	2
Bilan 1973	2
Comptes de résultats	2
Résultats financiers	3
Renseignements concernant les filiales et les participations	3
Rapport général des Commissaires aux comptes	3
Rapport spécial des Commissaires aux comptes	3
Participations acquises au cours de l'exercice 1973	3
Résolutions	4
Répartition des bénéfices	4
Notice sur la situation consolidée du groupe B.N.P.	4
Situation consolidée du groupe B.N.P.	4

## Conseil d'Administration

Président Pierre LEDOUX

Présidents d'Honneur Henry BIZOT Henri GILET

Administrateurs
Gérard de CAFFARELLI
Pierre CALVET
François DALLE
Jacques DANON
Jacques de LAROSIERE de CHAMPFEU
Jean LE DIRAISON
Edmond MALINVAUD
Jean-Pierre MOUSSY
Georges POMPEY
Yves ROLAND-BILLECART
François ROLLIER

# Collège représentant les Actionnaires

Philippe SURUN, Président le Directeur du Trésor René FREDET Jacques HIRSCH-GIRIN Jean LAPEYRE Jacques de LAROSIERE de CHAMPFEU Jean-Pierre LEMAIRE

### Direction Générale

Directeur Général Gaston DEFOSSE

Directeurs Généraux Adjoints
Jacques CALVET
Jean DROMER
Gérard LLEWELLYN
Marc MANIFACIER

Rapport du Conseil d'Administration

1973 a constitué pour l'économie française une année de contraste entre une activité exceptionnelle – qui a permis le maintien de l'emploi – et une hausse des prix accélérée.

L'activité a été intense en 1973 et spécialement aux premier et quatrième trimestres et son seul frein a été, dans de nombreux secteurs, le manque de capacités de production disponibles. L'augmentation du pouvoir d'achat provoquée notamment par une hausse appréciable des taux de salaire horaire, par une amélioration des profits et par un relèvement substantiel du revenu réel des agriculteurs, a permis en 1973 un développement soutenu de la consommation. qui a atteint 5.7 % en volume par rapport à 1972, malgré un taux d'épargne record de 17,7 %. Les investissements productifs privés ont augmenté en volume de 8,2 % ; ce développement rapide a répondu à la nécessité d'accroître des capacités de productions insuffisantes et d'assurer la reconstitution des stocks. Enfin, la demande extérieure est restée active, permettant aux exportateurs de réaliser globalement un progrès en volume de plus de 12 % et de maintenir l'excédent de la balance commerciale, malgré une hausse importante des prix des matières premières. Au total, le taux de croissance de la production nationale, dépassant l'objectif de 5,8 %, a atteint 6,1 %, résultat le plus remarquable enregistré depuis une dizaine d'années.

En ce qui concerne l'évolution des prix, la situation a évolué défavorablement. Malgré la réduction de certains taux de la T.V.A. en début d'année la hausse moyenne du coût de la vie appréciée au niveau de la consommation a été supérieure à 7 % et s'est accélérée au cours de l'année. Cette évolution est due notamment à la forte hausse des prix des matières premières importées, à certaines pénuries accidentelles mais mondiales de produits alimentaires, à la disparition de la concurrence internationale due à un fort niveau d'activité dans le monde, au désordre du système monétaire et à la réévaluation de fait ou de droit de plusieurs monnaies européennes.

En 1973, la politique monétaire a été restrictive, bien que les pouvoirs publics aient cherché à éviter d'aggraver par un freinage excessif de la demande les effets de la décélération conjoncturelle prévue en fin d'année dans les pays voisins. Le taux de croissance de la masse monétaire a été ramené de 18,6 % au-dessous de 15 %, et la liquidité de l'économie, exceptionnellement forte à la fin de 1972, est revenue ainsi à un niveau plus normal. Le Trésor Public a contribué à cette réduction par un équilibre budgétaire maintenu pour la quatrième année consécutive. Enfin, la limitation du crédit a pris les deux formes de restrictions quantitatives et de hausses des taux.

La croissance de l'encours des crédits a été limitée à compter de la fin de l'année 1972 et, surtout, à partir de Mars 1973. Cette politique a été progressivement renforcée et le taux d'augmentation annuel autorisé pour la plupart des concours a été ramené par étapes de 19 % à la fin du mois de Mars à 13 % à la fin du mois de Décembre. Ces règles générales ont été complétées par des dispositions particulières limitant strictement les prêts personnels ainsi que les crédits immobiliers.

Au total, le développement des crédits de caractère bancaire est revenu de 23,5 % en 1972 à moins de 18 % en 1973. Le ralentissement a été surtout marqué pour les crédits à court terme, sur lesquels une action restrictive exerce un effet plus rapide: leur taux d'augmentation moyen n'a été que de 5,6 %, contre 16 % l'année précédente, et les prêts personnels ont même accusé une baisse de 8,7 %. En revanche, les crédits à moven et long terme enregistraient encore un progrès de 25 %, contre 28 % en 1972. La modération de ce freinage s'explique, au premier chef, par la nécessité d'améliorer les capacités de production et d'assurer la croissance future de l'économie; en outre, de nombreuses autorisations accordées en 1972 n'ont été utilisées qu'en 1973.

Les restrictions de crédit ont été ressenties peu à peu, et de façon inégale. Très marquées pour les particuliers, dont les autorités monétaires souhaitaient restreindre les dépenses, elles ont été moins sensibles pour les entreprises, dont les liquidités étaient fort abondantes à la fin de 1972 et qui ont encore bénéficié jusqu'à la fin de l'année d'une certaine augmentation d'encours.

Mais, pour la banque, elles ont joué à la fois sur les comptes d'exploitation et sur le développement des ressources : les crédits nouveaux ont généralement imposé, du fait des réserves obligatoires et même en l'absence de pénalités pour dépassement des normes, des charges de trésorerie supérieures aux conditions débitrices pratiquées, pourtant élevées ; d'autre part, la moindre création de monnaie a entravé la progression des dépôts.

L'ensemble des ressources collectées par les banques auprès de leur clientèle n'à augmenté que de 17 % en 1973, contre 22 % l'année précédente. Comme d'ordinaire en période d'encadrement, le ralentissement a été plus sensible sur les dépôts à vue que sur les ressources stables, et sur les comptes commerciaux que sur les comptes de particuliers. Aux deux extrêmes, les divers comptes d'épargne souscrits par les particuliers ont encore augmenté de près de 21 %, au lieu de 29 % l'année précédente, et les bons de caisse de 38 %, contre 23 % et, à l'opposé les dépôts à vue des entreprises ont progressé de moins de 4 %, contre 15 % en 1972.

Favorisée par la hausse sur le marché de l'euro-dollar, l'augmentation considérable des **taux** a été un autre trait dominant de l'année financière. Bien des causes se sont conjuguées pour amener le loyer de l'argent à des niveaux qui auraient paru inconcevables il y a quelques années.

Voulu par les pouvoirs publics tant pour freiner la demande de crédit qu'à certaines périodes pour des raisons monétaires internationales, le mouvement a revêtu une ampleur telle que l'argent au jour le jour sur le marché monétaire est passé en un an de 7 % à 12 %. La hausse a été du même ordre sur le taux de base des intérêts débiteurs.

Le marché international des capitaux a fait preuve, dans le courant de l'année 1973, d'incertitudes qui sont allées croissantes.

Dans la première période de l'année, il a été marqué par l'affaiblissement progressif du dollar et par la fermeté relative de certaines grandes monnaies européennes et du Yen.

Dans la deuxième période de l'année, le rétablissement dans la confiance du dollar a été confirmé tout particulièrement à partir du mois d'Octobre après la hausse des prix du pétrole. Les taux du marché à court terme ont atteint progressivement des niveaux très élevés provoquant une désaffection, pour les émissions en euro-obligations, de la part des investisseurs habituels.

Sous la double pression des problèmes politiques et des problèmes monétaires mondiaux, les capitaux qui se plaçaient généralement à moyen et long terme ont eu tendance à se montrer plus réservés et à se placer à court terme dans l'attente de prise de position à venir. Finalement, les emprunteurs qui recouraient d'habitude au marché des euro-émissions, se sont tournés vers les emprunts bancaires, tout particulièrement sous la forme de crédits bancaires internationaux à taux variables.

L'activité de la Banque Nationale de Paris

### Activité métropolitaine

Les impératifs contradictoires de la politique économique ont rendu les conditions de notre activité d'autant plus difficiles qu'ils se retrouvent et sont même amplifiés dans la dualité de notre rôle.

Distributrice de crédit et créatrice de monnaie, la Banque a des responsabilités fondamentales dans la mise en œuvre de la politique monétaire définie par les pouvoirs publics, et il lui appartient de participer à la lutte contre l'inflation en limitant à bon escient les crédits consentis en application des règles qui ont été édictées.

Mais en même temps, commerçants, soucieux de la situation et de l'évolution des entreprises, nous devons accompagner leur expansion nationale et internationale et ne pas faire obstacle au dynamisme de la partie de notre clientèle dont les besoins en fonds de roulement et en nouveaux investissements s'accroissent pour des raisons parfaitement valables. Là aussi, nos responsabilités sont essentielles et il peut être grave de compromettre par des décisions trop brutales et sans nuance le développement industriel du pays avec les conséquences sociales et économiques qu'entraînerait un retard des financements nécessaires. La politique financière des entreprises, qui doit être fixée pour des périodes suffisamment longues, exclut les à-coups, et les arrêts dans l'expansion sont difficiles à rattraper.

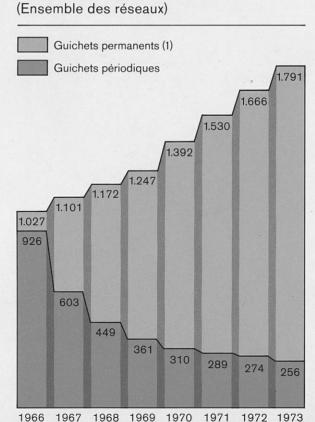
La B.N.P. s'est efforcée, en 1973, de maintenir sa position de banque commerciale et de développer tous les secteurs pour lesquels elle disposait d'une certaine liberté d'action.

Nous avons cependant freiné les créations de guichets; en France métropolitaine, 125 sièges seulement ont été ouverts, chiffre inférieur à ceux des deux années précédentes. Cette modération résulte d'une politique délibérée: la B.N.P. considère en effet que si la création de nouveaux points de vente est indispensable pour combler certaines lacunes et accompagner les développements

urbains, de trop nombreuses ouvertures ne peuvent qu'aboutir à une dispersion excessive des moyens, et compromettre la qualité des services et de l'accueil, comme le confort et la sécurité des locaux. C'est donc une croissance limitée que nous prévoyons pour les prochaines années.

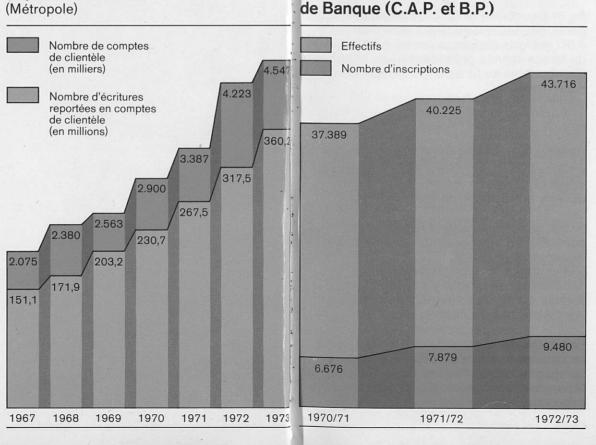
En revanche, nous avons porté notre effort sur la modernisation des sièges existants, et sur la formation d'un personnel compétent. Appuyée par une importante et exceptionnelle campagne de publicité, cette action a permis un progrès sensible du nombre de comptes et du montant des ressources collectées.

# Evolution du nombre de guichets de la B.N.P. depuis sa création



(1) inclus les bureaux de change et de saison.

# Activité de la B.N.P. depuis sa création (Métropole)



Evolution de 1970 à 1973

du nombre d'inscriptions aux cours

### Crédits

Soumise aux impératifs de l'encadrement du crédit, de la constitution de réserves auprès de la BANQUE DE FRANCE et du loyer élevé de l'argent, la B.N.P. a dû procéder à une nouvelle répartition de ses concours. Un arrêt presque total des crédits aux particuliers, imposé par la réglementation, nous a permis, tout en restant dans nos limites autorisées, d'apporter aux entreprises les moyens nécessaires à la réalisation des investissements et à la poursuite des efforts à l'exportation.

De même, nous nous sommes efforcés de maintenir nos concours en faveur des petites et moyennes entreprises; nous sommes conscients, en effet, de l'importance économique et sociale et celles-ci et nous nous attachons à aménager notre action de façon à apporter à leur développement une aide d'autant plus indispensable qu'elles ne peuvent recourir au marché financier.

Le secteur de l'immobilier, où nous avons acquis une place importante au cours des dernières années, a été particulièrement atteint par les restrictions tant en ce qui concerne les promoteurs que les acquéreurs. Le marché est certes resté actif, mais peu de nouvelles opérations ont été lancées. Notre Direction de l'Exploitation Centrale, qui coordonne les activités de la Banque dans ce secteur, s'est efforcée d'agir avec le maximum de discernement, mais la réduction d'activité a été sensible.

### Nouvelles activités

D'importants investissements, comme ceux auxquels procèdent les Postes et Télécommunications ou l'industrie sidérurgique à FOS, ont déjà montré que l'importance des moyens financiers à mettre en œuvre ne permettait pas de recourir aux formules traditionnelles et requérait des constructions nouvelles tant au plan financier qu'au plan juridique et fiscal.

La B.N.P. a pris une place importante dans la mise au point de nouveaux mécanismes de financement. Citons entre autres le secteur des grands navires pétroliers ou méthaniers. Le coût unitaire de tels navires atteint des montants de l'ordre de 500 millions de francs. Les financements traditionnels mis à la disposition des armateurs se révèlent inadéquats. Il a donc fallu imaginer des formules originales.

Un autre problème qui a également retenu toute notre attention est celui du financement des investissements énergétiques. Avant même la crise du pétrole de la fin de l'année, nous nous étions préoccupés de faire face aux importants besoins de crédit qui allaient se manifester. C'est ainsi qu'a été créée au début de 1973, à l'initiative de la B.N.P., la "COMPAGNIE POUR LE FINANCEMENT de L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE - C.I.F.E.N." (1). Cette banque internationale a pour objet le financement des différentes phases de la production de l'énergie nucléaire. Le brusque accroissement de la demande et les programmes lancés dès la fin de 1973 justifient cette initiative qui vient renforcer la position de la banque dans ce secteur.

Dès le début de 1974, nous avons complété le moyen d'intervention que constitue la C.I.F.E.N. par la création, en association avec MM. LAZARD frères et le CRÉDIT LYONNAIS, d'un groupement d'emprunt pour l'énergie nucléaire, le "GIFATOME".

Notre action s'est également exercée avec succès dans plusieurs domaines nouveaux :

 "NATIOINFORMATIQUE" a pris un nouvel essor par l'extension de ses possibilités d'intervention à tout le territoire métropolitain.
 Il nous sera possible dorénavant d'offrir à

(1) Les associés fondateurs de la C.I.F.E.N. sont : B.N.P., BARCLAYS BANK, BANQUE de BRUXELLES, ALGEMENE BANK, DRESDNER BANK, BANQUE de l'UNION EUROPEENNE, BANCA NAZIONALE del LAVORO, BANCA COMMERCIALE ITALIANA, BANK of AMERICA, UNION de BANQUES SUISSES, SUMITOMO BANK.

nos clients les services d'une société d'informatique travaillant à façon et capable de les faire bénéficier des progrès de l'informatique en leur évitant des investissements souvent disproportionnés à leur taille.

- "NATIO-EQUIPEMENT", société de créditbail mobilier, créée en 1972, a vu son activité freinée par les restrictions de crédit. Nous avons acquis néanmoins la certitude que nous apportions par ce moyen un réel appui à nos agences et succursales en répondant au besoin croissant de la clientèle de petites et moyennes entreprises pour ce type de services.
- "La BANEXI", banque d'affaires du groupe. a poursuivi son action de façon très efficace. Plusieurs interventions, tant au profit de grands groupes industriels que d'affaires à caractère familial, soulignent que nous disposons là d'un instrument parfaitement complémentaire de l'activité bancaire classique.

### Le marché financier

Les émissions offertes au public en 1973 ont été, comme les années précédentes, dominées par les emprunts obligataires. Le montant de ceux-ci a été particulièrement élevé. Il a atteint plus de 36 milliards, en augmentation de 28 % par rapport à l'année précédente.

La Banque Nationale de Paris a tenu une place importante, souvent prépondérante, dans le placement de ces obligations, notamment en ce qui concerne l'emprunt d'Etat où elle s'est classée la première en assurant le placement de près de 18 % du total de l'émission.

Ces résultats sont d'autant plus remarquables que le marché des valeurs à revenu fixe a été profondément perturbé, surtout vers la fin de l'année 1973, par la hausse des taux due à une dégradation de la monnaie qui n'a épargné aucun des grands pays occidentaux.

En France, le taux de rendement moyen des emprunts français est passé en un an de 8,28 % à 9,65 % pour les obligations du secteur public et semi-public, et de 8,39 % à 9,83 % en ce qui concerne les emprunts privés.

Si on rapproche de cette évolution la progression enregistrée sur le marché monétaire où le taux de l'argent au jour le jour s'est élevé à 11,52 % en décembre 1973 contre 7,31 % en décembre 1972, on concoit que les souscripteurs, notamment les investisseurs institutionnels se soient montrés de plus en plus réservés en ce qui concerne leurs placements à long terme et la fin de l'année 1973 a été marquée par des difficultés que le marché n'avait pas connues depuis plusieurs années.

Le marché des valeurs à revenu variable, qui avait montré d'assez bonnes dispositions au cours des quatre premiers mois de l'année, fut ensuite très décevant. L'indice des valeurs à revenu variable, qui avait progressé de 100 à 115,7 à la même époque, revenait ensuite à 94,3 au début de décembre pour atteindre 98,8 en fin d'année. Toutes les places étrangères, en dehors de Milan et Bruxelles, connaissaient des baisses d'ailleurs plus accentuées que celle de Paris, atteignant 32 % pour Londres.

#### Les Sicav

La situation générale du marché des actions et des obligations n'a pas été sans rendre particulièrement difficile la gestion de nos Sicav qui, dans l'ensemble, ont néanmoins poursuivi leur développement.

L'actif net d'EPARGNE-VALEUR a atteint 2.203 millions de francs, chiffre qui lui permet de conserver la première place parmi les Sicav diversifiées. Le dividende a été augmenté pour la neuvième fois consécutive (F 9,52 contre F 8, 25)\*

Parmi nos trois Sicav spécialisées. EPARGNE-OBLIGATIONS a modérément progressé. L'actif net est passé de 1.833 millions à 1.990 millions de francs. Le dividende a été porté de 9.85 à 10.35\*.

EPARGNE-CROISSANCE, que sa spécialisation rend particulièrement vulnérable aux fluctuations boursières, a vu son actif net régresser très légèrement, de 333 à 329 millions. Le dividende a été de F 23.88 contre F 22.90\*.

La dernière en date de nos Sicav, ÉPARGNE-INTER, dont les investissements sont consacrés aux valeurs étrangères, rencontre toujours l'accueil favorable du public. Son capital a augmenté de 67 %. L'actif net s'est élevé de 190 millions à 293 millions. Le dividende a été de F 14.35 contre F 11.02\*.

Au 31 Décembre 1973, l'ensemble des actifs gérés par ces quatre Sicav atteignait 4.811 millions de francs contre 4.548 millions avec des associés bancaires espagnols, de francs l'année précédente. Les bénéfices distribuables au titre de 1973 dépasseront F 278 millions.

#### "Le Plan Avenir"

Le "Plan Avenir" B.N.P., plan d'investissement en Sicav, a été proposé à notre clientèle au cours du dernier trimestre 1973. Deux options principales ont été offertes :

- Une option "Placement Automatique" permettant de se constituer un capital par versements réguliers.

- Une option "Placements et Retraits échelonnés" permettant, à partir d'une somme initialement investie, de compléter les ressources de retraite.

Le très grand nombre de souscriptions recueillies au cours de cette première campagne montre l'intérêt de la formule pour l'épargnant et nous incite à poursuivre dans cette voie.

\* Avoir fiscal compris.

### Activité internationale

Dans le domaine international l'activité de la B.N.P. s'est fortement développée.

Nous avons complété les installations existantes de notre réseau international déjà très étendu dans 62 pays par l'ouverture d'une Succursale à TOKYO, d'une Agence à ANVERS, et d'un bureau de représentation à ROME, rattaché à celui de MILAN; la FRENCH BANK OF CALIFORNIA a ouvert de son côté une Agence à LOS ANGELES. Notre Succursale de BRUXELLES a été installée dans de nouveaux locaux.

Nous avons par ailleurs transformé nos Succursales du Gabon, de Haute-Volta et du Dahomey en filiales pour nous conformer à la réglementation en vigueur et pour nous y assurer la meilleure forme d'activité.

De même, nous avons pris une participation dans une société financière au NICARAGUA (FRANCOFIN) et avons créé à MADRID, une société de financement à moven et long terme EUROFIP.

Nous avons largement participé aux crédits bancaires internationaux et notamment aux crédits en euro-dollars.

Nous nous sommes aussi attachés à réduire a portée des fluctuations des parités monétaires en contribuant à la création d'une unité composite dénommée "EURCO". C'est ainsi que nous sommes intervenus dans l'élaboration et le placement de l'émission internationale réalisée en Septembre 1973 par la BANQUE EUROPEENNE D'INVESTISSEMENTS, pour un montant de 30 millions d'EURCO, soit la contrevaleur de F 165 millions.

Nous nous sommes intéressés, en outre, avec différentes grandes banques européennes, à l'utilisation de cette monnaie composite comme unité de référence pour les opérations commerciales, et nous espérons que les transactions internationales des sociétés qui désireront y avoir recours s'en trouveront facilitées.

L'évolution de nos rapports avec les pays européens nous avait conduits, dès 1972, en accord avec plusieurs banques internationales et notamment les partenaires de la SOCIETE FINANCIERE EUROPEENNE et un certain nombre d'établissements bancaires arabes, à concevoir la création de la COMPAGNIE ARABE ET INTERNATIONALE D'INVESTISSEMENT -"C.A.I.I." -. Celle-ci a pris la forme, au début de 1973, d'un holding financier dont le Siège est à LUXEMBOURG.

Elle a été complétée par la constitution à PARIS de la BANQUE ARABE ET INTERNATIONALE D'INVESTISSEMENT -"B.A.I.I."-

Cette banque d'affaires sera un trait d'union entre les pays arabes et le reste du monde. et est destinée, dans un esprit d'association d'intérêts, à faciliter le développement industriel de ces pays et à orienter aussi leurs capitaux disponibles vers les investissements susceptibles de leur convenir.

Enfin, en vue d'offrir à la clientèle française et internationale des possibilités de crédit plus commodes, nous avons contribué à la mise en œuvre d'une formule européenne de crédit "TELECREDIT" destinée à faciliter l'octroi plus rapide de concours à l'intérieur des pays de la Communauté Européenne.

Nous avons fréquemment participé à des réunions de travail et à des groupes techniques de banques européennes dans le but de promouvoir la formation européenne des personnels bancaires ainsi que les recherches en matière d'organisation.

Pour que l'action internationale envisagée se développe dans les conditions les plus sûres et les plus vigoureuses, nous avons procédé à un réaménagement de nos services internationaux par la mise en œuvre renforcée d'un échelon centralisateur et de synthèse, la DIVISION INTERNATIONALE, auquel sont rattachées la DIRECTION DE LA TRESORERIE ET DES AFFAIRES INTERNATIONALES et la DIRECTION DES

**RELATIONS AGENCES ET FILIALES** EXTERIEURES. Nous avons, au sein de cette dernière, procédé à un regroupement de services de relations avec l'étranger, permettant une cohésion meilleure dans les recherches de contact et les réalisations diverses.

# Les moyens mis en œuvre

Pour adapter ses moyens à son développement et à ses objectifs, la B.N.P. a engagé des programmes importants dans trois domaines principaux : réformes de structures, équipements informatiques, installations immobilières.

### Réformes de structures

Nous avons étudié une réforme destinée à accroître - sous l'impulsion de la DIRECTION CENTRALE des RÉSEAUX MÉTROPOLITAINS. organe coordinateur mis en place en 1972 -. la capacité d'action des Directions de réseaux de province : il sera créé cinq ou six Directions nouvelles qui rameneront chaque réseau à un cadre géographique plus limité et plus homogène, de telle sorte que soient constitués, au terme de l'évolution, huit ou neuf territoires d'exploitation au lieu des trois actuels. Ces Directions de réseaux seront installées dans une grande ville de province.

Ainsi, sans créer de nouvel échelon intermédiaire, mettra-t-on en place une organisation décentralisée qui maintienne l'application cohérente des politiques générales tout en laissant place aux adaptations locales.

Dans cette organisation, les groupes d'exploitations demeureront les organes directement responsables de l'exploitation commerciale et privée. Animés et appuyés de façon plus efficace par des Directions plus rapprochées, les Directeurs de Groupe disposeront de facultés accrues d'initiative et d'action.

# Développement informatique

Nous avons poursuivi le programme concernant notre gestion administrative et nos équipements informatiques. Le volume des écritures dans les différents comptes a enregistré en 1973 une augmentation de l'ordre de 13,5 %. Les matériels informatiques puissants installés en 1972 et 1973 dans les Centres de Traitement de l'Information de PARIS, BORDEAUX et LYON ont permis de faire face à cette croissance en améliorant la qualité des services.

De nouvelles commandes ont été passées pour compléter nos équipements de matériels de haute performance dans les trois Centres de Traitement de l'Information et au Centre de Conservation de DINAN.

Parallèlement, de nouveaux matériels ont été mis en service dans les Centres Administratifs, reliés aux Centres de Traitement de l'Information par des lignes de télécommunications. Par ailleurs, la mise en place du réseau de distributeurs automatiques de billets se poursuit.

Ces améliorations assurent le fonctionnement courant de la Banque et les progrès immédiatement nécessaires. Dans les perspectives plus lointaines où nous devons nous placer, nous avons poursuivi l'élaboration d'un plan de développement informatique avec l'ambition de nous doter d'une machine souple et précise. L'élaboration de ce plan, qui doit concilier de facon cohérente les actions à court terme et les orientations à long terme, est une tâche complexe: il faut en définir clairement les objectifs, sous le double aspect de la production des services de tous ordres à rendre à la clientèle et de la fourniture des informations nécessaires à la gestion; il faut mesurer la qualité et le coût des moyens; il faut enfin, et c'est là certainement une préoccupation fondamentale, apprécier la valeur humaine des solutions envisagées.

Conditions d'une amélioration nécessaire de la productivité, une bonne organisation informatique doit être en effet conçue de façon à améliorer également les conditions de travail. Ce double but peut être atteint par l'automatisation poussée des travaux de masse. Mais des précautions sont à prendre pour valoriser les interventions humaines et éviter qu'une trop grande spécialisation des organes contrarie le regroupement des tâches, facteur d'enrichissement de l'intérêt du travail. C'est là un domaine dans lequel une concertation attentive avec les instances représentatives du personnel est particulièrement nécessaire.

### Installations immobilières

Les réformes d'organisation et d'équipement entraînent d'importants programmes immobiliers. Ceux-ci se sont régulièrement développés depuis quelques années: l'importance des paiements à effectuer sur les engagements des exercices antérieurs et celle des travaux nouveaux ont entraîné en 1973 une forte progression des dépenses et nécessité de lourds amortissements.

Si notre programme d'ouverture de Sièges est concu d'une manière plus échelonnée. notre effort pour rénover les Sièges d'exploitation qui n'offrent pas de bonnes conditions de travail et d'accueil au personnel et à la clientèle ne se ralentit pas. En 1973, nous avons remis à neuf d'importantes installations, succursales et agences, soit par un transfert dans des constructions nouvelles, soit par un réaménagement complet des locaux anciens D'autres projets ont été engagés. En outre, un programme méthodique d'amélioration des installations de sécurité dans les sièges a été établi.

Un effort de même ampleur est soutenu en faveur des bâtiments qui abritent nos Services Centraux et nos Organes Administratifs. Aux constructions mises en service depuis la fusion, à MARSEILLE, SARAN, LYON, BORDEAUX, LILLE, s'est ajouté en 1973 le nouveau Centre de MONTREUIL. Le transfert dans de nouvelles installations des Centres d'ANGERS et de NANCY, et la construction d'un nouveau bâtiment à DINAN ont été engagés. L'édification de notre nouvel immeuble, boulevard des Italiens, a été entreprise.

Ces programmes nouveaux répondent à l'accroissement de nos effectifs administratifs. Mais ils ont essentiellement pour objet de permettre une meilleure organisation des services, et surtout d'améliorer les conditions de travail, en diminuant la densité d'occupation des immeubles actuels et en procurant des installations plus fonctionnelles et plus plaisantes.

### Aménagements de l'infrastructure immobilière en 1973

# Locaux rénovés ou agrandis • Agence de NANTERRE

- Agence TERNES
- Agence CLICHY-VILLE
- Agence de CANNES ETATS-UNIS
- Agence de LONS-LE-SAUNIER

#### Locaux entièrement nouveaux à la suite de transferts ou de constructions

- Succursale de CREIL
- Agence d'ORSAY
- Succursale de MARSEILLE
- Agence de SARREGUEMINES
- Succursale de BRUXELLES
- Succursale de la B.I.C.I. Côte d'Ivoire à ABIDJAN
- Agence de la FRENCH BANK OF CALIFORNIA à LOS ANGELES
- Centre Administratif de MONTREUIL S.O.P. Rue Saint-Fiacre

### Chantiers ouverts en 1973

- Agence AUTEUIL
- Agence BASTILLE
- Succursale de CAEN
- Future Succursale de MANTES-LA-JOLIE
- Future Succursale de VELIZY • Agence de MONTELIMAR
- Succursale du MANS
- Centre Administratif d'ANGERS
- Centre de Traitement Information à DINAN
- Extension du Centre de SARAN (Archives)
- Extension du Centre de Traitement Information à PARIS

### Chantier exceptionnel

 Extension du siège social (reconstruction de la "maison Dorée", boulevard des Italiens à Paris)

Les travaux en cours ne suffisent du reste pas à résoudre tous les problèmes d'installation qui se posent à la B.N.P. Au cours de l'année 1973, un programme complémentaire a été tracé: il prévoit un certain nombre d'extensions immobilières à PARIS, en banlieue parisienne et en province dont les principales opérations sont encore soumises à l'autorisation des autorités compétentes ou font l'objet d'études, et dont l'exécution s'étendra sans doute sur les cing ou six prochaines années. Un calendrier devra être établi et adapté chaque année, en tenant compte à la fois des possibilités financières et des évolutions techniques et sociales. Un tel remodelage immobilier, outre les charges qu'il entraîne, pose en effet de nombreux problèmes; par les transferts d'installations auxquels il aboutit, il exige de longues mesures préparatoires, qui doivent être conduites en liaison étroite avec les actions de recrutement et de formation du personnel.

# Le personnel

Les programmes d'organisation et d'investissement sont liés à l'évolution des problèmes de personnel. En 1973, nos effectifs moyens en métropole ont augmenté d'un peu plus de 3000 agents. soit 8 %.

A cette augmentation importante a correspondu un nouveau développement de notre effort de formation: l'ensemble des actions d'enseignement a représenté plus de 2.000.000 d'heures: 25 % de nos effectifs sont régulièrement scolarisés dans des cours d'enseignement professionnel; les dépenses sont de l'ordre de F 60.000.000. Les moyens matériels et pédagogiques mis à la disposition des organes de formation ont été perfectionnés. notamment par un emploi de plus en plus poussé de procédés audio-visuels. A PARIS. les salles du Centre de Formation ont été installées de facon fonctionnelle dans de nouveaux locaux.

Au regard des employés, une fois fourni l'enseignement de base qui introduira le nouveau venu dans la profession et dans l'entreprise, l'objectif est double : promouvoir une polyvalence qui permettra de faire face aux évolutions inévitables et d'améliorer l'intérêt du travail par la diversification: préparer le recrutement des gradés et des cadres, dont la principale source reste la promotion interne. Cette préparation à un développement de carrière s'adresse à l'ensemble du personnel, hommes et femmes, diplômés et non diplômés.

La formation continue que nous proposons aux gradés et aux cadres est destinée à développer leurs connaissances techniques. mais aussi à les aider à mieux exercer leurs responsabilités humaines. Les programmes déjà appliqués sont complétés chaque année par de nouveaux stages, englobant l'informatique et le marketing. En outre, l'un des rôles premiers des agents d'encadrement étant d'assurer des fonctions de formateurs auprès de leurs collaborateurs. nous nous attachons à améliorer leur outillage pédagogique tant par des séminaires spécialisés que par la création et la diffusion de supports adaptés aux diverses actions à conduire.

A cette politique de formation a répondu l'effort accepté par l'ensemble du personnel pour faire face aux exigences nées de l'évolution de la profession et du développement de l'entreprise. Employés, gradés et cadres, doivent être remerciés pour les qualités dont ils ont fait preuve, en sachant concilier, dans une période difficile, les impératifs de notre activité commerciale et des disciplines bancaires, et en coopérant à l'application des réformes de structures qui conditionnent nos progrès.

Comme les années précédentes, les rapports avec les organes représentatifs du personnel ont retenu toute notre attention. La DIRECTION GENERALE s'attache à fournir au Comité Central d'Entreprise tant par une importante documentation écrite qu'au cours des réunions de discussion, l'ensemble des informations nécessaires au bon exercice de sa mission. Des progrès dans ces méthodes d'échanges et de concertation sont toujours recherchés; ils résulteront de l'esprit de coopération que l'on s'efforce d'apporter, de part et d'autre, à l'étude des problèmes liés de l'entreprise et de son personnel.

Les œuvres sociales ont été encore développées. De nouveaux investissements ont été réalisés, notamment en matière d'installations de vacances; des restaurants d'établissement ont été créés ou rénovés. Comme en 1972, la progression du budget de fonctionnement a été supérieure à celle de la masse salariale. Les gestionnaires désignés par le Comité Central d'Entreprise administrent l'ensemble de ces institutions avec compétence et dévouement.

# Modifications du statut de la Banque-Actionnariat

Au cours de l'exercice 1973, d'importantes modifications ont été apportées au statut de la BANQUE NATIONALE DE PARIS. En vertu de la loi du 4 Janvier et du décret du 4 Juillet 1973 relatifs à la mise en œuvre de l'actionnariat du personnel, l'Etat a attribué gratuitement des actions aux agents de la Banque selon un barème établi en fonction de l'ancienneté dans l'entreprise, et à un moindre degré, du niveau hiérarchique. Dans un premier temps, 273.487 actions ont été distribuées au profit de 28.967 agents. Il doit être procédé annuellement à d'autres attributions, à mesure que de nouveaux agents rempliront les conditions requises En Septembre, 43.351 actions ont été acquises à titre onéreux, soit par le personnel lui-même, soit par des investisseurs habilités. Au total, 6,33 % du capital de la Banque sont actuellement entre les mains d'actionnaires autres que l'Etat; sur ce total, 5,81 % sont détenus par des membres de son personnel.

Les nouvelles attributions, gratuites ou onéreuses, qui pourront avoir lieu dans l'avenir ne remettront pas en cause le caractère de banque nationale de la B.N.P., la loi stipulant que l'État conserve au moins 75 % du capital. Mais les actions qu'il a aliénées, lorsqu'elles deviennent négociables, immédiatement ou à terme, prennent le caractère de titre de droit commun. Elles sont destinées à être cotées, et pourront être acquises en Bourse, aux cours du marché, par un large public, comprenant notamment toutes les personnes physiques de nationalité française.

La composition du Conseil d'Administration a été modifiée, la représentation des trois anciennes catégories d'administrateurs ayant été réduite en nombre pour faire place à trois représentants de l'Etat, et à un représentant élu des actionnaires autres que l'Etat. Ceux-ci sont également représentés, aux côtés de six membres nommés, au sein du Collège, qui a été substitué à la Commission de Contrôle des Banques pour exercer les pouvoirs de l'Assemblée Générale.

Sur les propositions du Conseil, le Collège a approuvé les nouveaux statuts de la Banque au cours de sa réunion du 16 Janvier 1974.

En vertu du décret du 4 Juillet 1973, les fonctions des membres du précédent Conseil d'Administration ont pris fin le 1<sup>er</sup> Octobre 1973. Le Collège représentant les actionnaires voudra sans doute exprimer ses remerciements aux anciens administrateurs – dont certains exerçaient leurs fonctions depuis la constitution de la B.N.P. – pour la part qu'ils ont prise au développement de la Banque.

Bilans et Résultats

# I - Bilan

Avant de procéder à l'analyse du bilan de la Banque, il convient de le situer dans le cadre de la situation consolidée du Groupe.

### Situation consolidée du Groupe B.N.P.

Cette situation a été établie dans les mêmes conditions et selon les mêmes modalités que celles de l'exercice précédent. Sont venues s'adjoindre aux filiales déjà prises en considération dix nouvelles filiales

- BANCO FRANCO-COLUMBIANO à BOGOTA.
- BANQUE NATIONALE DE PARIS IRELAND à DUBLIN.
- BANQUE NATIONALE DE PARIS à PANAMA.
- BANQUE NATIONALE DE PARIS FINANCE à HONG-KONG.
- INTERCONTINENTAL TRADING AND INVESTMENT COMPANY (ITIC) à SYDNEY
- NATIO-ÉQUIPEMENT à PARIS. - NATIOINFORMATIQUE (NI) à PARIS.

qui ont fait l'objet d'une intégration globale.

- BANQUE INTERNATIONALE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE DU GABON à LIBREVILLE.
- BANQUE INTERNATIONALE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE DU DAHOMEY à COTONOU,
- EUROPEA DE FINANCIACION INVERSION Y PROMOTION S.A. (EUROFIP) à MADRID.

qui ont fait l'objet d'une mise en équivalence. Il en est de même de l'UNITED BANK FOR AFRICA (U.B.A.) à LAGOS qui, fin 1972, faisait l'objet d'une intégration globale.

En revanche, la FRENCH AMERICAN NOMINEE CORPORATION (FANC) à NEW YORK, dont le bilan avait été consolidé en 1972, a été dissoute le 1er Janvier 1973.

La situation consolidée du Groupe B.N.P. s'établit à F144.793.263.162 contre F 110.414.580.699 à la fin de 1972, faisant apparaître une augmentation de 31 %.

### Bilan de la B.N.P.

Le bilan de la BANQUE NATIONALE DE PARIS, qui progresse au total de 33,4 %, pour s'élever à fin 1973 à F 135.666.608.654,57, enregistre les effets des contraintes qui ont pesé en 1973 sur divers aspects de l'activité

Les principaux postes ont évolué comme suit :

### Passif du bilan

### a) Dépôts de la clientèle :

L'ensemble des dépôts de la clientèle progresse de 12,4 % et s'établit à F 65.883.292.625,11.

Alors que les comptes d'entreprises et divers, à vue et à échéance, accusent une légère diminution (- 2,5 %), les comptes de particuliers, à vue et à échéance, augmentent de 13.7 % et les Bons de Caisse de 50.9 %.

Au sein des comptes de clientèle, il convient de souligner la part toujours plus importante prise par les dépôts qui font l'objet d'une rémunération. Au 31 Décembre 1973, les dépôts rémunérés (comptes à terme, comptes sur livrets, comptes d'épargne à régime spécial et bons de caisse) ont enregistré une progression de 20,5 % pour s'établir à F 35.991.872.925,29, tandis que la progression des comptes non rémunérés est beaucoup moins rapide (+ 4 %).

### b) Dépôts des banques :

Les dépôts des banques et des entreprises non bancaires admises au marché monétaire ont augmenté de 84.6 % pour atteindre, au 31 Décembre 1973. F 46.851.351.467,32.

La progression importante des comptes à vue qui passent de F 5.238.027.510.96 à F 14.249.358.653,84, est essentiellement due à la nouvelle procédure de mobilisation à la BANQUE DE FRANCE d'effets commerciaux conservés en comptabilité au niveau du compte Portefeuille, le montant des billets de mobilisation étant enregistré au crédit d'un compte spécial au nom de l'Institut d'Émission.

Les comptes et emprunts à échéance ressortent à F 32.601.992.813.48 en augmentation de 61,8 % par rapport à l'exercice précédent. Les comptes en devises, pour la seule métropole, interviennent à ce niveau pour 61 %.

### c) Autres comptes :

Parmi les autres comptes de passif, la progression (+ 33,1 %) des comptes de "Regularisations et divers", qui s'élèvent à F 15.738.933.311,66, est due essentiellement à l'augmentation de la rubrique "Comptes exigibles après encaissement" (+ 2,8 millards).

de F 22.171.494. Elle ne représente plus que poste "Valeurs données en pension ou 80 % du montant de l'intéressement légal des salariés aux fruits de l'expansion de l'entreprise au titre de l'exercice 1972, en application des dispositions de la loi de Finance pour 1974.

#### d) Fonds propres:

Les comptes de fonds propres ont normalement enregistré la répartition des bénéfices de l'exercice 1972. A ce titre, le montant des réserves s'est élevé à F 554.000.000

Au rang de ces réserves, figurait une prime d'apport de F 6.361.175,04 résultant de l'apport à l'U.C.B. de 11.970 titres C.F.E.C. contre remise de 14.364 actions U.C.B. sur la base d'une estimation provisoire des valeurs d'apports. La valeur définitive de ces apports a fait ressortir un excédent de prime d'apport de F 47.880, qui a été dégagée à l'inventaire et qui a de ce fait ramené à F 553.952.120 le montant des réserves au bilan au 31 Décembre 1973 avant répartition.

Cette réduction des réserves fera l'objet d'une résolution spéciale qui sera soumise à l'approbation du Collège représentant les actionnaires, et exerçant les pouvoirs de l'Assemblée Générale en vertu de l'article 5 de la loi du 4 Janvier 1973.

### Actif du bilan

### a) Concours à la clientèle :

Avant passation de l'échéance de fin Décembre, les volumes sont les suivants :

Les crédits inscrits à des comptes de portefeuille, soit F 50.638.154.871 (+ 15.3 %) se sont développés de manière plus soutenue que les crédits en comptes débiteurs, qui atteignent F 10.628.278.908.72 (+ 11,1 %).

Au total de ces crédits enregistrés au bilan, soit F 61.266.433.779,75 doivent être ajoutés les crédits qui ont fait l'objet d'une La provision pour investissements a progresse mobilisation enregistrés hors bilan dans le vendues ferme" pour F 11.730.698.000.

> L'ensemble des crédits à la clientèle forme ainsi un total de F 72.997.131.779.75. montant qui fait apparaître une progression limitée à 13.6 %.

#### b) Caisse - Institut d'Émission -Trésor Public - Comptes courants postaux:

les comptes de cette nature forment in total de F 14.926.989.355,50 en augmentation de 48.5 % par rapport au 31 Décembre 1972. Sur ce total, le oste "Institut d'Émission" représente 10.635.396.802,63 en augmentation de 3.5 milliards: cette augmentation raduit l'aggravation du régime des réserves obligatoires.

### c) Banques et ENBAMM:

Les avoirs chez les Banques et ENBAMM progressent de 71,4 % pour s'établir à F 31. 152.405.718.25.

Cette progression se situe essentiellement au niveau des comptes et prêts à échéance qui se sont développés de 77.9 %. Ici encore, la part des comptes en devises, pour la seule métropole, est de 83 %.

### d) Comptes d'investissements :

Le portefeuille titres s'est accru des acquisitions de l'exercice ; sous déduction des ventes, et compte tenu des amortissements et provisions, il ressort à F 1.594.305.151,50 contre F 988.796.508,29 à la clôture de l'exercice précédent.

Il convient de préciser qu'en application des nouvelles possibilités données tant par la Commission des Opérations de Bourse que par la réglementation fiscale en matière d'appréciation de la valeur des titres en portefeuille, il n'a été constitué, pour les titres de filiales et de participations, qu'une provision pour dépréciation de 1.6 million.

En ce qui concerne les titres de placement faisant l'objet d'une cotation, aucune provision pour dépréciation n'a été constituée : les plus-values potentielles de titres de cette nature (32.9 millions) excédant les moins-values pour lesquelles une provision aurait pu être constituée (12.3 millions).

Dans le portefeuille titres, les titres de placement interviennent pour F 902.884.978,76, et les titres de filiales et participations pour F 691.420.172,74.

Il faut noter que, dans les titres de placement, les obligations à moins de sept ans admises dans le portefeuille minimum des créances à moyen terme figurent pour un montant de F 513.970.147,05 l'essentiel étant au rang de la rubrique "Fonds d'État, Bons et Obligations" s'élevant à F 500.110.024,77.

Le poste "Immobilisations" s'élève à F 393.000.000 contre précédemment 352.000.000. L'augmentation de 41.000.000 correspond au réinvestissement obligatoire - pour pouvoir bénéficier de l'exonération de l'impôt sur les sociétés - de la provision pour investissements constituée à la clôture de l'exercice 1972 dans le cadre de la participation des salariés aux fruits de l'expansion des entreprises au titre de l'exercice 1971. Les acquisitions immobilières et mobilières excédant ce montant ont été imputées au compte d'Exploitation Générale.

# II - Résultats

Les comptes de résultats traduisent les évolutions de volumes qui viennent d'être analysés, et celles des taux créditeurs et débiteurs qui se sont produites en cours d'année. Par rapport à l'exercice 1972, ils se présentent de la manière suivante :

1973

- Compte d'Exploitation

Générale:

 Bénéfice d'exploitation 333,797,591,15 412,114,067,21

- Compte de Pertes et Profits :

Bénéfice de

l'exercice 138.102.306,34 170.981.344,50

### Compte d'Exploitation Générale

L'évolution des composantes du compte d'Exploitation Générale peut se résumer comme suit:

a) Les produits bancaires qui s'établissent à F 9.034.425.791,06 ont progressé de 49,08 %.

Cette progression résulte essentiellement de l'augmentation des produits percus sur les crédits à la clientèle ainsi qu'aux Banques et ENBAMM en raison de l'augmentation de ces crédits et de l'élévation du taux bancaire.

b) Les frais bancaires s'élèvent à F 5.198.804.206,29. Ils sont en très nette augmentation (+ 81,5 %) par rapport à ceux de l'exercice précédent.

Cette forte progression est due, en grande partie, aux intérêts versés aux comptes de Banques et ENBAMM (+ 99,9 %), aux charges des opérations de trésorerie trois fois et demi plus élevées qu'au cours de l'exercice précédent, enfin aux intérêts versés au compte de la clientèle et sur bons de caisse (+ 37.3 %).

### c) Bénéfice d'exploitation :

Le produit net bancaire constitué par la différence entre les produits bancaires et les frais bancaires s'établit à F 3.835.621.584,77 en progression de 21,1 %.

A ce montant, il convient d'ajouter le revenu du portefeuille titres F 35.120.738,13 et les produits accessoires F 3.050.429,46, pour former un total de F 3.873.792.752,36.

Sur ce dernier montant viennent s'imputer les charges générales d'exploitation, les amortissements et les provisions pour F 3.461.678.685.15.

### Cette somme enregistre:

- l'augmentation des frais de personnel qui s'élèvent à F 2.034.021.617,16 en progression de 19,2 % par rapport à 1972.

Cette augmentation des charges de personnel est non seulement consécutive aux augmentations salariales, mais également à l'évolution des effectifs, dont la moyenne pour la métropole seule passe de 38.620 en 1972 à 41.661 en 1973.

- l'excédent de la balance des provisions constituées sur les provisions libérées, qui ressort à F 217.880.754,68 en augmentation de 36,8 % par rapport à l'année 1972 ; les nouvelles données économiques à la fin d'année 1973 ont incité en effet les banques à apprécier plus rigoureusement leurs risques.
- l'accroissement de la dotation aux comptes d'amortissements qui passe à F 156.799.064,34 en augmentation de 81,3 %. Cette augmentation marque l'importance des investissements réalisés au cours de l'exercice.

Ainsi le bénéfice d'exploitation s'établit à F 412.114.067,21 en augmentation de 23,5 % sur l'exercice précédent.

### Compte de Pertes et Profits

Au bénéfice d'exploitation de F 412.114.067,21 viennent s'ajouter les profits sur exercices antérieurs pour F 15.874.220,36 et les profits exceptionnels pour F 39.731.375,19, formant un total de F 467.719.662,76.

Les profits exceptionnels sont constitués par les bénéfices, les plus-values à long terme ou à court terme réalisées sur la cession de titres en portefeuille ou de biens mobiliers et immobiliers.

Au débit du Compte de Pertes et Profits s'imputent les écritures suivantes :

- Participation des salariés aux fruits de l'expansion de l'entreprise au titre de 1972, F 27.445.889 contre F 40.696.048 l'exercice précédent.
- Les pertes sur exercices antérieurs, F 193.081,65.
- Les pertes exceptionnelles, F 4.480.825,74, constituées par des pertes ou des moins-values à long terme et court terme sur cession d'éléments d'actif immobilisé.
- Les dotations de l'exercice aux comptes de provisions hors exploitation, F 22.171.494. Il s'agit de la provision pour investissements au titre de l'exercice 1972 fixée pour le présent exercice, en application de la loi de Finances pour 1973, à 80 % du montant de la participation légale des salariés aux fruits de l'expansion des entreprises. L'impôt sur les bénéfices, F 242.447.027,87, contre F 184.100.624,37 l'exercice précédent.

soit un montant de déduction s'élevant à F 296.738.318,26, faisant ressortir pour l'exercice un bénéfice de F 170.981.344,50.

Il convient d'indiquer que, sur la base de ce bénéfice, le montant de la participation des salariés aux fruits de l'expansion, calculé dans les conditions fixées par la loi, s'établit à F 31.947.955 pour l'année 1973 contre F 26.371.973 en 1972. Pour déterminer la somme à répartir, ce montant sera majoré dans les conditions fixées par l'accord de participation en vigueur à la B.N.P.

### Proposition de répartition

F 0,3762 brut par titre pour la B.N.C.I. F 0,6759 brut par titre pour le C.N.E.P.  Le solde disponible ressort à F 170.528.286,17 auquel s'ajoute le report antérieur de F 4.830.772,93 pour former un total de F 175.359.059,10 que, conformément aux dispositions de nos statuts, nous proposons de répartir ainsi: Réserve légale (5 % sur 170.528.286,17) soit F 8.526.414,00 F 89.521.466,00 l'ensemble des réserves s'établissant ainsi à F 652.000.000. Intérêts complémentaires aux parts bénéficiaires à raison de F 0,7488 par titre pour la B.N.C.I. et de F 1,3241 par titre pour le C.N.E.P. Attribution aux actions Soit un dividende de F 14,13 par action auquel s'ajoute l'impôt déjà payé au Trésor (Avoir fiscal) de F 7.07 l'ensemble assurant à chaque action un revenu global de 21,20, soit un rendement de 4 %. Tantièmes alloués aux membres de l'ancien Conseil d'Administration, dont les fonctions ont pris fin le 30 Septembre 1973 F 50.000,00 F 5.717.622,45 F 175.359.059,10	Sur ce bénéfice de	3	170.981.344,50
Le solde disponible ressort à auquel s'ajoute le report antérieur de pour former un total de pour former un total de fe répartir ainsi :  Réservel égale (5 % sur 170.528.286,17) soit Fe serves légale (5 % sur 170.528.286,17) soit Fe servel legale (5 % sur 170.	- F 0,3762 brut par titre pour la B.N.C.I. - F 0,6759 brut par titre pour le C.N.E.P.	F	453.058,33
que, conformément aux dispositions de nos statuts, nous proposons de répartir ainsi :  Réserve légale (5 % sur 170.528.286,17) soit F. Réserves F. Réserves F. Réserves s'établissant ainsi à F 652.000.000.  I'ensemble des réserves s'établissant ainsi à F 652.000.000.  Intérêts complémentaires aux parts bénéficiaires à raison de F 0,7488 par titre pour la B.N.C.I. et de F 1,3241 par titre pour le C.N.E.P. F. Attribution aux actions F. Attribution aux actions F. 70.650.000,00 soit un dividende de F 14,13 par action auquel s'ajoute l'impôt déjà payé au Trésor (Avoir fiscal) de F 7,07 l'ensemble assurant à chaque action un revenu global de 21,20, soit un rendement de 4 %.  Tantièmes alloués aux membres de l'ancien Conseil d'Administration, dont les fonctions ont pris fin le 30 Septembre 1973 F. 50.000,00 5.717.622,45	Le solde disponible ressort à	. F	
de répartir ainsi :  Réserve légale (5 % sur 170.528.286,17) soit	pour former un total de	. F	175.359.059,10
Progress of the serves of the	de répartir ainsi :		
l'ensemble des réserves s'établissant ainsi à F 652.000.000.  Intérêts complémentaires aux parts bénéficiaires à raison de F 0,7488 par titre pour la B.N.C.I. et de F 1,3241 par titre pour le C.N.E.P.  Attribution aux actions	- Réserve légale (5 % sur 170.528.286,17) soit	F	
F 0,7488 par titre pour la B.N.C.I. et de F1,3241 par titre pour le C.N.E.P.  Attribution aux actions	l'ensemble des réserves s'établissant ainsi à F 652.000.000.	F	89.521.466,00
soit un dividende de F 14,13 par action auquel s'ajoute l'impôt déjà payé au Trésor (Avoir fiscal) de F 7.07 l'ensemble assurant à chaque action un revenu global de 21,20, soit un rendement de 4 %.  - Tantièmes alloués aux membres de l'ancien Conseil d'Administration, dont les fonctions ont pris fin le 30 Septembre 1973 F 50.000,00  - Le surplus étant reporté à nouveau F 5.717.622,45	F 0,7488 par titre pour la B.N.C.I. et de F 1,3241 par titre pour le C.N.E.P.	F	893.556,65
- Le surplus étant reporté à nouveau	soit un dividende de F 14,13 par action auquel s'ajoute l'impôt déjà payé au Trésor (Avoir fiscal) de F 7,07 l'ensemble assurant à chaque action un revenu global de 21,20, soit un rendement de 4 %.	F	70.650.000,00
F 175.359.059,10	- Le surplus étant réporte à nouveau	-	
		<u> </u>	175.359.059,10

Tableaux financiers

# Bilan au 31 décembre 1973 (avant répartition)

Actif	31 décembre 1973	Passif	31 décembre 1973
Caisse, Instituts d'émission, Trésor Public, comptes courants postaux Banques et ENBAMM: a) Comptes à vue b) Comptes et prêts à échéance Bons du Trésor et valeurs reçues en pension ou achetées ferme Crédits à la clientèle - portefeuille: a) Crédits à court terme b) Crédits à long terme Crédits à la clientèle - Comptes débiteurs Comptes de régularisation et divers Débiteurs divers Débiteurs par acceptations Comptes d'opérations sur titres Titres de placement: a) Fonds d'Etat, Bons et Obligations b) Autres titres de placement Titres de filiales et participations Immobilisations	28.579.205.882,05 13.118.375.906,49 26.534.670.679,34 10.698.782.079,04 13.404.702.112,65 10.628.278.908,72 9.842.050.656,51 238.656.929,10 2.551.849.531,37 582.541.626,10 500.110.024,77 402.774.953,99 691.420.172,74 393.000.000,00	a) Comptes à vue b) Comptes à échéance Comptes de particuliers: a) Comptes à vue b) Comptes à échéance c) Comptes d'épargne à régime spécial Bons de caisse Comptes de régularisation, provisions et divers Provision pour investissement Créditeurs divers Acceptations à payer Comptes d'opérations sur titres	14.249.358.653,84 32.601.992.813,48 17.258.093.987,42 6.952.348.522,61 12.633.325.712,40 2.967.246.924,64 12.842.592.034,79 13.229.685.443,25 15.738.933.311,66 160.148.374,00 2.452.077.918,83 2.551.849.531,37 425.279.823,85 117.712.500,00 256.198.865,00 553.952.120,00 500.000.000,00 4.830.772,93 170.981.344,50
	135.666.608.654,57		100.000.000.004,07

# Hors-Bilan

Valeurs données en pension ou vendues ferme	11.978.698.000,00 11.846.869.000,00
Ouvertures de crédits confirmés	6.855.271.000,00
Engagements de crédit-bail immobilier	626.686.000,00
Autres engagements	2.240.613.000,00

# Comptes de résultats

# Compte d'exploitation générale

Débit		1973	Crédit		1973
- FRAIS BANCAIRES		5.198.804.206,29	- PRODUITS BANCAIRES		9.034.425.791,06
Détail des Frais bancaires: Intérêts versés aux comptes des banques et autres entreprises admises au marché monétaire Charges de trésorerie Intérêts versés aux comptes de la clientèle et sur bons de caisse Autres charges bancaires	2.176.667.751,57 905.732.911,95 2.042.976.129,55 73.427.413,22		Détail des Produits bancaires: Intérêts perçus sur les comptes des banques et des autres entreprises admises au marché monétaire Produits des opérations de trésorerie Produits perçus sur crédits consentis à la clientèle Produits perçus sur comptes débiteurs de la clientèle Autres produits bancaires.	1.477.574.279,02 750.352.100,17 3.944.688.663,38 2.175.078.826,77 686.731.921,72	
- FRAIS DE PERSONNEL			- REVENUS DU PORTEFEUILLE-TITRES		35.120.738,13 3.050.429,46
Détail des Travaux, Fournitures et Services Extérieurs : Crédit-bail immobilier - loyers payés	34.292.367,00 352.857.329,45		ACA 100 51 Comments of state o		
- AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION		369.103.124,26 30.267.426,00			
D'AMORTISSEMENTS  - EXCEDENT DES PROVISIONS CONSTITUEES SUR LES PROVISIONS REPRISES  - BENEFICE D'EXPLOITATION		156.799.064,34 217.880.754,68 412.114.067,21			
TOTAL		9.072.596.958.65	TOTAL		9.072.596.958,65

# Compte de pertes et profits

Débit		Crédit	
- PARTICIPATION DES SALARIES AUX FRUITS DE L'EXPANSION	193.081,65 4.480.825,74 22.171.494,00 242.447.027,87		412.114.067,21 15.874.220,36 39.731.375,19
- BENEFICE DE L'EXERCICE	170.981.344,50 467.719.662,76	TOTAL	467.719.662,76

# Résultats financiers de la Société au cours des cinq derniers exercices

(Art. 133, 135 et 148 du décret sur les Sociétés Commerciales)

Nature des indications	1969	1970	1971	1972	1973
I - Situation financière en fin d'exercice a) Capital social	325.000.000	325.000.000	500.000.000	500.000.000	500.000.000
	700.000	700.000	5.000.000	5.000.000	5.000.000
c) Nombre de parts au 31/12 : - ex-B.N.C.I ex-C.N.E.P.	596.752	574.650	552.548	530.446	508.344
	454.732	437.890	421.048	404.206	387.364
II - Résultats global des opérations effectives  a) Chiffre d'affaires hors taxes b) Bénéfice avant impôts, amortissements et provisions c) Impôts sur les bénéfices d) Bénéfices après impôts, amortissements et provisions e) Montant des bénéfices distribués	3.848.576.422	4.734.805.708	4.933.526.134	5.986.796.063	8.989.393.221
	659.354.451	863.889.001	784.571.927	579.532.964	786.793.886
	272.481.040	311.757.707	240.794.109	184.100.624	242.447.028
	78.267.802	92.722.719	110.548.044	138.102.306	170.981.345
	17.880.810	24.322.261	32.763.713	43.455.164	71.996.615
III - Résultats des opérations réduit à une seule action (1) a) Bénéfice après impôts, mais avant amortissement et provisions b) Bénéfice après impôts, amortissements et provisions c) Dividende versé à chaque action (1)	119,04	169,88	108,76	79,09	108,87
	24,08	28,53	22,11	27,62	34,20
	5,00	7,00	6,25	8,40	14,13
IV - Personnel  a) Nombre de salariés b) Montant de la masse salariale c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité Sociale, Œuvres sociales, etc.)	36.229	37.232	39.450	42.597	45.653
	851.490.244	910.278.067	1.060.204.699	1.212.124.024	1.433.696.059
	310.826.109	370.846.674	433.884.523	494.844.279	600.325.558

<sup>(1)</sup> Il est rappelé que le capital a été porté de 325 millions (700.000 actions de 464,285 F) à 500 millions (5.000.000 d'actions de 100 F) le 16 Juin 1971 par incorporation de réserves. Les résultats réduits à une seule action ont été calculés, pour les exercices 1969 et 1970, sur la base d'un nominal de 100 F.

# Renseignements concernant les filiales et les participations au 31 Décembre 1973

(Articles 247 et 295 du décret sur les Sociétés Commerciales).

	Capital	Réserves	Quote-part du capital détenu en %	Valeur d'inventaire des titres détenus (F.F.)	Prêts et Avances consentis par la Société et non remboursés (F.F.)	Montant des cautions et avals fournis par la Société	Chiffre d'affaires du dernier exercice	Bénéfice net ou perte du dernier exercice	Dividendes encaissés par la Société au cours de l'exercice (F.F.)
RENSEIGNEMENTS A FOURNIR LORSQUE LA SOCIETE N'A PAS ANNEXE A SON BILAN, UN BILAN ET DES COMPTES CONSOLIDES ETABLIS CF. A L'ARTICLE 248	8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8	088.4X896.786 088.7886.789	Jude florted	ggs stoy a similar good stokes and	Manager 19200	ub notnuer si s etati our u arrota les con u	ess snovs such estantionnable	Traut de vous rendre reament de notre s'altre to 11 De en per	Homeonik i wolasinaka Joneonik i wolasinaka
A – Renseignements détaillés concernant les participations dont la valeur d'inventaire excède 1% du capital de la Société astreinte à la publication.					sincere n	gar se soldert par us VO.981.944.60.	CYBL epictext)! I Res externés		
1) Filiales (50 % au moins du capital détenu par la Société).  NATIO EQUIPEMENT.  Banque Nationale pour l'Expansion du Crédit Bail (NATIOBAIL) Paris.  B.N.P. Ireland Ltd.  Société Auxiliaire de Participation et de Gestion (S.A.P.E.G.) Paris.  Compagnie d'Investissements de Paris (C.I.P.) (1).  Banque pour l'Expansion Industrielle (BAN.EX.I.) Paris.  Banque pour le Commerce International (B.P.C.I.) Bâle.  British and French Bank Ltd Londres (2).  Banque Nationale de Paris Intercontinentale (B.N.P.I.).  French Bank of California San Francisco.  French American Banking Corporation (F.A.B.C.) New York.  Société Financière Auxiliaire (S.F.A.).	3.000.000	37.622.517 21.435.104 8.049.725 FS 22.500.000 £ 1.550.000 44.000.000 \$US 1.523.331	99,99 99,99 100,00 99,99 99,98 89,99 60,36 94,00 59,62 99,95 100,00 99,99	27.499.100 49.995.500 5.231.150 5.364.564 52.490.400 65.714.486 19.597.741 62.499.270 57.590.779 50.486.635 120.953.884 19.998.724	130.227.822 404.113.103 0 0 0 616.236.859 84.744.420 62.468.488 19.909.385 461.194 322.931.580 0	110.987.221 626.137.071 0 0 0 0 0 0 4.279.411 0 0	35.093.019 53.395.682 £ Ir. 23.949 1.586.788 42.571.975 FS 23.118.309 £ 11.587.015 70.564.714 \$ US 1.284.004 \$ US 35.717.833	5.243.335 £ Ir. 7.659 2.348.500 - 1.776.638 897.560 FS 3.113.796 £ 679.133 11.437.722 \$ US - 488.345	2.349.671 0 0 333.565 0 773.882 4.049.755 3.319.715 0 2.593.500
2) Participation (10 à 50 % du capital détenu par la Société).  Société Financement par crédit-bail pour les Télécommunications (CREDITEL).  Australian European Finance Corporation Ltd (A.E.F.C.) (3).  Banque Commerciale S.A. Luxembourg.  Société Nouvelle Immobilière du Château Royal.  Nationale de Services Informatiques (NATIOINFORMATIQUE).  Compagnie Financière France Afrique (CO.FI.F.A.).  ORDINABAIL.  Société Financière pour les Pays d'Outre-Mer (S.F.O.M.) Genève.  Banco del Atlantico Mexico.  Société Financière Européenne Luxembourg (S.F.E. Luxembourg).  B.N.C.I. Océan Indien.  EUROFIP S.A.  Financiera del Atlantico (FINEXIM).  Banco Franco Colombiano.	FLux 180.000.000 FCFP492.900.000 25.000.000 17.726.025 20.000.000 FS 50.000.000 \$ Mex. 80.000.000 FS 160.000.000 25.000.000 Ptas 200.000.000	FLux 598.896 FCFP 0 7.350.000 36.380.196 0 FS 3.420.000 \$Mex. 28.768.923 FS 20.330.338 42.000.000 Ptas 0 \$Mex. 33.403.617	10,00 23,00 24,98 24,10 20,00 28,00 32,99 30,59 19,56 12,49 10,86 40,00 14,98 30,00	10.000.000 6.848.177 5.774.550 6.200.749 6.471.470 8.445.699 6.599.900 23.349.850 5.679.972 11.160.069 10.115.428 6.182.988 6.845.466 5.602.217	0 0 82.458.333 0 0 0 6.153.730 12.124.387 3.618.336 0 14.810.622 0 43.836.367	0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0	15.267.750 \$ A 3.596.836 FLux 469.214.715 FCFP 44.073.819 2.962.308 8.189.703 52.720.047 FS 5.416.854 \$ Mex.161.372.350 FS 52.677.333 112.800.677 PTAS 19.982.925 \$ Mex.348.955.478 \$ Col. 111.678.000	6 \$ A 471.836 6 FLux 4.510.444 7 FCFP 13.645.420 8 - 355.603 8 4.813.632 1 1.117 8 FS 2.779.699 9 \$ Mex. 8.437.209 8 FS 21.963.656 6.670.134 6 PTAS 9.651.500 8 \$ Mex. 19.571.465	0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 838.299 0 0 1.113.895 4 456.756 0 0 485.297
B - Renseignements globaux concernant les autres filiales et participations.  1) Filiales non reprises au § A.  a) Filiales françaises (ensemble)				6.036.295 1.646.750	118.358.719	250.000	n per elevach a o mandommi re o bi ermine ene e i sue echante e alge en mind	Application of the street of t	238.908
a) Dans les Sociétés Françaises (ensemble)b) Dans les Sociétés Etrangères (ensemble)				42.856.300 38.510.467	163.372.806 26.575.000	9.532.800 407.612	t is the object.	CHIPCIE BLANCO	1.281.520 1.196.301

<sup>1)</sup> Exercice social du 1/8/72 au 31/7/73

<sup>2)</sup> Exercice social du 1/4/72 au 31/3/73

<sup>3)</sup> Exercice social du 1/7/72 au 30/6/73

# Rapport général des Commissaires aux comptes

#### Messieurs.

Désignés en qualité de Commissaires aux Comptes de votre Société, par arrêté de Monsieur le Ministre de l'Économie et des Finances, en date à Paris du 10 Mars 1971, nous avons l'honneur de vous rendre compte de l'accomplissement de notre mandat pour l'exercice clos le 31 Décembre

Dans le cadre de notre mission permanente, nous avons effectué tous contrôles, sondages et analyses jugés utiles à l'établissement de notre conviction. Nos vérifications, menées selon les règles de diligence normales professionnelles ont été adaptées pour tenir compte des caractéristiques propres à votre Banque et se sont appuyées sur l'efficacité de votre contrôle interne et sur la riqueur des procédures existantes. Nous avons conduit nos travaux à la fois au Siège Social et dans certains Sièges et Centres Administratifs. Nos examens ont porté sur les différents éléments de la comptabilité et nous ont permis de constater, entre autres, que les comptes soumis à votre approbation sont conformes aux balances d'inventaire général à la clôture de l'exercice.

Les documents sociaux qui vous sont présentés sont établis dans la même forme que pour l'exercice précédent, suivant les formules types dressées par la Commission de Contrôle des Banques.

En ce qui concerne les méthodes d'évaluation, et comme vous le précise par ailleurs votre Conseil d'Administration, votre Société, usant des nouvelles facultés données par un récent avis du Conseil National de la Comptabilité et par la réglementation fiscale actuellement en vigueur, en matière d'estimation des Valeurs en Portefeuille, a limité à F 1.600.000 la dotation pour dépréciation des Titres de Filiales et Participations alors que si les règles antérieures avaient été suivies, la provision aurait dû être de F 8.400.000. De même, la provision pour dépréciation des Titres de

Placement non cotés a été limitée à F 2.700.000 et aucune provision n'a été dotée pour dépréciation des Titres de Placement cotés : les plus-values latentes de F 32.900.000 excédant largement les moins-values de F 12.300.000.

Nous avons assisté à la réunion du Conseil d'Administration qui a arrêté les comptes de l'exercice 1973 qui se soldent par un Bénéfice de F 170.981.344,50.

Dans son rapport, votre Conseil d'Administration vous expose l'activité de la Banque et de ses filiales, au cours de l'exercice, et vous donne diverses informations sur le Bilan et les résultats obtenus. En tant que de besoin, nous vous confirmons les termes de ce rapport qui relèvent de notre compétence, étant précisé que nous nous sommes assurés du respect des dispositions statutaires et légales pour ce qui a trait au projet de répartition du résultat.

Poursuivant en cela sa politique antérieure, votre Direction Générale a constitué les provisions qu'elle a jugé nécessaires, compte tenu des éléments d'appréciation en sa possession. Ces provisions nous ont paru avoir été calculées avec la prudence habituelle chez votre Société.

Les Amortissements sur les éléments de l'Actif immobilisé ont été normalement calculés et enregistrés parmi les charges du Compte d'Exploitation. Dans le but de rapprocher les procédures comptables avec les prescriptions fiscales, il a été décidé de reconsidérer la méthode de comptabilisation et d'amortissement de certains postes d'Immobilisations à compter du 1er Janvier 1973. Pour la période antérieure à cette date, la nouvelle technique conduit à reprendre en Immobilisations et en Amortissements une somme identique ce qui reste donc sans influence sur les résultats constatés.

Enfin, en application des dispositions de l'Article 356 de la Loi du 24 Juillet 1966, nous vous indiquons en annexe les acquisitions et cessions de Participations réalisées au cours de l'exercice écoulé.

# Rapport spécial des Commissaires aux comptes

Certains de ces mouvements procèdent d'une redistribution de diverses participations entre les Sociétés du Groupe dans un esprit En vertu des dispositions de l'Article 103 de de rationalisation.

En conclusion, nous sommes d'avis que les comptes soumis à votre approbation sont régulièrement établis. Nous sommes également convaincus qu'ils expriment sincèrement la situation de la Banque au 31 Décembre 1973.

Paris, le 10 Mai 1974.

Commissaires aux Comptes.

essieurs.

Loi du 24 Juillet 1966, nous avons nonneur de vous présenter notre rapport spécial concernant l'exercice 1973.

es conventions nouvelles ou reconduites, tervenues au cours dudit exercice avec s Sociétés avant avec la vôtre des dministrateurs communs, portent ssentiellement - comme pour les exercices ntérieurs - sur des opérations courantes entrant dans le cadre de vos activités abituelles et conclues aux conditions ormales bançaires pratiquées par votre tablissement.

s'agit notamment des autorisations de Paul Carlos MULQUIN. Louis VIALA crédits et d'engagements par signature dont ous avons été informés conformément aux ispositions de l'article 17 du Décret du 28 Mai 1946.

> D'autre part, dans le cadre de sa politique de soutien à certaines de ses filiales, votre Société a renouvelé, en faveur notamment de Natio Equipement et de Natio Services Informatique, son aide financière et ses appuis techniques. Elle a également rendu à diverses Sociétés du Groupe des prestations de services de toutes natures (locaux, personnel, études, etc.).

Enfin, diverses acquisitions ou cession de participations ont été réalisées avec les Sociétés faisant partie du Groupe ayant avec votre Etablissement des Administrateurs communs.

L'examen de ces conventions, soumises à votre approbation, n'appelle aucune observation particulière de notre part.

Paris, le 28 Mars 1974.

Paul Carlos MULQUIN. Louis VIALA Commissaires aux Comptes.

0E0 000 antings	Panaua Nationala nour l'Evnangion du Crédit Rail	orosesimilar.	3,404 actions	Compagnie Financière France Afrique "COFIFA"	2.250,000 ast c
250.000 actions	Banque Nationale pour l'Expansion du Crédit Bail "NATIOBAIL" (augmentation de Capital) F	25.000.000,00	The state of the s	(achat)	679.601,80
1 000 actions	Banque de la Guyanne (provenant achat 1.200 droits)	20.000.000,00	22.800 actions	Société Française de Vente et Financement de Matériels	
1.800 actions	Banque de la Guyanne (achat)	546.542,80		Terrestes et Maritimes "SOFRANTEM" (participation à	anthia 早期到中华1000000000000000000000000000000000000
2.114 actions	Société Financière Auxiliaire (augmentation de Capital) F	19.000.000,00		augmentation de Capital libéré du quart)F	570.000,00
190.000 actions	Common d'Investigamente de Paria "C I P"	13.000.000,00	10.000 actions	Société de Financement par Crédit Bail pour les	
66.500 actions	Compagnie d'Investissements de Paris "C.I.P."	19.950.000,00		Télécommunications "CREDITEL" (versement de	
100 000	(augmentation de Capital)F	13.300.000,00		souscription)	1.000.000,00
100.000 actions	Compagnie d'Investissements de Paris "C.I.P."	22 500 000 00	90.000 actions	Société de Financement par Crédit bail pour les	
F	(augmentation de Capital libéré du quart)	1.500,00		Télécommunications "CREDITEL" (augmentation	Encilos destroy
5 actions	Compagnie d'Investissements de Paris "C.I.P." (achat) . F	1.000,00		de Capital)F	9.000.000,00
180.000 actions	Banque pour l'Expansion Industrielle "BANEXI"	18,000,000,00	10.500 actions	de Capital)	
E0 1:	(augmentation de Capital)	8.200,00		"G.L.F." (achat)	1.480.500,00
70 actions	Banque pour l'Expansion Industrielle "BANEXI" (achat) F	0.200,00	500 actions	Groupement des Industries de la Mer et des Activités	
	Natio Equipement (versement de libération sur	3.249.700,00		Sous-Marines "GIMER" (versement de souscription) F	50.000,00
05 000	64.994 actions)	6.500.000.00	3.450 actions	Groupement des Industries de la Mer et des Activités	
65.000 actions	Natio Equipement (augmentation de Capital)F	0.500.000,00		Sous-Marines "GIMER" (augmentation de Capital	
300.000 actions	Natio Equipement (augmentation de Capital libéré du	7.500.000,00		libéré du quart)	86.250,00
E0 000 1	quart)	6.999.700,00	10 actions	Compagnie pour le Développement de l'Hôtellerie et	
70.000 actions	B.N.P. Intercontinentale (achat)	143.992,30		du Tourisme "CODETOUR" (achat)	1.000,00
1.438 actions	B.N.P. Intercontinentale (achat)	13 624 77	50.000 actions	Compagnie pour le Développement de l'Hôtellerie et du Tourisme "CODETOUR" (augmentation de Capital	
244 droits	B.N.P. Intercontinentale (achat)	9.911.403,42	100988	du Tourisme "CODETOUR" (augmentation de Capital	
26.483 actions	B.N.C.I. Océan Indien (achat)F	15.861,98		libéré de moitié)	1.250.000,00
120 droits	B.N.C.I. Océan Indien (achat)F	10.001,00	500 actions	Société Financière et Technique Mulhousienne	
2 actions	Société pour le Développement International du Commerce et de l'Industrie "INTERCOMI" (achat) F	206,00		"SOFITEM" (achat)	50.000,00
F00 000	Banque Nationale de Paris Ireland	200,00	500 actions	Société Financière et Technique Mulhousienne	50,000,00
500.000 actions	banque Nationale de Paris freiand	5.231.150,00		"SOFITEM" (augmentation de Capital)	50.000,00
FC 000	(versement de souscription)	33.017.000,00	18.110 actions	Ranque Internationale pour le Commerce et l'Industrie	0.000.000.00
56.000 actions	Banque Nationale de Paris Panama (versement de	00.017.000,00		du Gabon "BICI GABON" (versement de souscription) F	3.622.000,00
	souscription)F	1.126.250,00	15.000 actions	Financiera del Atlantico (augmentation de Capital) F	487.050,00
	Consejo Espana (versement de libération sur	1.120.200,00	3.060 actions	Société Financière pour les Pays d'Outre-Mer "S.F.O.M."	4 504 000 00
	800 actions)F	47.400,00	DECEMBER 1	(augmentation de Capital)	4.501,260,00
0.4EC EOC action	s Banco Franco Colombiano (versement de	17.100,0	2.368 actions	Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie	
2.456.526 actions	souscription)F	4.374.578,8		du Cameroun "BICI CAMEROUN" (attribution gratuite)	
815.815 actions	Banco Franco Colombiano (augmentation de Capital) F	1.227.638,4	7.350 actions	Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie	
986 actions	Société Franco Australienne de Promotion Industrielle	1.227.000,		de la Côte d'Ivoire "BICI COTE D'IVOIRE"	1.470.000,00
900 actions	et Commerciale "SFAP" (achat)F	98.008,40		(augmentation de Capital)F	1.470.000,00
1.997 actions	Nationale de Services Informatique "Natioinformatique"	00.000,	2.100 actions	Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie	
1.997 actions	(souscription au Capital - Rémunération d'apport) F	1.997.000,00	0,000,000	de la Côte d'Ivoire "BICI COTE D'IVOIRE" (attribution	
3.003 actions	Nationale de Services Informatique "Natioinformatique"			gratuite)	
3.003 actions	(augmentation de Capital)F	4.474.470.00	2.050 actions	Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie	
5.000 actions	Société de Développement de Transport Pétrolier		<b>有加利尼斯</b>	du Sénégal "BICI SENEGAL" (attribution gratuite)	
5.000 actions	"S.D.T.P." (versement de souscription)	500.000,00	1.600 actions	Société Corporacion Franco Americana de Finanzas	
1 000 actions	Efrep S.A. (versement de souscription)	100.000,00		(Costa Rica) "FRANCOFIN" (attribution gratuite)	
1.000 actions 10.000 actions	Société d'Investissement de Transports Pétroliers		4.400 actions	Société Corporacion Franco Americana de Finanzas	232.024,21
10.000 actions	"S.I.T.P." (versement de souscription)F	1.000.000,00		(Costa Rica) "FRANCOFIN" (augmentation de Capital) F	202.024,21
5 actions	Union pour le Financement à Long et Moyen Terme		500 actions	Compagnie Internationale pour le Financement de	
o actions	"UFILOM" (achat)F	457,89		l'Energie Nucleaire "CIFEN" (versement de	2.555.000,00
1.705 actions	Union Française pour l'Equipement Agricole "U.F.E.A."			equecription)	2.000.000,00
1.700 40110113	(augmentation de Capital)F	187.550,00	11.500 actions	Corporacion Franco Americana de Finanzas Nicaragua	911.028,00
	(augmontation do Capital)	Thuis 2		"FRANCOFIN-NICARAGUA" (achat) F	011.020,00

2.250.000 actions	s Banco Nacional Brasileiro e Metropolitano de	amolton Effici	150 actions	Société Immobilière du Centre Commercial de la	
	Investimentos S.A. "BNBMI" (versement de			Bourse à Marseille "SICMAR" (versement de	
	souscription)F	3.800.158,21	Commence of the commence of th	souscription) F	15.000,00
1.124.999 actions	Banco Nacional Brasileiro e Metropolitano de		2.000 actions	Compagnie Immobilière d'Etudes et de Participations	
	Investimentos S.A. "BNBMI" (augmentation de Capital) F	844.782,84		"CIMOPAR" (versement de souscription libéré du	
200.000 actions			to the same of	guart)	200.000,00
200,000 40,000	Commercial "D.A.I.C.O." (versement de souscription) F	156.869,27	40 actions	Compagnie Internationale pour le Développement	
400.000 actions	Cia Metropolitana de Credito Financiamento e		To dollors	"INTERFINEXA" (achat) F	65.189,38
Toologo dollono	Investimentos (versement de souscription)F	1.083.966,69		Compagnie Internationale pour le Développement	
3.290 actions	Banque Internationale pour le Commerce, l'Industrie et			"INTERFINEXA" (versement de libération sur	
0.200 401.0110	l'Agriculture Haute-Volta "BICI A HAUTE-VOLTA"			160 actions)	179.456,00
	(versement de souscription)F	658.000.00	3.273 actions	Société Champenoise d'Expansion "CHAMPEX"	
2.000 actions	European International Fund (versement de	000.000,00	0.270 40110110	(augmentation de Capital)	327.200,00
2.000 actions	souscription)F	235 100 00	20.000 actions	(augmentation de Capital) F Société d'Etude et de Financement Hôteliers	
24.500 actions	Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie	200.100,00	20.000 actions	"Chaîne des Hôtels Mercure" (versement de	
24.500 actions	du Dahomey "BICI DAHOMEY" (versement de			souscription)F	2.000.000,00
	souscription)F	4.900.000,00	500 parts	Société d'Etude du Centre Commercial Régional de	
80.000 actions	Europea de Financiacion Inversion y Promocion S.A.	4.000.000,00	poo paris	la Ville Nouvelle de Marne-la-Vallée "SEC MARNE"	
60.000 actions	"EUROFIP" (versement de souscription)F	6.182.988,92	A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH	(versement de souscription)F	50.000,00
2.600 actions	Société d'Etudes et de Financement sur la	0.102.300,32			
2,000 actions	Modernisation des Immeubles "FIMODI" (augmentation		Cessions au cour	s de l'exercice 1973	Prix de
	de Capital)F	260.000,00			cession
	Ordinabail (versement de libération sur	200.000,00		De la Matienale nous l'Europaian du Crédit Bail	
	33.000 actions)F	1.650.000,00	10 actions	Banque Nationale pour l'Expansion du Crédit Bail	1.000,00
150	Hôtel Résidence de Tourisme de la Grande Motte	1.050.000,00		"NATIOBAIL"F	304.151,88
150 actions	(versement de souscription)F	15.000,00	1.414 actions	Banque de la GuyaneF	1.853,76
1.050 1:	Hôtel Résidence de Tourisme de la Grande Motte	15.000,00	o dollono	Banque pour l'Expansion Industrielle "BANEXI" F B.N.P. Intercontinentale	2.701,73
1.350 actions	Hotel Residence de Tourisme de la Grande Motte	135.000,00	25 actions	B.N.P. Intercontinentale	137.850,47
	(augmentation de Capital)F	133.000,00	461 actions	B.N.C.I. Océan IndienF	5.471,06
	Société Française de Facturation Factofrance Heller	10.66	5 actions	BANACOMIF	29.164,67
	(versement de libération sur 1 action)F	19,66	40 actions	French Bank of California	5.759.502,30
	Compagnie Financière de Promotion "COFIPRO"	040,000,00	475.000 actions	United Bank for Africa	
	(versement de libération sur 4.800 actions)F	240.000,00	8 droits	Banque de la Guyane F Société Franco-Australienne de promotion industrielle	2.379,10
	Compagnie Européenne de Participations	E PRODUCE SON	2 actions	Société Franco-Australienne de promotion industrielle	000.00
	Immobilières "EURIMPAR" (versement de libération			et Commerciale "SFAP"	200,00
	sur 14.000 actions)F	700.000,00	95 parts	Société Civile pour la construction de logement	0.500.00
250 actions	Société Française d'Etudes et de Réalisation			"SOCIL"	9.500,00
IBUSTO CIVE.	d'Equipements Postaux "SOMEPOST INTERNATIONAL"	- 24 mag	40 actions	Banque Commerciale S.A. Luxembourg F	5.137,48
	(augmentation de Capital) F	25.000,00	1.750 actions	Compagnie Franco Americana de Finanzas	TO4 050 00'
9.500 actions	Société P.L.M. Motel (augmentation de Capital) F	950.000,00		"FRANCOFIN Panama"	761.250,00
650 actions	Société de Commercialisation et de Gestion de		2 actions	Compagnie Internationale pour le financement	40.000.00
	Résidences Locatives de Vacances "SOGEREL"	entidos Call		de l'énergie nucléaire "CIFFN"	10.220,00
	(versement de souscription)F	65.000,00	12.000 actions	Banque Malgache d'Escompte et de Crédit	1.200.000,00
271.996 actions	Société ROUSSELOT KUHLMANN (versement de		17 droits	BICI du Sénégal	366,52
	souscription)F	60.000.000,00	8.333 actions	Société Française de Facturation Factofrance Heller F	1.703.997,60
11.999 actions	S.A. de Participation à des Réalisations Immobilières		83 actions	Société Française d'Etudes et de Réalisations	
	"SAPRI" International (versement de souscription		a dollorlo	d'Equipements Postaux "SOMEPOST	
	libéré du quart)F	299.975,00		INTÉRNATIONAL"	8.275,10
10.000 actions	IMMO-GAN (versement de souscription)F	1.000.000,00	271.996 actions	Société Rousselot Kuhlmann	60.000.000,00
100 actions	Finamat (versement de souscription)F	2.500,00	1.702 droits	Société Champenoise d'Expansion "CHAMPEX" F	11.437,18
300 actions	Société Organisation Informatique et Gestion "ORIG"		10.000 parts	Société Civile Immobilière Lafayette-BarabanF	10.000,00
200 40110110	(versement de souscription)F	39.600,00	o.ooo parts	Oddiolo Olivilo Illilliodilloro Zalajono Zalajono	
	(Torodinate do obdocription)	33.333,30			

# Résolutions

Résolutions soumises au Collège représentant les Actionnaires et exerçant les pouvoirs de l'Assemblée Générale en vertu de l'article 5 de la loi du 4 Janvier 1973.

### Première résolution.

Le Collège, après avoir pris connaissance des rapports du Conseil d'Administration et des Commissaires aux comptes, approuve le bilan et les comptes arrêtés au 31 Décembre 1973 tels qu'ils lui ont été présentés.

### Deuxième résolution.

Le Collège approuve la réduction des réserves existant au 31 Décembre 1972 après répartition du bénéfice, d'une somme de F 47.880 correspondant à l'excédent de la prime d'apport résultant de l'échange de titres U.C.B. - C.F.E.C., ainsi que le Conseil lui en a donné avis.

### Troisième résolution.

Le Collège approuve la répartition du solde bénéficiaire du compte de Pertes et Profits tel qu'il lui a été présenté. Conformément aux dispositions de l'article des statuts, ainsi qu'à celles de l'ancien article 23 pour ce qui concerne l'attribution de tantièmes au Conseil d'Administration au titre de l'exercice 1973, il décide, compte tenu du report à nouveau de l'exercice précédent:

- 1°) l'affectation à la réserve légale d'une somme de F 8.526.414 ;
- 2°) l'attribution aux parts bénéficiaires nominatives de la BANQUE NATIONALE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE et aux parts bénéficiaires nominatives du COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE DE PARIS d'une somme de F 893.556,65 qui, ajoutée à l'intérêt minimum, soit F 453.058,33, représente un montant global à répartir de F 1.346.614,98, soit une somme brute par part de F 1,125 pour la BANQUE NATIONALE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE et F 2 pour le COMPTOIR NATIONAL D'ESCOMPTE DE PARIS, en application de l'article 4 du décret du 26 Mai 1966 portant fusion de ces deux banques nationales;

- 3°) l'affectation aux réserves d'une somme de F 89.521.466 portant l'ensemble des réserves à F 652.000.000;
- 4°) le versement d'une somme globale de F 50.000 à titre de tantièmes aux membres du Conseil d'Administration dont les fonctions ont pris fin au 30 Septembre 1973;
- 5°) l'affectation d'une somme de F 886.849,52 au report à nouveau ;
- 6°) la répartition d'une somme globale de F 70.650.000 à titre de dividende aux Actionnaires de la BANQUE NATIONALE DE PARIS, correspondant à une distribution de F 14,13 par action, auquel s'ajoute l'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal) de F 7,07, portant à F 21,20 le revenu global par action.

Le dividende sera mis en paiement à compter du 1<sup>er</sup> Juillet 1974.

Il est rappelé, conformément à l'article 47 de la loi 65-566 du 12 Juillet 1965 qu'il a été versé à l'Etat, alors seul Actionnaire, à titre de dividende, une somme globale de F 22.750.000 pour l'exercice 1970, de F 31.250.000 pour l'exercice 1971 et F 42.000.000 pour l'exercice 1972.

### Quatrième résolution.

Le Collège, conformément aux dispositions de l'article 341 de la loi du 24 Juillet 1966, approuve les modifications apportées aux méthodes d'estimation des titres en portefeuille telles qu'indiquées dans les rapports du Conseil d'Administration et des Commissaires aux comptes.

### Cinquième résolution.

Le Collège, après avoir pris connaissance du rapport spécial établi par les Commissaires aux comptes sur les opérations et conventions visées dans les articles 101 à 106 de la loi du 24 Juillet 1966, approuve les opérations et conventions dont ledit rapport fait état.

Sixième résolution.

Le collège fixe à titre provisoire, à compter de l'exercice 1973, à F 10.000 le montant de la rémunération allouée à chacun des commissaires aux comptes. Le montant définitif de cette rémunération sera arrêté au plus tard lors de la réunion du collège qui statuera sur les comptes de l'exercice 1974.

## Septième résolution.

Le collège confère, en tant que de besoin, tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente réunion pour faire tous dépôts, publications ou formalités prescrits par la législation en vigueur.

# Répartition des Bénéfices

Débit	
Intérêt minimum garanti aux parts bénéficiaires	453.058,33
Solde disponible ainsi réparti :	
- Réserve légale	8.526.414,00
- Intérêt complémentaire aux parts bénéficiaires .	893.556,65
- Réserves	89.521.466,00
- Attribution aux actionnaires	70.650.000,00
- Tantièmes au Conseil d'Administration	50.000,00
- Report à nouveau	5.717.622,45
	175.812.117,43

Crédit	
Report antérieur	4.830.772,93
Produits nets de l'exercice défalcation faite des fraix généraux, amortissements, provisions pour risques quelconques et autres charges	170.981.344,50
	175.812.117,43

# Rappel des règles utilisées pour l'établissement de la situation consolidée du groupe B.N.P.

La situation consolidée du Groupe de la B.N.P. a été établie à partir des critères suivants :

- ont été retenues les filiales et participations dont le bilan est supérieur à 1 million de francs et dans lesquelles la B.N.P. possède directement ou indirectement plus de 33 % du capital. Il s'agit en outre de filiales ou de participations chez lesquelles une société du Groupe exerce une action permanente de direction;
- les participations supérieures à 50 % ont fait l'objet d'une intégration globale. Cette méthode consiste, après élimination des opérations internes au Groupe, à totaliser les éléments de l'actif et du passif (autres que les fonds propres) de la B.N.P. et des sociétés consolidées. Elle fait apparaître en outre les intérêts extérieurs au Groupe.

Au niveau de la situation consolidée, les participations supérieures à 50 % sont en conséquence éliminées du poste "Titres de filiales et de participations" ;

- les participations comprises entre 33 % et 50 % ont été mises en équivalence. Cette méthode consiste à substituer à la valeur nette comptable des titres détenus le montant de la part qu'ils représentent dans la situation nette de la société émettrice affiliée. La valeur de ces participations apparaît au poste "Titres mis en équivalence";
- le poste "Autres titres" fait ressortir la valeur comptable des titres de participations appartenant à la B.N.P. et à ses filiales et qui n'ont pas été retenus pour la consolidation ;
- la rubrique "Survaleur" enregistre la différence constatée entre le prix d'achat de certaines participations concernant des sociétés faisant l'objet d'une intégration globale et la part du groupe dans l'actif net de ces mêmes sociétés lors de l'acquisition.

L'ensemble consolidé comprend 50 sociétés exploitant dans 36 pays étrangers, départements ou territoires d'outre-mer.

Les bilans des sociétés étrangères ont été convertis en francs français sur la base des cours de change officiels en fin d'année.

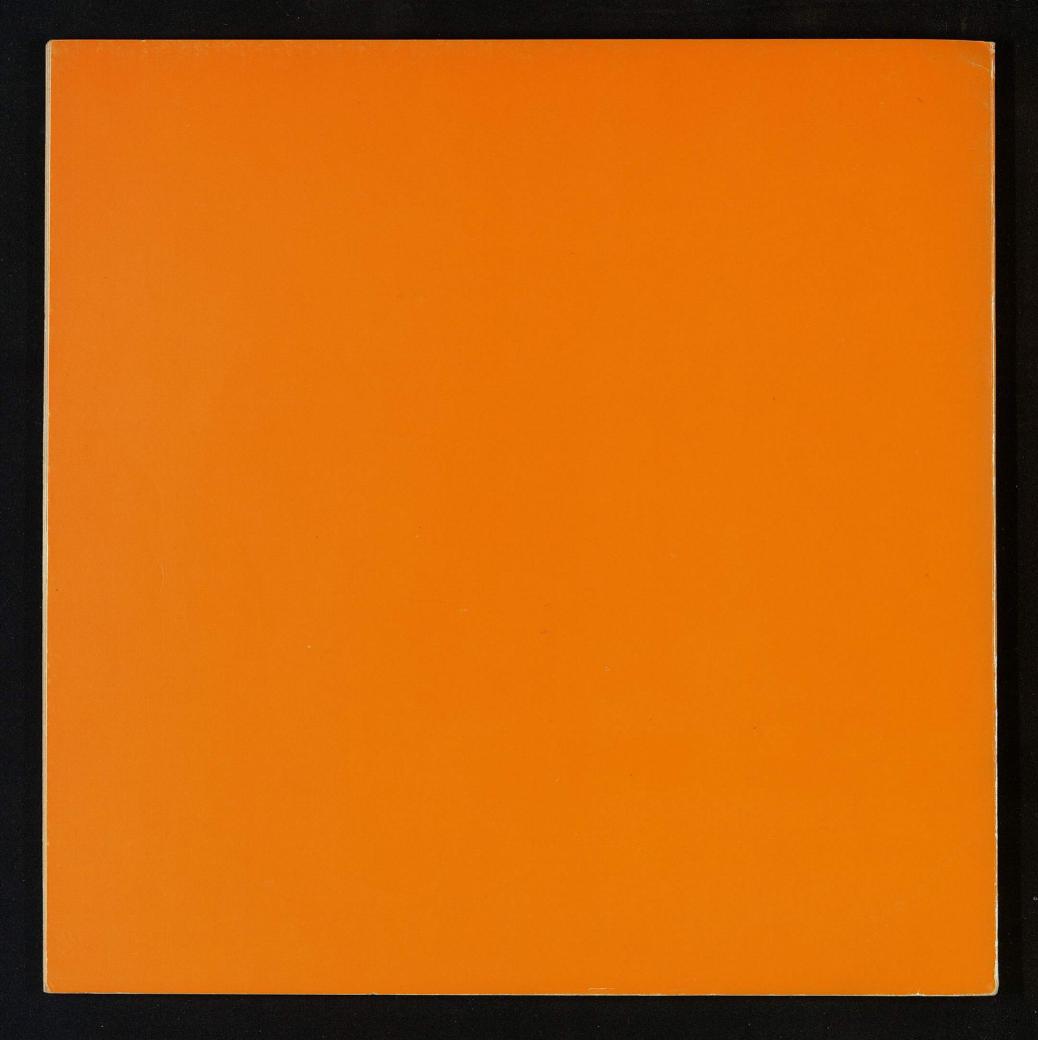
# Situation consolidée du groupe de la Banque Nationale de Paris au 31 décembre 1973

Actif	Situation consolidée
Caisse, Instituts d'émission, Trésor Public, comptes courants postaux Banques et ENBAMM :	. 15.253.087.312
a) Comptes à vue	. 2.905.873.631
b) Comptes et prêts à échéance	
Bons du Trésor et valeurs reçues en pension ou achetées ferme Crédits à la clientèle - portefeuille :	. 13.783.482.965
a) Crédits à court terme	. 28.999.871.956
b) Crédits à moyen terme	. 11.110.084.245
c) Crédits à long terme	. 13.478.320.273
Crédits à la clientèle - comptes débiteurs	. 12.829.385.287
Comptes de régularisation et divers	. 10.353.163.860
Débiteurs divers	. 306.760.624
Débiteurs par acceptations	. 2.884.460.114
Comptes d'opérations sur titres	. 585.459.302
a) Fonds d'Etat, Bons et Obligations	. 524.757.321
b) Autres titres de placement	. 667.680.130
I itres de filiales et participations : - Titres mis en équivalence	. 103.009.839
- Autres titres	. 455.384.005
Survaleur	. 12.922.946
Immobilisations	. 513.642.948
Opérations de crédit-bail	. 603.258.960
establish al estrenossa "malacura" annosten al -	144.793.263.162

Passif	Situation consolidée
Instituts d'émission, Banques et ENBAMM : a) Comptes à vue b) Comptes et emprunt à échéance Comptes d'entreprises et divers : a) Comptes à vue b) Comptes à échéance Comptes de particuliers : a) Comptes à vue b) Comptes à vue b) Comptes à échéance c) Comptes à échéance c) Comptes d'épargne à régime spécial Bons de caisse Comptes de régularisation, provisions et divers Provision pour investissements Créditeurs divers Acceptations à payer Comptes d'opérations sur titres Obligations en devises à moyen terme en francs à long terme Capital	14.847.469.361 34.610.869.007 18.671.773.578 8.108.186.370 13.266.666.656 3.615.750.923 13.393.161.030 13.617.107.704 16.632.876.822 160.148.374 2.635.306.327 2.884.460.114 425.892.540 117.712.500 259.910.505
Réserves, report à nouveau et plus-value de consolidation	681.636.654 121.143.774

# Hors-Bilan

Valeurs données en pension ou vendues ferme	12.183.657.000
Cautions et avals pour le compte de la clientèle	13.034.453.000
Ouvertures de crédits confirmés	8.228.068.000
Engagements de crédit-bail immobilier	12.245.000
Engagements de crédit-bail mobilier	68.000
Autres engagements	2.395.177.000





Banque Nationale de Paris

Exercice 1973

La BNP première banque nationale

Grâce à sa présence - plus de 2.000 sièges pour la France seule - à 3.000.000 de clients dont 400.000 entreprises, la B.N.P. fait partie intégrante du paysage quotidien des Français.

La B.N.P., on connaît donc ; ou plutôt on croit connaître. Car, ce que l'on en voit ne représente que la partie immédiatement perceptible d'un géant du monde financier dont le rôle véritable est, en fait, généralement

peu soupçonné.
Sait-on, par exemple, que la première banque française est la quatrième banque (1) mondiale et qu'elle ne fêtera pourtant, cette année, que son huitième anniversaire.

#### La réussite d'un mariage « arrangé »

La B.N.P. est la dernière-née des banques nationales. Mais son apparition n'est pas le fruit d'une création ex nihilo; plutôt que de naissance, il vaut mieux parler de mariage. Le sigle B.N.P. (Banque Nationale de Paris) est, en effet, dû à la fusion de la B.N.C.I. (Banque Nationale pour le Commerce et l'Industrie) et du C.N.E.P. (Comptoir National d'Escompte de Paris).

Le « marieur » fut en l'occurrence le Ministre des Finances de l'époque, M. Michel Debré, qui rendit sa décision officielle par le décret du 26 mai 1966.

Plusieurs raisons poussèrent à réunir ces deux banques pour en faire un établissement d'une importance semblable, sinon supérieure, à celle de ses concurrents nationaux, en particulier le caractère très complémentaire de leur exploitation. En effet, le C.N.E.P., établissement centenaire, était naturellement tourné vers les grandes entreprises traditionnelles de la sidérurgie, de la construction électrique, de la chimie, alors que la B.N.C.I., de création plus récente (1932), était davantage orientée vers les industries plus jeunes telles que l'appareillage électrique, l'automobile, les techniques de pointe et comptait parmi ses clients de nombreuses entreprises movennes.

Leur complémentarité était également remarquable dans leurs implantations respectives outre-mer et à l'étranger. La B.N.C.I. était représentée en Afrique Noire, en Afrique du Nord, à Beyrouth, au Vietnam, à Hong-Kong, aux Antilles, à Madagascar et à la Réunion, en Amérique Centrale, au Canada, à Londres et à Bâle, tandis que le C.N.E.P. était essentiellement installé en Inde, en Australie, à Bruxelles, à New York et également à Londres. Ces mêmes éléments qui rendaient la fusion attravante, la rendaient, en même temps, difficile. L'union de tels établissements, complémentaires, mais profondément différents quant à la politique d'exploitation et aux méthodes administratives, pouvait facilement devenir explosive et se transformer en un véritable échec.

Cette fusion, en définitive tout à fait réussie, a été marquée par trois phases :

 une phase que l'on pourrait qualifier de « commerciale », car elle s'est placée au niveau des agences. Son exécution a été immédiate. Il ne fallait pas « s'arrêter pour fusionner », c'était apparemment la condition première de la réussite;

- une phase administrative plus longue, puisqu'elle s'est étendue sur 3 ans, de 1966 à 1969 et plus délicate. Il s'agissait de rendre homogène les différentes catégories d'imprimés, d'unifier les méthodes administratives et commerciales, d'harmoniser les comptabilités. Il s'agissait aussi de supprimer toutes les sources de double emploi (180 agences furent notamment fermées) sans recourir à des licenciements :

– par la suite, les questions urgentes étant réglées, une étape de réflexion consacrée à la recherche d'une organisation optimale, de méthodes inédites destinées à conserver une grande souplesse à l'appareil qui venait d'être créé. Plusieurs modifications de la structure de la banque intervinrent en 1969, 1972, 1973 pour aboutir à l'organisation générale actuelle qui, elle-même, doit continuer à évoluer comme nous l'évoquons ci-après.

### Le système bancaire français et la BNP

Après plusieurs décennies de tâtonnements, la véritable naissance du système bancaire se situera sous le Second-Empire. De 1848 à 1870 naîtront en effet les principales banques qui, sous leur nom d'origine ou regroupées à la suite d'absorption ou de fusion, constituent aujourd'hui, le monde bancaire français.

A l'origine toutes ces banques furent ce qu'on a coutume d'appeler des banques mixtes. Les dépôts de la clientèle servaient aussi bien à financer les opérations commerciales à court terme qu'à répondre aux besoins à long terme de l'industrie. Les deux emplois ne se confondaient pas mais il n'existait pas de véritable séparation; le banquier définissait à chaque fois ses propres limites.

Cette souplesse ne dura qu'un temps et, dès le début des années 1900, le cloisonnement entre court terme et long terme apparaîtra comme la règle absolue, les entorses ne constituant plus que l'exception.

La loi de 1945 qui nationalisait les quatre principales banques de dépôts (Crédit Lyonnais, Société Générale, C.N.E.P., B.N.C.I.) consacra cette situation dans les textes en délimitant avec précision la fonction des banques de dépôts, des établissements de crédit à moyen et long terme, des banques d'affaires et dans les faits en exigeant de chaque maison qu'elle choisisse sa spécialité.

Cette situation fut rapidement ressentie comme inadaptée. Elle consacrait, en effet, 50 ans de prudence dans une France peu industrialisée.

Les besoins de l'industrie en équipements lourds ne pouvaient plus être satisfaits par les gammes de crédit mises au point prudemment par les banquiers de dépôt. Le marché financier et les banquiers d'affaires n'y suffisaient pas non plus. C'est ainsi que naquit l'idée de la transformation qui permet d'immobiliser à terme une fraction des dépôts à vue.

Une série de textes aura pour but d'abord de répondre aux nouvelles données économiques. De 1963 à 1966, un certain nombre de décisions vont permettre la création:

 de sociétés d'investissement à capital variable (SICAV),

- de sociétés d'investissement pour le commerce et l'industrie (SICOMI) permettant le leasing (1966 et 1967).

- de sociétés immobilières d'investissement, et l'organisation d'un marché hypothécaire permettant l'octroi de crédits immobiliers à plus de 10 ans et depuis 1970 la mise sur pied de plans d'épargne logement.

Les banques avaient d'ailleurs anticipé le mouvement en accordant les crédits personnels sur une large échelle dès 1964.

Toujours dans le même sens, les textes du 25 janvier et du 23 décembre 1966 rétablirent une conception beaucoup plus



Le siège (Carzou).

souple et beaucoup mieux adaptée de la profession en autorisant les banques de dépôts à prendre des participations dans les entreprises industrielles et les banques d'affaires à ouvrir des guichets et à accepter des dépôts.

Ils ont été suivis par d'autres mesures de libération:

- suppression des conditions minimales de banque;

- liberté d'ouverture de guichets ;

- rémunération beaucoup plus libre des dépôts à terme ;

C'est dans cet « environnement dynamique » qu'a été pris le décret du mois de mai 1966 fusionnant le C.N.E.P. et la B.N.C.I. pour donner naissance à la B.N.P.

La B.N.P. doit, plus que les autres, penser d'abord à ses centaines de milliers d'emprunteurs et à ses millions de déposants. Elle est également consciente des responsabilités et des devoirs que lui vaut sa place de premier de la profession.

En fait, la qualification de « banques universelles » en partant du système français n'est pas à désavouer :

- les banques d'affaires ont renoncé à leur statut ancien et ouvert des guichets,

- les banques de dépôts ont étendu leurs travaux en France et à l'Etranger et se sont dotées de filiales, banques d'affaires, la BANEXI par exemple pour la B.N.P.

#### La B.N.P. en bref

- Une très grande entreprise commerciale avec près de 2.500 points de vente répartis dans 62 pays. Elle représente au niveau du Groupe :

• Plus de 99 milliards de F de dépôts

clientèle;

• Plus de 78 milliards de F d'engagements;

• Un bilan consolidé de près de 145 milliards de F.

- Mais aussi un véritable «service» à la disposition de ses 3.000.000 de clients, facilitant la vie des particuliers et aidant les entreprises, petites, moyennes ou grandes, à se développer, et pour cela :

• en gérant plus de 4.500.000 comptes,

• en passant plus de 360.000.000 écritures par an,

• avec le concours de plus de 45.000 collaborateurs.

- Une équipe entreprenante et dynamique, consciente de ses responsabilités tant à l'égard de ses clients et de l'économie française, qu'envers l'ensemble de son personnel et de la profession bancaire.

Président du Conseil d'Administration P. Ledoux

Directeur Général G. Défossé

Directeurs Généraux Adjoints

J. Calvet

J. Dromer

G. Llewellyn M. Manifacier

**Directeurs centraux** 

F. Hecker

J. Masson

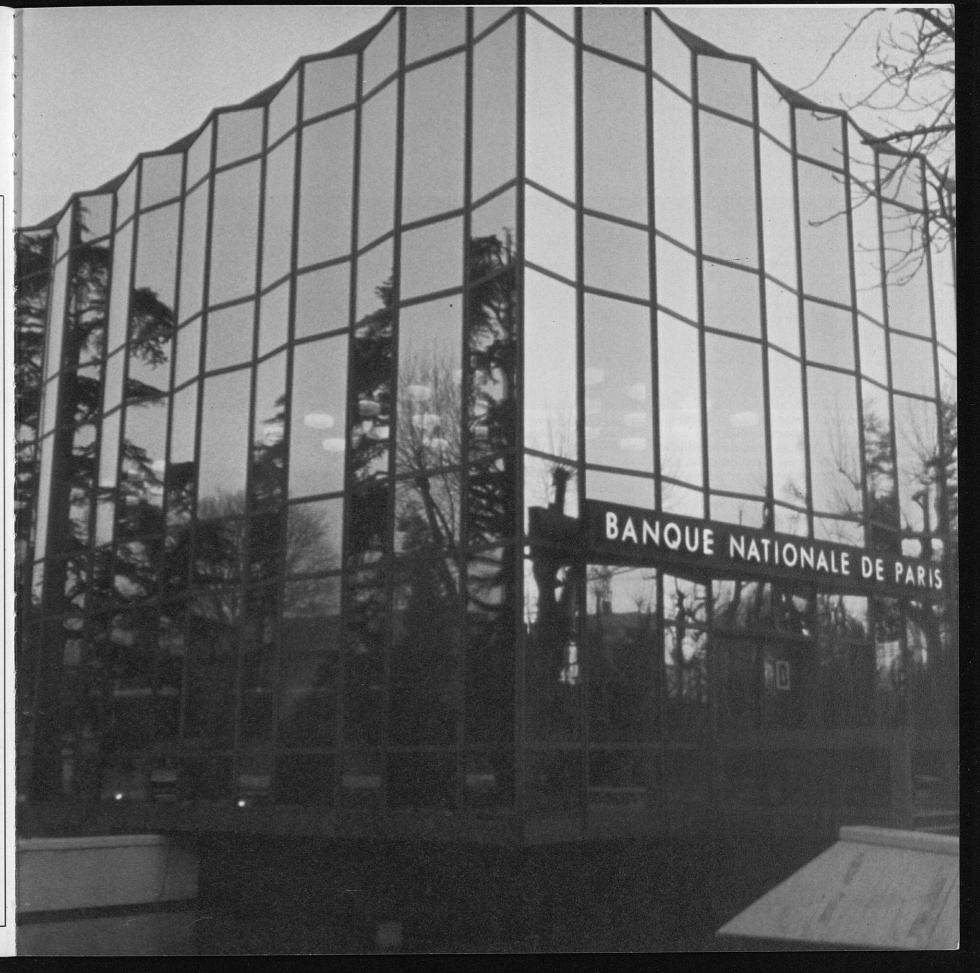
G. Real del Sarte

C. Reinhart

R. Thomas

J.-P. Vizioz

La succursale de Marseille : une politique qualitative...



# Structures : la vie, c'est le mouvement

Les structures de la B.N.P. n'ont rien de figé. La politique d'expansion des dernières années n'aurait pu être menée à bien sans une adaptation continue de l'organisation. Le problème essentiel : parvenir à concilier souplesse et dimension de manière à répondre aux besoins de la clientèle. Ceci suppose - en particulier - une bonne synchronisation entre les divers rouages : leurs coordination conditionne la bonne marche de l'ensemble. Avant de décrire l'organisation de la Direction Générale, il faut souligner que la Banque vit avant tout dans ses succursales et dans ses agences. Le réseau, c'est son fer de lance. C'est là que se réalise le contact client-banquier. C'est là que se nouent et se débouclent les opérations. C'est là que se déroule la difficile bataille de la concurrence. Ce n'est donc pas un hasard si la plupart des responsables actuels de la Direction Générale ont été formés par les réseaux où ils ont assuré la direction des plus grandes succursales de Paris ou de Province, voire de filiales étrangères.

# I – La Direction Centrale des Réseaux Métropolitains:

Animer et coordonner le réseau

Elle a été créée en 1972 pour fédérer toutes les activités des réseaux géographiques en France et, sous son impulsion, le réseau métropolitain évolue vers une large décentralisation.

Actuellement répartis en quatre zones – Paris ; Région Parisienne et Nord ; Ouest et Sud-Ouest ; Est et Sud-Est – les sièges métropolitains se trouvent placés sous l'autorité d'un organe fédérateur : la Direction Centrale des Réseaux Métropolitains qui a pour vocation essentielle de coordonner leur action et de résoudre les problèmes communs.



Pierre Ledoux, Président-Directeur général de la B.N.P.

 Décharger le réseau de ses tâches administratives
 Mais ce réseau qu'anime la Direction

Centrale, comment se présente-t-il?

D'emblée, un fait est à noter. La B.N.P. a toujours cherché à le rendre le plus opérationnel possible. C'est ainsi que, pou

toujours cherché à le rendre le plus opérationnel possible. C'est ainsi que, pour permettre aux sièges de se consacrer à leur clientèle, elle les a dégagés – depuis de nombreuses années déjà – de leurs charges administratives.

Il faut dire que celles-ci se sont considérablement accrues. Le nombre des écritures est passé en 5 ans de 204.000.000 à 360.000.000

Face à cet afflux, la rapidité et la qualité du service ne pouvaient être maintenues sans une automatisation systématique des opérations. C'est ce qui explique la structure actuelle: 14 centres administratifs regroupent toutes les informations pour les transmettre ensuite (et après avoir assuré leur préparation) aux trois centres de traitement informatique de Paris, Lyon et Bordeaux.



Gaston Défossé Directeur Général

Des unités légères

Le découpage des sièges en 4 zones répondait déjà au souci de traiter les problèmes dans leur contexte régional. Cependant, jusqu'ici, les directeurs de chacun des réseaux résidaient à Paris : dans ce domaine, comme dans beaucoup d'autres, trop de problèmes, en fin de compte, remontaient jusqu'à la capitale. La B.N.P. est trop critique, et trop lucide à l'égard d'elle-même, pour ne pas avoir perçu la lourdeur d'un tel système.

sous l'impulsion de la Direction Centrale des Réseaux Métropolitains, la capacité d'action des Directions de réseaux de province : il sera créé cinq ou six Directions nouvelles qui ramèneront chaque réseau à un cadre géographique plus limité et plus homogène, de telle sorte que soient constitués, au terme de l'évolution, huit ou neuf territoires d'exploitation au lieu des quatre actuels. Ces Directions de réseaux seront installées dans une grande ville de province.

Ainsi, sans créer de nouvel échelon intermédiaire, mettra-t-on en place une organisation décentralisée qui maintienne l'application cohérente des politiques générales tout en laissant place aux adaptations locales.



Jacques Calvet Directeur Général adjoint



Jean Dromer Directeur Général adjoint



Gérard Llewellyn Directeur Général adjoint



Marc Manifacier Directeur Général adjoint

Dans cette organisation, les groupes d'exploitation demeureront les organes directement responsables de l'exploitation commerciale et privée. Animés et appuyés de façon plus efficace par des Directions plus rapprochées, les Directeurs de Groupe disposeront de facultés accrues d'initiative et d'action.

### II – La Direction des grandes Entreprises et du Développement

Toujours dans un souci d'adaptation, la B.N.P. a été amenée à créer en 1972 une Direction des Grandes Entreprises et du Développement.

Organe central de décision et d'impulsion, la D.G.E.D. répond aux problèmes des grands groupes nationaux... par une politique de Groupe. Centralisant les informations, harmonisant les conditions faites par les agences aux différentes filiales, « suivant » aussi les groupes à l'étranger, elle a en mains toutes les données nécessaires à l'élaboration d'une stratégie globale. Si elle supervise 2.000 comptes (150 groupes et 35 % des engagements de la B.N.P.), la D.G.E.D. n'est pas, pour autant, « un état dans l'état ». Elle conçoit essentiellement son rôle comme celui d'une Direction d'appui et de coordination.

Une Direction qui a pour principal souci de demeurer proche de ses clients; dotée d'une structure légère, elle reste en prise directe aussi bien avec les agences qu'avec les Directions. Elle tient avant tout à conserver une grande rapidité de réflexe: dans la plupart des cas, elle est à même dans les 24 heures de répondre aux questions qui lui sont posées.

On voit comment ici, encore, cette structure originale permet de pallier les inconvénients de la dimension.

Cependant, la D.G.E.D. n'a pas pour vocation exclusive de coordonner l'ensemble des problèmes de financement des grandes entreprises. Elle a également pour ambition d'aider à leur développement. C'est ici qu'intervient le département « financements spéciaux, grands projets » qui, par une approche imaginative des problèmes, élabore le montage d'opérations particulières (par exemple, leasing d'avions ou financement de méthaniers). Excellent observatoire de la vie des affaires, la D.G.E.D. a confié à un troisième secteur le soin de réaliser des études générales ou sectorielles en vue de préparer des actions de promotion propres aux entreprises intéressées.

# III - La Direction Financière : La B.N.P. rouage essentiel de l'économie

Suivant le schéma classique, la Direction Financière a un triple rôle à jouer.

Sa première fonction ? Gérer les dépôts des épargnants qui constituent la source même de son potentiel d'action. Elle doit mettre au point et placer, au travers du réseau, des produits financiers adaptés aux différents soucis de la clientèle :

- sécurité,
- facilité de mobilisation,
- rendement, etc.

Sa seconde tâche est de faire coïncider les intérêts des épargnants et ceux des investisseurs, que ce soit des établissements publics ou privés. Ce point de rencontre s'établit sur les marchés des titres et des obligations.

La troisième fonction de la Direction Financière, qui apparaît tous les jours plus importante dans une économie en évolution, « consiste à trouver les méthodes et surtout les moyens financiers permettant de participer au développement des entreprises en faisant appel à un large public ». Parallèlement, la Direction Financière, comme nous l'avons vu à propos de la D.G.E.D., intervient sitôt que le recours à l'épargne publique est nécessaire pour le financement des grands projets.

# IV - La Division Internationale :

# Précéder et accompagner les clients à l'étranger

Depuis fort longtemps, la B.N.P. a consacré une part importante de ses moyens à ses activités à l'étranger.

La dimension internationale de la B.N.P. n'a cessé de s'affirmer. Suivant l'exemple des banques américaines, elle s'est effforcée de suivre ses clients à l'étranger.
Aujourd'hui, l'ensemble des activités extérieures se trouvent regroupées sous l'autorité de la Division Internationale dont les effectifs ne comptent pas moins de 400 personnes.

Disposant d'un organe d'impulsion et d'orientation - l'échelon central - la Division Internationale s'appuie sur deux directions : la Direction du Réseau des Agences et Filiales Extérieures, la D.R.A.F.EX et la D.T.A.I., Direction des Affaires Internationales. Responsable des contacts avec les États et les autres banques, la D.R.A.F.EX supervise l'ensemble du réseau (agences, filiales, bureaux de représentation), anime les équipes itinérantes basées à Paris qui effectuent la mise au point et le contrôle des opérations.

La D.T.A.I., quant à elle, a en charge la gestion de la trésorerie française et de l'ensemble des valeurs en devises. Elle s'occupe notamment des emprunts ou des émissions en devises et du financement du commerce extérieur.

# V – La Direction de la Prévision et de l'Organisation:

Pour une banque toujours plus performante...

La fonction de la D.P.O. est de promouvoir et de mettre en œuvre, en liaison avec les directions intéressées, les techniques permettant d'améliorer le fonctionnement interne de la Banque dans tous les domaines (organisation, prévision et gestion), techniques qui permettent en définitive d'améliorer les services à la clientèle. La D.P.O. est constituée de 2 départements :

- Le département « comptabilité générale » qui établit les situations, bilans et résultats de la B.N.P., établit les statistiques et effectue les travaux d'analyse.
- Le département « Organisation et Informatique ». Il a pour attribution :
- de fixer les règles organiques auxquelles obéit le fonctionnement de la banque.
- d'étudier, réaliser et mettre en place toutes les applications informatiques au sein de la B.N.P.
- d'assurer l'exploitation des centres de traitement de l'informatique.
   D'autres services s'occupent de l'application à la banque des méthodes scientifiques de gestion et des problèmes de gestion interne (imprimés circulaires-matériel).
   Cette Direction joue, par ailleurs, un rôle direct pour la clientèle en assurant un certain nombre de travaux pour le compte des filiales informatiques de la B.N.P., dont nous

### VI - Les Directions à Fonction interne

Directions le plus souvent fonctionnelles et exerçant des fonctions internes, celles-ci sont au nombre de sept :

- la Direction de l'Exploitation Centrale qui regroupe des services spécialisés dans des domaines particuliers ou nouveaux :
- affaires immobilières,

parlerons plus loin.

- marketing publicité relations publiques
- la Direction du Contentieux (conseils et procédures juridiques)

- la Direction des Etudes Industrielles
   (Etudes sur les entreprises et les secteurs
   d'activité)
- la Direction des Risques (supervision des engagements)
- la Direction de l'Administration Générale, responsable des programmes immobiliers, de l'entretien et de la sécurité
- la Direction des Organismes d'administration qui gère les organismes chargés des travaux administratifs
- la Direction du Personnel chargée de la gestion, du recrutement et de la formation de l'ensemble des agents de la Banque.
   C'est elle aussi qui assure les relations avec les différentes instances représentatives du personnel.

On ne peut terminer ce panorama sans parler de l'Inspection Générale. Ayant à sa tête un Directeur Central, elle exerce un rôle invisible du public. Elle a pour mission de « s'assurer que la politique définie par la Direction Générale est correctement suivie. Pour ce faire, elle exerce, pour le compte du Directeur Général, « l'ensemble des tâches d'inspection, de contrôle et de vérification des divers compartiments de la Banque dans tous les domaines et en tous lieux ». En un mot, elle est l'œil et la conscience du Directeur Général.

Il apparaît donc que cet ensemble de structures, de directions, a été créé et est sans cesse aménagé de façon à permettre un fonctionnement interne efficace et à offrir au réseau, donc à la clientèle, un appui et des conseils permanents et rapides. Cette organisation ne prend, en effet, son véritable sens que par rapport à la qualité des services proposés.



Salle d'ordinateur à Lyon.

# Politique commerciale:

# toute la carte des services et des services à la carte

«Clientèle oblige»: celle de la B.N.P. se caractérise par son importance (plus de 4 millions de comptes), par sa répartition géographique, mais aussi par la diversité de sa composition socio-professionnelle.

Les besoins d'un chef d'entreprise, ceux d'un petit artisan ou d'un jeune couple sont fort différents. Tous comptent pourtant également sur leur banque. A ces besoins multiples, la B.N.P. s'est toujours efforcée de répondre par des formules adaptées dans les trois domaines de la circulation monétaire, de l'épargne, du crédit et du financement.

### Echange et circulation monétaire

Les services liés à l'ouverture d'un compte-chèques sont bien connus. Et il faut admettre que dans ce domaine, la B.N.P. propose des services à peu près identiques à ceux des autres banques. La souplesse du compte-chèques est utilisée au maximum pour simplifier la vie du client, Salaires. pensions, remboursements de la Sécurité Sociale sont virés directement. De même, les prélèvements automatiques pour les charges régulières évitent les oublis (quittances d'eau, de gaz, d'électricité, loyer, traites d'impôts mensualisés, traites de crédit. etc.).

A cette gamme classique s'ajoute le service de la Carte Bleue qui offre un moyen de paiement particulièrement aisé et désormais étendu à 84 pays.

Certaines formules s'adressent plus directement aux entreprises. La B.N.P. s'est efforcée, en particulier, de prendre en compte les problèmes de paie et de virement des entreprises.

Sur le plan international, pour atténuer les conséquences des fluctuations de change, la B.N.P. a participé à la création d'une nouvelle monnaie de compte l'EURCO (voir encadré).

### L'Épargne : des formules multiples

Ces services s'adressent essentiellement à la clientèle privée. La gamme des services « d'épargne simple » s'est considérablement élargie au cours des dernières années : compte d'épargne, compte de dépôt à terme. bons de caisse, bons d'épargne, compte d'épargne logement, plan d'épargne logement...

Des services en matière d'épargne investie sont venus s'y ajouter.

Dans ce domaine, deux détails soulignent l'effort particulier (et l'originalité) de la B.N.P.:

- toute l'activité des réseaux est constamment reliée à la Direction Financière: - il existe, dans chaque agence, un

conseiller auprès de la clientèle privée qui l'aide à prendre ses décisions. Fruit de cette politique, la B.N.P. gère aujourd'hui 450.000 comptes de particuliers investissant en valeurs mobilières.

Elle propose trois types de service répondant aux 3 segments de ce marché (sans que leur séparation soit d'ailleurs impérative):

- le système des C.I.P. d'abord : système entièrement décentralisé, les Conseils en Investissement Privé apportent aux déposants importants des conseils tout à fait personnalisés en matière de gestion de
- Les groupes locaux d'étude : au niveau de chaque succursale à partir d'analyses du département « Etudes financières », corrigées en fonction du montant de l'épargne à placer, les conseils sont adaptés aux besoins et aux souhaits de chaque client.
- Enfin, les 4 SICAV de la B.N.P. et le système des Plan Avenir (voir encadré) pour ceux qui ne veulent pas ou ne peuvent pas consacrer une part de leur temps à la gestion d'un portefeuille de valeurs.

Les 4 SICAV représentaient à fin 1973 des placements de l'ordre de 5 milliards de F.

#### Crédit et financement

Au cours des années passées, il convient de rappeler que la B.N.P. s'était efforcée de prendre l'exacte mesure des besoins de sa clientèle. Clientèle privée, d'abord, pour qui fut lancé le «crédit express» (qui se caractérisait par une rapidité de décision extrême). A signaler : un effort particulier pour les jeunes - à qui ont été proposés des «crédits études» - et pour les futurs propriétaires qui bénéficièrent de prêts immobiliers sur 20 ans.

Il est évident qu'avec l'encadrement du crédit, ces formules sont aujourd'hui mises en sommeil.

Mais la clientèle industrielle et commerciale continue à trouver auprès de la B.N.P. un interlocuteur particulièrement attentif. Indépendamment des très grandes entreprises, à qui une direction spécialisée, on l'a vu, prête main forte, la B.N.P. a toujours tenu à garder un contact privilégié avec les P.M.E. Ainsi furent passés en 1972 des accords particuliers avec la Fédération des P.M.E. pour l'octroi de crédits d'équipements à conditions particulièrement intéressantes.

Aujourd'hui encore la B.N.P. met au point un ensemble de solutions adaptées aux problèmes de ce secteur très important de l'économie. De son côté, la Direction Financière intervient, bien entendu, pour proposer tous les services possibles en ce qui concerne les marchés financiers. Le recours dans ce domaine à la B.N.P. est une garantie de succès, et tout d'abord pour une raison matérielle : la B.N.P. se trouve être le premier « placeur » français et dispose du er réseau de vente. Son concours apparaît donc presque comme une nécessité en matière de placement de valeurs mobilières.

L'action de la Direction Financière est de plus complétée par une banque d'affaires : la BANEXI qui peut jouer un double rôle vis-à-vis de l'industrie :

- d'abord, la préparation des introductions en Bourse et l'élargissement du capital.
- ensuite, la prise de participation.

Leur but n'est pas de constituer un portefeuille par des prises de participation majoritaires, mais d'aider au développement de certaines affaires par des prises d'intérêts de plus ou moins longue durée, par des «portages» de trois à quinze ans. Ceci est particulièrement vrai lorsqu'il s'agit de restructuration d'affaires familiales. La BANEXI a actuellement des participations pour un montant d'environ 500 millions de F. De plus, elle a également pour mission de faciliter des rapprochements d'entreprise.

# Schéma type d'une succursale et de ses sièges rattachés Direction du Réseau Directeur de Groupe

Succursale (50 à 200 agents)

Sous-Directeur responsable "entreprises" Sous-Directeur responsable clientèle privée

Sous-Directeur responsable administratif personnel

Fondés de pouvoirs responsables engagements sièges Fondés de pouvoirs crédits privés - épargne investie

Fondé de pouvoirs responsable formation

### Services de la succursale

### Caisse

- versements
- retraits • virements, etc.
  - obligations · Sicav, etc.

Titres

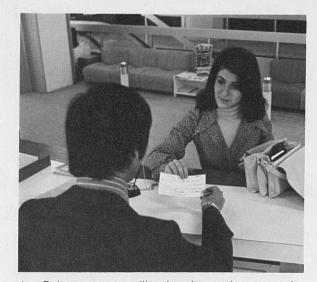
bourse

### Service Étranger

- opérations documentaires souscriptions
  - transferts • opérations en
  - devises • change, etc.
- Secrétariat • étude des crédits
  - engagements par signature contentieux, etc.
  - portefeuille commercial

Sièges

**Directeur et Adjoints** et bureaux rattachés Tesponsable administratif 2/20 agents



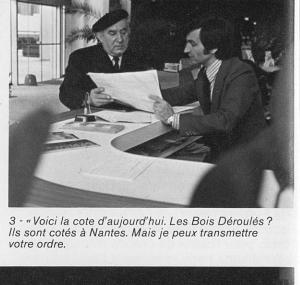
1 - « Puisque vous travaillez dans le guartier, pourquoi ne pas ouvrir un compte à la B.N.P. : ce serait plus pratique que de venir chaque mois encaisser votre chèque... ».



2 - « Vous avez égaré votre chéquier ? Je prends immédiatement note de votre opposition, ne vous inquiétez pas... »



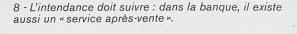
Ils sont cotés à Nantes. Mais je peux transmettre votre ordre.



6 - «La carte bleue est faite pour vous qui avez des journées si chargées. Les distributeurs automatiques de billets « travaillent » même lorsque la banque est



7 - « Mettre un peu d'argent de côté pour les vacances ? Sage précaution... Je vous conseille d'ouvrir un compte d'Epargne.



5 - La pause-déjeuner c'est l'occasion de bavarder avec des collègues... de tout autre chose que de son travail.



4 - «Puisque vous voulez ouvrir un compte, la meilleure formule pour vous est celle du compte-joint... »

La vie d'un guichet

En relation directe avec la clientèle, le guichetier est pour le public le visage même de la B.N.P. Un visage qui doit rester souriant quelles que soient les difficultés d'un rôle où il faut accueillir, renseigner, conseiller et parfois même rassurer.

Le compte joint

Compte de particulier ouvert au nom de plusieurs titulaires, éventuellement les 2 époux.

Avantages

- fonctionne sous la signature séparée des titulaires.
- un carnet de chèques peut être remis à chacun d'eux,
- au décès de l'un des titulaires, les fonds et titres sont remis immédiatement à l'un quelconque des survivants.

Le Plan Épargne Logement

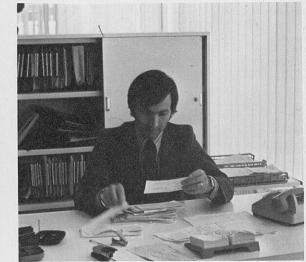
Contrat prévoyant l'établissement d'un plan d'épargne.

Durée: 4 ans minimum. Montant: Dépôt initial 500 F minimum. Versements annuels 1,200 F minimum. Maximum 60.000 F.

Intérêts : 4,00 %, doublés par une prime d'épargne, le tout, soit 8 %, net d'impôt. A l'échéance, droit à un prêt immobilier à moins de 6,20 %.







#### Le Plan Avenir

Plan d'investissement à long terme en

Deux options principales:

- une option «placement automatique» permettant de se constituer un capital par versements réguliers.

- une option « placement et retraits échelonnés» permettant, à partir d'une somme initialement investie, de compléter les ressources de retraite. Un avantage supplémentaire : peut bénéficier des dégrèvements fiscaux prévus pour les Plans d'Epargne à long terme.

#### La Carte Bleue

- Carte de paiement en France auprès de 51.000 commercants.
- Possibilité à l'appui de la Carte de retirer des fonds dans 8.000 guichets bancaires en France et dans de nombreuses banques à l'étranger.
- Accès à tous les distributeurs automatiques de billets installés par les banques adhérentes (plus de 400 400 appareils en service actuellement).
- Variante: Carte Bleue Internationale de création toute récente, acceptée par un très important réseau de commerçants à l'étranger (84 pays).
- Cotisation annuelle: 30 F. Carte Bleue Internationale: 40 F.

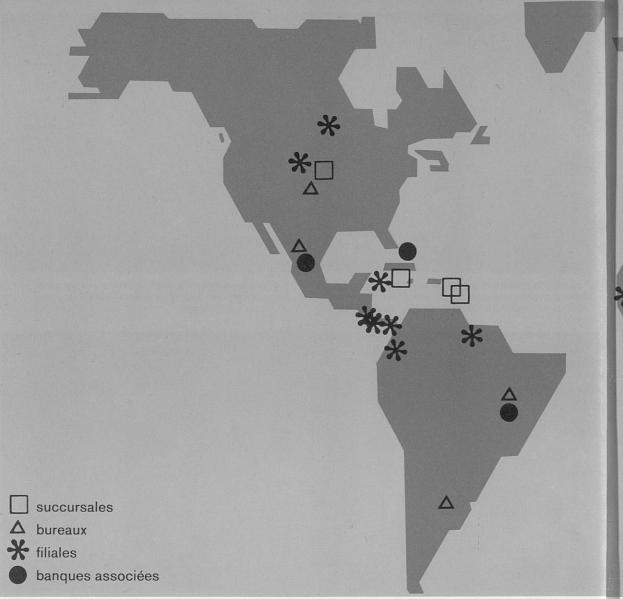
## Qui sont les employés de la B.N.P.?

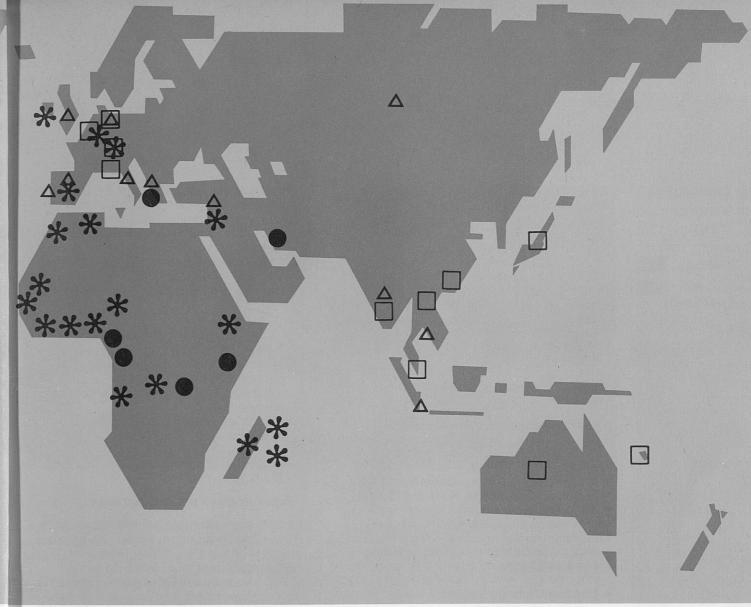
- Leur nombre : 46.000
- Leur répartition géographique : Paris 41 % Province 55 %
- Leur répartition par fonction : Direction générale: 10 % Réseaux: 65 %

Centres administratifs: 25 %

• Leur répartition hiérarchique : Employés: 54 % Gradés: 37 % Cadres: 9 %

• Leur sexe: 51,2 % de femmes 48,8 % d'hommes





Une expansion sans frontières :

des hommes et des points d'appui dans le monde entier

La banque Nationale de Paris

présente sur les cinq continents

Dès sa création, la B.N.P. a compris que le seul moyen de s'affirmer face à la concurrence était de se doter de « moyens » supérieurs en quantité et surtout en qualité.

#### Des moyens jusqu'à Hong-Kong...

En France, le réseau constitue aujourd'hui un véritable filet aux mailles serrées. Après la fusion entre le C.N.E.P. et la B.N.C.I., la B.N.P., au moment où par ailleurs elle fermait les guichets qui faisaient double emploi, s'est préoccupée de mettre en place un réseau parfaitement équilibré sur l'ensemble du territoire (2.000 sièges, bureaux périodiques compris). Mais, jugeant excessive la course à l'ouverture des guichets, elle a entrepris, ces derniers temps, un effort tout particulier pour améliorer la qualité de son réseau.

Parallèlement, la B.N.P. a poursuivi son expansion à l'étranger. Elle est devenue, en quelques années, la quatrième banque mondiale. Les installations ont été soigneusement planifiées. Tout d'abord, en direction du Sud-Est asiatique: ouverture de succursales à Hong-Kong, Singapour, Tokyo; ensuite, en direction des Etats-Unis: contrôle complet de la French American Banking Corporation et création de la French Bank of California; enfin, en direction de l'Amérique Centrale (Panama, Costa-Rica, Nicaragua) et même de l'Australie (Perth et Brishane)

La B.N.P. est présente dans 62 pays. Elle compte 83 sièges directs (15 succursales, 42 agences, 18 bureaux de représentation) et dispose de 29 filiales, de 14 banques associées, soit, au total, 364 implantations (162 en Afrique, 87 en Amérique, 74 en Asie, 41 en Europe).

Mais cette politique n'est pas arrivée à son terme. La B.N.P. vient d'ouvrir des succursales à Chicago, à Haïti, en Irlande.

En Europe, pour ne pas engager une lutte continue sur des terrains déjà parfaitement occupés, la Banque a préféré s'associer, au coup par coup, avec d'autres «grandes» européennes:

- la Barclays, britannique,
  la Dresdner, allemande,
- l'Algemene Bank Nederland, hollandaise,
- la Banca Nazionale del Lavoro, italienne,

- la Banque de Bruxelles.

D'une façon plus générale, il faut également noter sa participation dans :

 la Société Financière Européenne, à côté des banques européennes précitées ainsi que la Bank of America et la Sumitomo Bank Limited (Japon),

- la C.I.F.E.N. (Compagnie Internationale pour le Financement de l'Energie Nucléaire), complétée, début 1974, par un Groupement d'emprunt pour l'énergie nucléaire, «GIFATOME», créé avec MM. Lazard Frères
- et le Crédit Lyonnais,

   la Banque Arabe et Internationale
  d'Investissement.
- et, depuis le 25 avril, sa participation au sein de l'Association des Banques en Europe (Abecor).

### Une diversification de plus en plus grande

- La B.N.P., dans un souci d'efficacité, a également élargi le champ de ses activités en mettant au service de ses clients un certain nombre de filiales spécialisées. Celles-ci peuvent être classées en trois groupes:
- filiales bancaires ayant une activité de banque de dépôts identique à celle de la B.N.P. Elles existent uniquement à l'étranger pour des raisons historiques ou de contingence locale. C'est le cas notamment :
- de la Banque Nationale de Paris «Intercontinentale» (B.N.P. I.) et ses propres filiales.

- de la Banque Nationale de Paris Limited, à Londres.
- de la Banque de la Guyane,
- de la Banque pour le Commerce International (B.P.C.I.), en Suisse,
- de la French Bank of California,de la French American Banking
- Corporation, à New York,
- de la Société Financière pour les Pays d'Outre-Mer (S.F.O.M.), etc.
- filiales bancaires permettant au groupe de la B.N.P. d'assurer les services qui ne sont pas du ressort de la seule banque de dépôts :

L'EURCO

L'EURCO (European Composite Unit of Account), récemment choisie comme unité de compte lors de l'émission d'un emprunt obligataire de la BANQUE FUROPEENNE D'INVESTISSEMENT. est un amalgame pondéré des neufs monnaies de la Communauté : il est donc moins sensible que les monnaies nationales aux fluctuations des taux de change. Il se compose d'éléments fixes représentant chacun un certain pourcentage des monnaies des neuf pays membres de la C.E.E., dont la pondération est calculée à partir de données économiques de base. La contrevaleur de l'EURCO dans l'une quelconque des monnaies nationales correspond donc au total des montants partiels des neuf monnaies composantes, tel qu'ils s'établissent sur les marchés des changes.

Souscrits en EURCO, les contrats à moyen et long terme portant sur les transactions commerciales de toute nature, pourront trouver un meilleur équilibre monétaire du fait de la réduction des effets des variations de change.

- la BANEXI (Banque pour l'Expansion Industrielle) - dont nous avons déjà parlé et qui peut prendre des participations supérieures à 20 %,
- l'Union pour le Crédit à l'Industrie Nationale (U.C.I.N.A.),
- l'Union pour le Financement à Long et Moyen Terme (UFILOM),
- la Banque Nationale pour l'Expansion du Crédit Bail (Natiobail, leasing en matière immobilière),
- Natio Equipment (leasing en matière mobilière).
- enfin, filiales n'ayant pas d'activité bancaire :
- la Société pour le Développement International du Commerce et de l'Industrie (Intercomi) : activité de factoring à l'exportation.
- la Compagnie d'Investissement de Paris,
- la Société Financière Auxiliaire (S.F.A.),
- Natio informatique enfin qui contrôle toutes les participations en matière informatique, permettant d'offrir à la clientèle les services de sociétés d'informatique travaillant à façon.

#### Des hommes de qualité

Les moyens mis en œuvre par la B.N.P. sont considérables, leur efficacité cependant dépend d'un facteur déterminant : la qualité du personnel. Les problèmes de formation figurent donc parmi les préoccupations majeures de la Direction. La Section d'Orientation et de Perfectionnement (S.O.P.) en est plus spécialement responsable au sein de la Direction du Personnel.

#### - Sur le tas

Le recrutement s'effectue à deux niveaux : secondaire (du B.E.P.C. au baccalauréat) et supérieur (5 % environ). Il n'existe pas d'enseignement approprié spécifiquement lié à la carrière bancaire. Les employés recrutés à la fin de leurs études secondaires ont donc tout à apprendre.

Dans un premier temps, ils se forment «sur le tas», guidés en cela par leurs chefs de service qui les initient aux différentes techniques bancaires (réalisation des opérations, traitement des formulaires, autres tâches administratives...). Des «supports pédagogiques» techniques sont mis à la disposition des chefs de service. Réalisés et gérés par la S.O.P., ces supports circulent entre les différents services

#### La formation en chiffres

- En 1973, la B.N.P. a consacré à la formation 60 millions de francs, soit plus de 5 % de la masse salariale.
- 2 millions d'heures de cours ont été données.
- 25 % du personnel est en permanence scolarisé.

### Devenir des « professionnels »

La formation véritable commence avec l'organisation de cours professionnels que suit la presque totalité des employés (le plus souvent pendant leur temps de travail): C.A.P. (deux ans d'études pour acquérir les connaissances professionnelles de base et une meilleure culture générale) et Brevet Professionnel (trois ans d'études consacrées à l'exploration approfondie des techniques bancaires et à l'étude de l'économie en général). 300 employés sont reçus chaque année à cet examen : leur effort est récompensé... puisqu'ils accèdent aussitôt au 1<sup>er</sup> niveau de gradé et s'intègrent à la pépinière d'où sortiront les futurs cadres de la Banque.

En effet, ce qu'il y a de remarquable à la B.N.P., ce sont les possibilités de promotion offertes à tous ceux qui veulent travailler. On peut encore y entrer comme petit employé aux écritures et terminer sa carrière à un niveau élevé... Mais il faut, pour cela, aborder l'enseignement supérieur et suivre les cours de l'Institut Technique de Banque (deux ans d'études) ou ceux (de très haut niveau) du Centre d'Etudes Supérieures de Banque : la B.N.P. délègue, chaque année,

une quinzaine de brevetés à qui elle offre une situation d'étudiant pendant trois ans.

### Une politique qualitative

Après un effort d'implantation, la B.N.P. accentue aujourd'hui ses recherches dans le domaine de la qualité de l'accueil. Un Siège de la B.N.P. ne doit pas être une simple « station-service », où l'on retire de l'argent. Il faut réussir à procurer un service rapide dans certains cas (suppression des files d'attente) mais aussi compenser la deshumanisation due à la modernisation des techniques bancaires.

C'est pourquoi les guichetiers sont désormais des agents capables d'effectuer toutes les opérations de banque et de donner des conseils.

C'est pourquoi aussi les Sièges sont organisés de façon plus fonctionnelle pour en faire des lieux d'information et de contact où l'on vient chercher des avis et des conseils.

# - La formation permanente

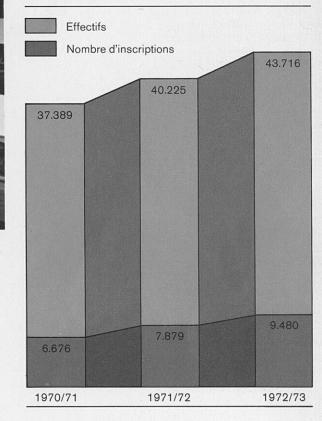
Dans le domaine bancaire, les techniques évoluent vite. La formation permanente est donc indispensable. La B.N.P. lui consacre un budget considérable.

Quelque 100 séminaires sont organisés chaque année au Centre de formation de Louveciennes. Ils accueillent aussi bien les «brevetés» pour les entraîner aux contacts avec la clientèle que les cadres rentrant de l'étranger, les chefs de vente, les Directeurs d'agence, etc.

Les thèmes sont aussi variés que l'activité bancaire elle-même (techniques bancaires, informatique, marketing, vente, etc.). Aujourd'hui, un nouvel effort est entrepris pour introduire, au niveau de chaque succursale (90 en province), les structures de formation jusqu'ici centralisées.

C'est ainsi que, depuis quelque temps, chacune d'entre elles possède un animateur de formation chargé de coordonner et de mener l'action sur place; dans ce domaine aussi, la décentralisation est à l'ordre du jour...

### Evolution de 1970 à 1973 du nombre d'inscriptions aux cours de Banque (C.A.P. et B.P.)



Les problèmes de formation figurent parmi les préoccupations majeures de la direction. Ici, quelques-unes des installations de la section d'Orientation et de Perfectionnement.

# La BNP en chiffres

# La BNP en chiffres

### La «participation» chez la B.N.P.

La réserve de participation s'est élevée

- 600.000 F en 1968,
- 43 millions de F en 1969.
- 52 millions de F en 1970.
- 41 millions de F en 1971,
- 27 millions de F en 1972,
- 32 millions de F en 1973.

A propos de cette participation, il faut souligner que sa répartition est plus démocratique que l'échelle des salaires ne le supposerait normalement. Si les salaires les plus élevés ne sont pris en compte que jusqu'à 4 fois le plafond de la Sécurité Sociale, comme le prévoit la loi, les autres salaires, quant à eux, sont remontés au niveau du plafond pour le calcul de leur part.

L'écart entre les sommes attribuées n'est donc que de 1 à 4.

#### Actionnariat

En vertu de la loi du 4 janvier et du décret du 4 juillet 1973, des actions sont distribuées au personnel travaillant à la B.N.P. depuis plus de 5 ans en fonction du grade et de l'ancienneté. Aujourd'hui 273.487 actions ont été réparties entre 29.000 agents. Elles représentent 5,47 % du capital.

Si, en plus, on prend en compte les actions vendues au personnel à titre onéreux, il détient 5,81 % du capital de la Banque.

Pour l'exercice 1973, la B.N.P. distribuera un dividende de F 14,13 par action auquel s'ajoute l'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal) de F 7,07, soit un revenu global par action de F 21,20.

Ces dernières années ont été favorables au développement de la B.N.P., notamment la période 1970-1972. Le total de l'actif dépassait en 1972 de 83.7 % le montant de 1970.

Parallèlement, la structure des ressources a évolué : les ressources de particuliers prennent une part grandissante dans le total des dépôts, 66 % en 1973 contre 59 % en 1970 (1). La part des comptes à vue diminue devant la proportion croissante des comptes à régime spécial ou à terme ainsi que les bons de caisse.

Cette évolution qui entraîne un renchérissement des ressources s'explique par deux raisons:

• La première présente un caractère désormais permanent. Elle réside dans une meilleure information de la clientèle. à laquelle la B.N.P. n'a d'ailleurs jamais hésité à recommander les formules d'épargne les plus adaptées.

Aujourd'hui, environ 60 % de la masse des dépôts faits par la clientèle, sont rémunérés. C'est le cas notamment pour :

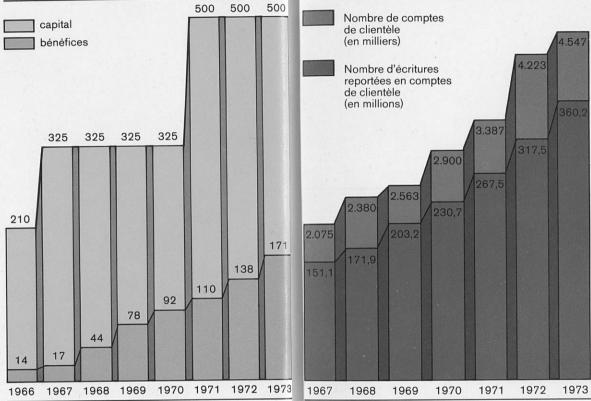
- les comptes d'épargne,
- les comptes de dépôts à terme,
- les comptes d'épargne-logement,
- les bons de caisse.

Cette cherté présente, en revanche, l'avantage d'une stabilité accrue.

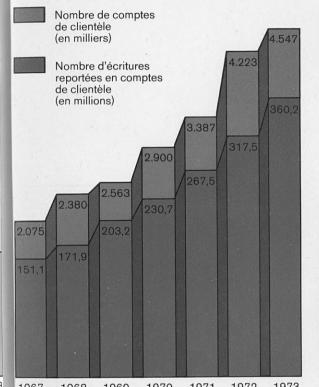
• La seconde raison présente un caractère beaucoup plus conjoncturel. Elle consiste dans l'augmentation depuis la fin 1972 du taux des réserves obligatoires qui doivent être déposées à la Banque de France.

La B.N.P. ne peut tirer actuellement le véritable profit qu'elle pourrait espérer de ses emplois. La part des crédits à la clientèle n'est en effet passée que de F 61 à 68 milliards durant l'année 1973 en raison des mesures d'encadrement.

### Évolution du capital et des bénéfices depuis la création de la BNP

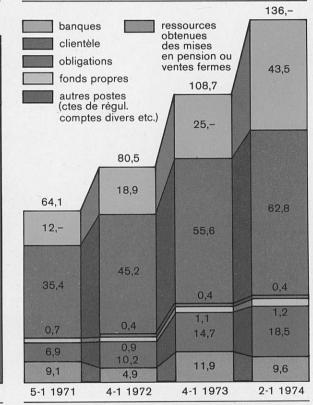


### Activité de la B.N.P. depuis sa création (Métropole)



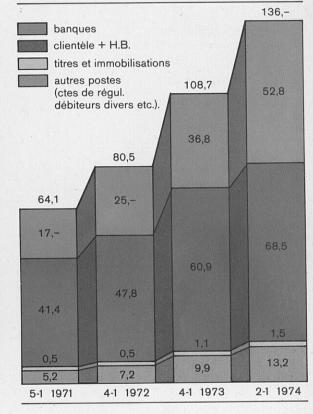
### Évolution des ressources

situation fin d'exercice, échéance passée (en milliards de F)



### Évolution des emplois

(en milliards de F)



La B.N.P. s'est trouvée dans l'obligation d'arrêter ses crédits aux particuliers, mais s'est efforcée, tout en restant dans les limites qui lui étaient imparties, d'apporter aux entreprises les moyens nécessaires aux investissements et à la poursuite des efforts à l'exportation.

De même, les concours aux petites et moyennes entreprises ont été préservés au maximum car la B.N.P. est consciente de ses responsabilités dans ce secteur qui ne peut recourir au marché financier.

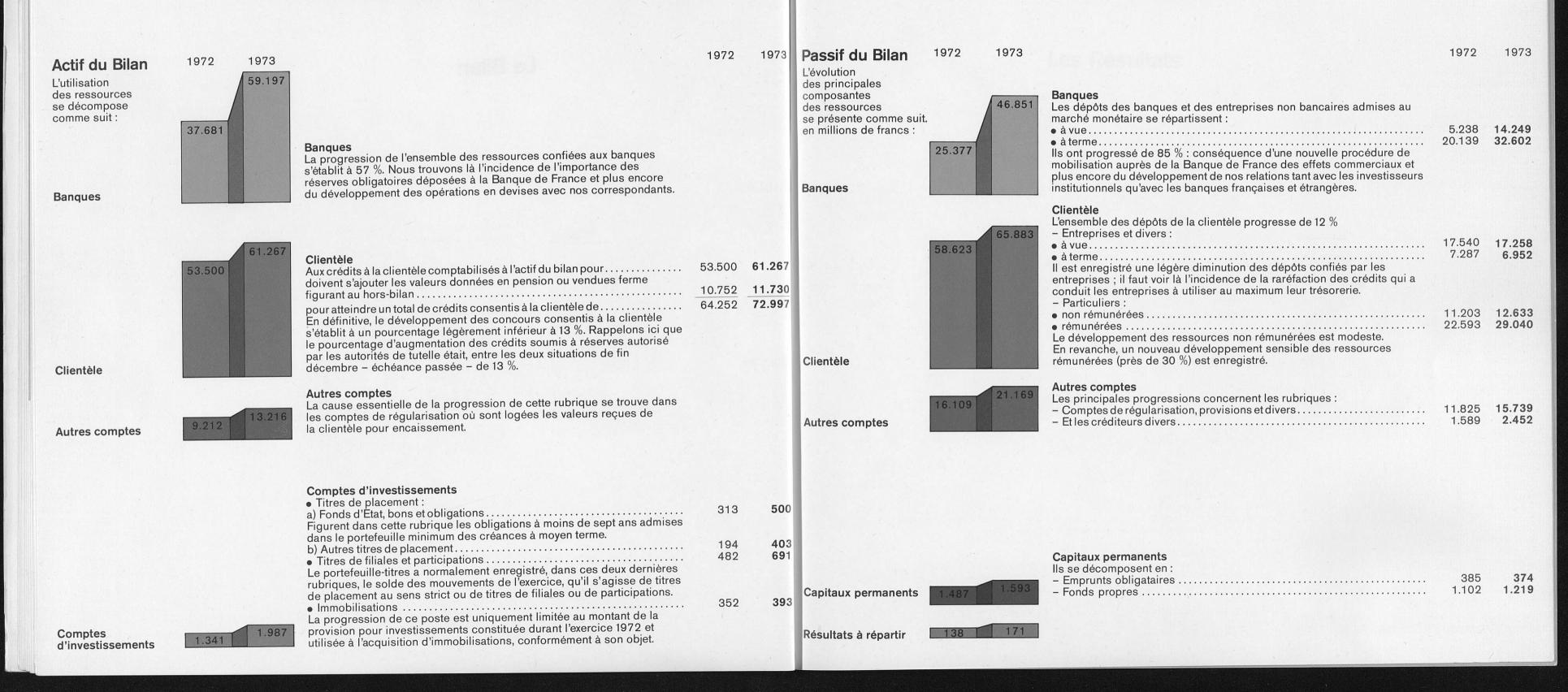
<sup>(1)</sup> Bons de caisse inclus.

Le Bilan

# Le Bilan

Le développement continu des activités de la BANQUE NATIONALE DE PARIS a entraîné une nouvelle progression du total du bilan qui s'établit à 135.667 millions et s'accroît ainsi d'un tiers par rapport au bilan à fin 1972, lequel était déjà en progression de ce même pourcentage par rapport à l'exercice 1971.

### Bilans comparés (avant répartition)

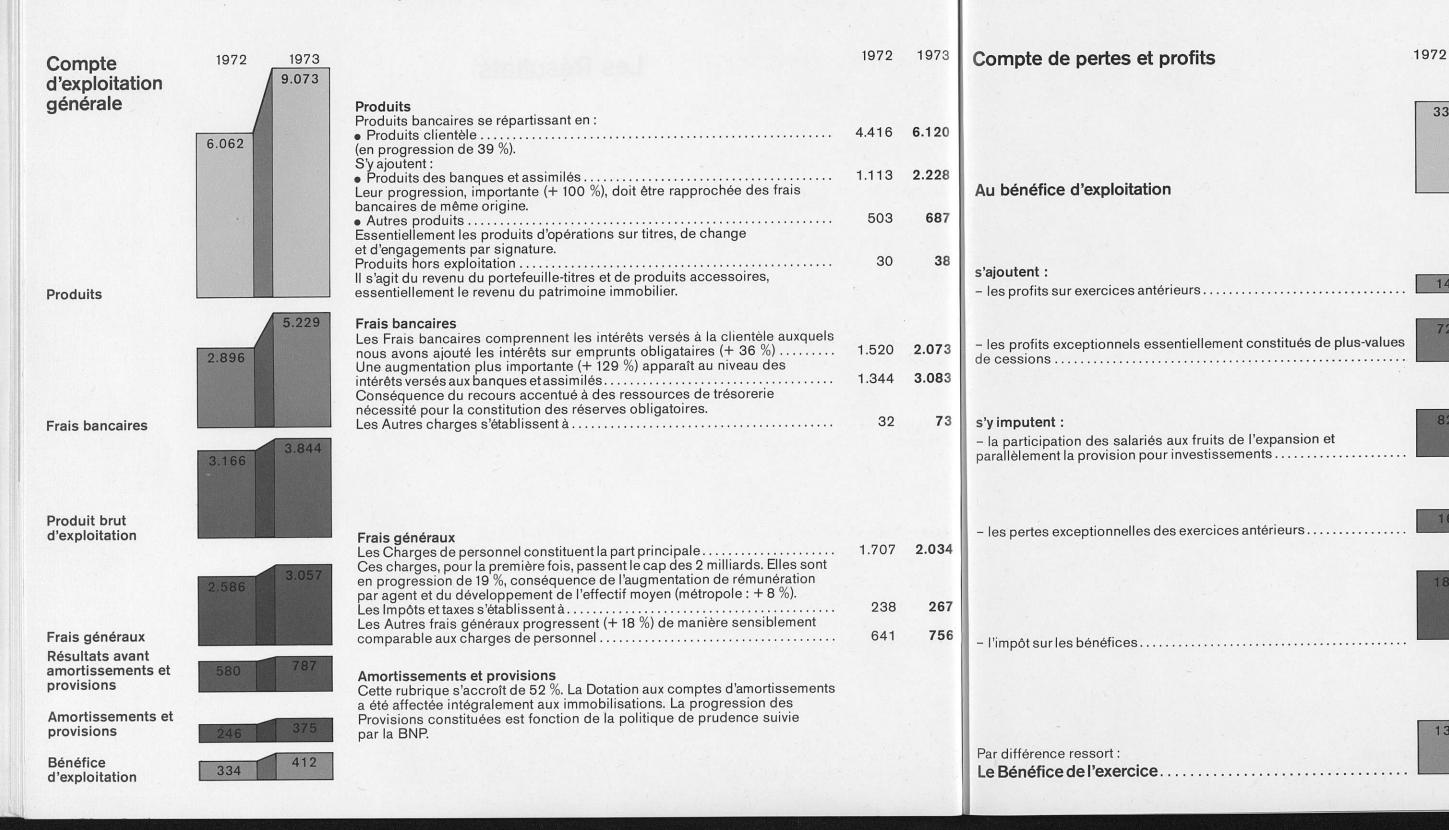


Les Résultats

# Les Résultats

Le développement des opérations lié à l'augmentation des taux d'intérêts, cela malgré l'accroissement des charges de trésorerie, a permis à la BNP d'augmenter de manière substantielle, + 23 %, son bénéfice d'exploitation L'incidence de cette progression se retrouve, bien entendu, au niveau du bénéfice de l'exercice : + 24 %, qui apparaît au compte de Pertes et Profits.

# Comptes de résultats



1973

334

